

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE TRAITÉ DE VERSAILLES et LES MATIÈRES PREMIÈRES

Les conséquences du Traité de paix de Versailles
SUR LA
production des principales matières premières
DES
grandes puissances économiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

présentée et soutenue le Samedi 5 Mars 1927, à 12 heures

PAR

Rayko DJERMANOVITCH

*Docteur en Droit de l'Université de Zagreb,
diplômé de l'Ecole des Sciences politiques*

Président : M. GERMAIN-MARTIN, professeur.

Suffragants { *M. ALLIX, professeur.*
M. LESCURE, professeur.

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1927



LE TRAITÉ DE VERSAILLES et LES MATIÈRES PREMIÈRES

Les conséquences du Traité de paix de Versailles
SUR LA
production des principales matières premières
DES
grandes puissances économiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

présentée et soutenue le Samedi 5 Mars 1927, à 12 heures

PAR

Rayko DJERMANOVITCH

*Docteur en Droit de l'Université de Zagreb,
diplômé de l'Ecole des Sciences politiques*

Président : M. GERMAIN-MARTIN, professeur.

Suffragants { *M. ALLIX, professeur.*
M. LESCURE, professeur.

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1927

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces
opinions doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.



AVANT-PROPOS

Les dispositions du Traité de paix de Versailles ne visent pas uniquement les questions politiques, comme celles des grands traités d'autrefois.

En effet, l'action extérieure des gouvernements d'autrefois se bornait à la défense du pays. Au fur et à mesure que la Société évoluait au point de vue économique et social, le champ d'action des gouvernements s'élargissait. Simplement protecteurs de leurs sujets commerçants au début, les gouvernements devinrent ensuite régulateurs suprêmes de toute l'activité économique de leur pays.

C'est pourquoi, contrairement à la tradition, le Traité de Versailles renferme un grand nombre de dispositions économiques et sociales.

Ses conséquences ne sont pas seulement des remaniements territoriaux importants, mais aussi des notables changements d'ordre économique.

C'est l'étude d'une de ces conséquences économiques du Traité et d'une qui n'est pas de moindre importance que nous avons choisie comme sujet de notre thèse.

C'est la question de la production des trois matières premières, des plus nécessaires, le charbon, le fer et la potasse, ou plus précisément la question des changements survenus dans la production de ces trois matières premières en conséquence du Traité de Versailles.

Pour étudier cette question, il y a deux façons de

procéder. On pouvait s'en référer aux statistiques de 1920 et de 1921. Mais ces statistiques ne sont pas encore d'une précision satisfaisante ; et à cette époque, d'ailleurs, un profond marasme économique sévissait dans le monde entier. Aussi nous sommes-nous basés de préférence sur la situation de 1913, dernière année normale pour ce qui est de la production.

D'autre part, au cours de nos recherches dans le domaine des statistiques, nous avons éprouvé beaucoup de difficultés que seul peut connaître celui à qui elles sont familières. Les statistiques, toutes des plus authentiques d'ailleurs, différaient beaucoup. Parfois, les mêmes tableaux statistiques, se rapportant aux mêmes faits, variaient suivant les éditions. Et si nous n'avons pas atteint la vérité mathématique absolue, que nous ne croyons pas possible dans le domaine de statistique, nous avons essayé de nous en rapprocher. Et nous avons toujours porté notre choix sur les documents les plus authentiques, citant toujours, quand il le fallait, notre source, chose qu'ont trop souvent négligé de faire les livres qui touchent de plus ou moins près notre sujet.

Ainsi qu'il est d'usage, nous avons consacré notre premier chapitre à un exposé du problème dans sa généralité. Comme le sujet de notre étude dépend essentiellement des remaniements territoriaux qui ont suivi le Traité de Versailles, nous avons établi ces remaniements avec un certain souci de précision. Mais avant cela, il nous a paru indispensable de présenter les différentes solutions du problème étudié sous le jour où elles se montraient avant le Traité de paix.

Paris, le 24 janvier 1927.

R. DJ.

CHAPITRE PREMIER

Le problème des matières premières Comment se posait-il avant la guerre ?

§ 1. — LA POTASSE

Avant la guerre

Il est à peine besoin d'insister sur l'importance du rôle que joue la potasse dans l'industrie moderne, ainsi que dans l'agriculture. Rares sont les industries qui n'emploient pas de potasse. Elle est utilisée en photographie, en peinture, dans les industries de la blanchisserie, du tissage, de la teinturerie, de la savonnerie, dans la pyrotechnique, dans l'électro-technique, dans la fabrication de la poudre noire, du papier, des allumettes, des verres, de la céramique, dans l'extraction de l'or, dans la fabrication des couleurs d'aniline et celle des matières colorantes en général.

Son emploi est des plus varié dans les industries chimiques. Elle sert à la fabrication du carbonate de potassium, du chlorate de potassium (explosif), de l'acide chlorhydrique, du bromure et de l'iodure de potassium, du cyanure et du ferro-cyanure de potassium.

D'autre part, le rendement insuffisant de la terre tient généralement pour la plus grande part à l'insuffi-

sance d'engrais (1). Tandis qu'en France, de 1903 à 1913, le rendement moyen du blé à l'hectare n'a augmenté qu'à peine de 2 %, il augmentait en Allemagne, pour la même période, de 26 %. Mais alors que l'Allemagne consommait avant la guerre 21 kilogs de potasse par hectare, la France n'en consommait que 1 kg. 38.

Généralement, la potasse améliore non seulement la quantité, mais aussi la qualité du rendement agricole ; c'est le cas par exemple pour l'orge, le vin, le tabac, les plantes potagères et les fruits, le trèfle, etc...

Les Allemands prétendent avoir obtenu, grâce à un amendement de 75 à 100 kilogs de sel de potasse par hectare, les augmentations de récolte suivantes :

- 400 à 600 kilogs pour le froment ;
- 500 à 1.000 kilogs pour l'avoine ;
- 400 à 800 kilogs pour l'orge ;
- 3.000 à 6.000 kilogs pour la pomme de terre ;
- 1.200 à 3.000 kilogs pour le fourrage.

C'est l'Allemagne qui produisait avant la guerre la presque totalité de la consommation universelle de po-

(1) Il faut distinguer trois catégories d'engrais agricoles :

1° Engrais organiques (le fumier en particulier), qui étaient les seuls engrais employés pendant des siècles ;

2° Engrais chimiques naturels, tels que les nitrates du Chili, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle ;

3° Engrais chimiques préparés synthétiquement (tout spécialement par l'utilisation de l'azote de l'air), et qui sont de plus récente date.

Quant aux engrais chimiques (naturels ou préparés), on les divise en : a) engrais azotés (nitrate de soude, c'est-à-dire nitrate de Chili, sulfate d'ammoniaque, cyanamide de calcium, nitrate de chaux, c'est-à-dire nitrate de Norvège) ; b) engrais phosphatés (phosphates, superphosphates de chaux, os et superphosphates d'os, scories de céphosphoration ; et c) engrais potassiques, qui comprennent les différents sels de potasse naturelle (kainites, etc.) et préparés (chlorures et sulfates potassiques).

tasse. Les 95 % de la production allemande venaient des mines de Stassfurt et 5 % de l'Alsace.

L'Allemagne a absorbé à elle seule plus de la moitié de la consommation mondiale. Grâce à son monopole de la production, elle a dépensé moins d'argent que les autres pays.

Consommation de la potasse :

	1895	1908	1913
Allemagne	59.800	272.990	604.282
Etats-Unis	33.907	116.537	248.294
France	5.032	15.345	42.436
Autres pays	20.364	443.654	216.344
	119.103	848.526	1.110.356

Il y a peu de gisements connus de sels potassiques. Trois seulement sont dignes d'un intérêt particulier : les gisements de Stassfurt, découverts en 1857, qui, à eux seuls, représentaient presque toute la production mondiale, les gisements de potasse en Haute-Alsace et en Catalogne. Par la découverte de ces derniers, ceux de Stassfurt risquent de perdre leur prédominance.

La découverte de sels potassiques de Catalogne ne date que de 1913. Celle de l'Alsace remonte à 1904.

En outre, il y a encore des gisements d'une importance moindre aux Etats-Unis, en Pologne (1), en Russie, en Tunisie, dans les îles Dahlak, dans les Indes Anglaises, au Chili, en Abyssinie, etc...

Comme nous l'avons déjà dit, la production mondiale de potasse avant la guerre, c'était la production de l'Allemagne d'avant guerre.

(1) Les gisements de Kalusz-Stabnik, évalués à 70 millions de tonnes, ne sont mis en valeur qu'après la guerre. En 1924, la Pologne en a produit 84.000 tonnes (contre 2.350 en 1913). — *L'Almanach Polonais*, 1926.

Production des sels potassiques en Allemagne (1) :

(En millions de tonnes métriques de potasse pure, en chiffres ronds)

1880	0,07
1890	0,12
1900	0,30
1909	0,68
1910	0,86
1911	0,94
1912	1,01
1913	1,11

ou exactement 1.110.369 (2)

On voit que la production mondiale de potasse était presque 16 fois plus grande à la veille de la guerre qu'en 1880.

Ayant été la seule productrice des sels potassiques, l'Allemagne en était aussi la seule exportatrice. Elle gardait environ 50 à 60 % de sa production, dont neuf dixième pour ses besoins agricoles et un dixième pour ses besoins industriels, sous forme de chlorure de potassium, et exportait le reste.

Sur 1.110.369 tonnes produites en 1913, l'Allemagne exportait 506.087 tonnes. Son plus gros consommateur était les Etats-Unis, qui importaient à eux seuls environ 250.000 tonnes, ce qui représente la moitié du total des exportations. Viennent ensuite les Pays-Bas, la France, les Pays Scandinaves, l'Angleterre, etc...

A la suite des difficultés d'importation et de la hausse des prix pendant la guerre, les Etats-Unis ont commencé en 1915 à exploiter eux-mêmes leurs gisements de potasse, qui n'étaient d'ailleurs pas riches.

(1) Société des Nations. Rapport sur les matières premières.

(2) Ce chiffre exprime une quantité de potasse pure. La production de sels bruts dépasserait 14 millions de tonnes.

Production des sels potassiques de l'Allemagne, de la France et des Etats-Unis de 1913 à 1922
(exprimée en potasse pure) (1) :

	1913	1914	1914	1916	1917	1918	1919	1920	1921	1922
Allemagne (2).....	1.110.369	903.988	679.776	883.976	1.004.282	1.001.664	812.002	923.643	921.147	1.311.500
— (3).....	1.052.369	849.988	660.776	849.976	951.282	947.964	—	—	—	—
France (Als.-Lorr.)	—	—	—	—	—	—	92.006	199.175	146.355	230.000
Alsace-Lorraine ..	58.000	54.000	19.000	34.000	53.000	53.700	92.006	—	—	—
Total de l'Europe.	1.110.369	903.988	679.776	883.976	1.004.282	1.001.664	604.008	1.122.818	1.067.502	1.541.500
Etats-Unis	—	—	989	8.818	29.550	49.716	29.460	43.615	6.911	—
Total général	1.110.369	903.988	680.765	892.794	1.033.832	1.051.380	933.468	1.166.433	1.074.413	—

(1) Bureau International du Travail. Enquête sur la production. Tome II.

(2) Y compris la production de l'Alsace-Lorraine jusqu'à 1919.

(3) Alsace-Lorraine non comprise.

La découverte de mines de potasse en Alsace date de 1904. Le gisement s'étend entre Cernay et Mulhouse, sur une longueur de 20 kilomètres et une largeur de 10 kilomètres (couvrant 21.000 hectares), principalement sous la forêt de Nonnenbruck, au Nord-Ouest de Mulhouse. Sa profondeur varie de 400 mètres au Sud à 800 mètres au Nord. Il se compose de deux couches séparées par une vingtaine de mètres. La couche supérieure, de 1 m. 50 d'épaisseur, est un peu moins étendue que la couche inférieure, qui a de 3 à 5 mètres. De l'avis des experts, les réserves de deux couches contiendraient 1.472 millions de tonnes, ce qui correspondrait à environ 300 millions de tonnes de potasse pure.

L'industriel alsacien M. J. Vogt (de Niederbruck), qui découvrit le gisement, n'ayant pu trouver en Alsace le capital nécessaire, dut accepter l'aide des banques allemandes. Ainsi fut constituée la Société où *Gewerkschaft Amélie*, qui deviendra plus tard une des filiales de la *Deutsche Kaliwerke A. G.* Une Société franco-alsacienne " *Sainte-Thérèse* ", fondée à la suite, obtint des concessions nouvelles.

La potasse alsacienne présente des avantages considérables par rapport à celle de Stassfurt. En effet, le gisement alsacien renferme de 30 à 35 % de chlorure de potassium, tandis que ceux de Stassfurt donnent un chlorure double de potassium et de magnésium (*Carnallite*), et l'élimination par des lavages de ce dernier, qui est inutilisable, représente une opération difficile et coûteuse.

Les principaux sels bruts, marchands, reconnus par le Syndicat de Berlin, sont :

La <i>Kaïnite</i> , contenant en moyenne	22,5 %	de chl. de pot.
La <i>Hartsalz</i>	—	21,2 %
La <i>Carnallite</i>	—	15,5 %
La <i>Sylvinite</i>	—	26,3 %

Quant aux sels d'Alsace, ce sont surtout des Sylvinites (constituant une matière première de premier ordre pour la fabrication du chlorure de potassium raffiné), chlorures doubles de potassium et de sodium avec une forte proportion de chlorure de potassium pur. Il suffit de broyer le minerai à la sortie des puits pour obtenir des sels directement utilisables en agriculture.

Le premier puits fut ouvert en 1908 par la « Société Amélie ». L'exploitation ne commença qu'en février 1910. Le gisement comprenait à la veille de la guerre 106 concessions dont 28 appartenaient à la Société « Sainte-Thérèse ». Quatre groupes financiers entretenaient ces concessions : Deutsche Kaliwerke A. G., Société des Mines de Kali « Sainte-Thérèse », groupe Wintershall et groupe Röchling. Il y avait au total 90 millions de francs engagés, dont 55 % environ étaient du capital allemand, 25 % français et 20 % alsacien. Les mines étaient desservies par la grande ligne internationale Strasbourg-Mulhouse-Bâle, et de Mulhouse il y avait le canal du Rhône au Rhin. Le courant électrique de la centrale Rheinfelden, sur le Rhin, fournissait la force motrice.

L'exploitation fut entravée par la loi du 25 mai 1910 qui réglementait l'exploitation de la potasse en Allemagne. L'extraction restait libre, mais la vente ne l'était pas. La loi fixait un maximum de vente pour chaque exploitation, ainsi qu'un prix de vente annuel. Elle maintenait, il est vrai, les prix à un niveau assez élevé, et assurait, en 1913, aux exploitants alsaciens un bénéfice d'environ 15 francs par tonne, ce qui ne serait pas possible sous le régime de la libre concurrence.

§ 2. — LE CHARBON

Dans l'économie mondiale de la période actuelle, le charbon joue incontestablement le rôle cardinal.

A la suite des grandes transformations économiques

réalisées au cours du dix-neuvième siècle, — conséquences de la révolution industrielle, elle-même issue des inventions de la fin du siècle précédent, — le charbon avait pris une importance primordiale dans la vie économique mondiale d'avant guerre comme source d'énergie industrielle. Il permet de transformer les minerais en métaux et en produits chimiques. Il assure les communications et les transports sur terre et sur mer. Mais ce n'est pas seulement là que le charbon est employé. Distillé, il donne le gaz, et celui-ci laisse derrière lui, outre le coke de gaz, la cuve à goudron qui est la base de toute la pharmacopée contemporaine, de l'industrie des matières colorantes et des explosifs. La houille est donc, en même temps, un riche réservoir de matières premières à utilisations très variées (coke, gaz d'éclairage, goudron, huile légère et lourde, matières colorantes, aniline, phénol, paraffine, sulfate d'ammoniaque, benzine, benzol, etc...)

Dans la distribution des sources d'énergie industrielle, la statistique assigne au charbon une part de 61 % (1). Et la majeure partie des produits manufacturés représente la consommation d'une quantité de charbon supérieure à leur poids (2).

L'immense accroissement de l'industrie de transport a nécessité le développement toujours plus grand de son emploi, et pour avoir une idée de la quantité de charbon nécessaire pour la satisfaction des besoins mondiaux, il faudrait tenir compte aussi du charbon employé dans les autres industries, et en outre dans l'éclairage et

(1) Le bois contribuant pour 18 % à l'approvisionnement mondial, la force hydraulique pour 9 %, le pétrole pour 7 %, la force du vent, les gaz naturels, la tourbe pour 5 % conjointement.

(2) Il faut 1 kg. 3 de houille pour produire un kilog de fonte ; 9 kgs pour 1 kg. de locomotive terminée ; 8 kg. pour 1 kg. de tissu de coton.

le chauffage. Pour ce qui est de l'industrie métallurgique, pour laquelle le charbon joue un rôle de premier ordre, la production mondiale de fonte a plus que quadruplé de 1880 à 1913. L'accroissement du tonnage net de la marine marchande, qui a bénéficié la première de ces inventions nouvelles, est énorme. Les grandes puissances l'ont généralement doublé ou triplé depuis 1875, sauf le Japon, qui est parvenu à augmenter de 20 fois son tonnage primitif, en dépassant celui de la France, qui ne l'a augmenté à son tour que de moitié dans le même espace de temps. Et quant au développement prodigieux du réseau ferroviaire, nous ne citerons que quelques exemples édifiants. La Russie l'a augmenté, de 1850 à 1890, de 60 fois, l'Italie de 30 fois, la France de 12 fois, et l'Allemagne de 7 fois.

On peut affirmer qu'il n'y a presque pas d'activité industrielle où le besoin du charbon ne se fasse pas sentir, la consommation est en quelque sorte un indice de l'activité industrielle des nations. Il est le « pain quotidien » des Etats industriels, la matière première primordiale, et par conséquent son coût dicte les prix de toutes les autres marchandises.

Au surplus, le charbon contribue au développement des centres urbains, la population minière étant presque toujours très prolifique (1). Et c'est autour des bassins de houille que se créent alors aussi les différentes industries trouvant sur place leur source d'énergie, par exemple la Ruhr en Allemagne, le brusque développement de certaines villes anglaises situées à proximité des gisements houillers, comme par exemple

(1) Une houillère moderne, d'un rendement d'un million de tonnes, exige cinq à six mille ouvriers, c'est-à-dire une population proprement minière d'au moins 20.000 âmes. Il faut augmenter ce chiffre de 30 % à 50 % en raison de ceux qui alimentent administrer, etc., cette population minière. Ainsi on arrive à un effectif d'une trentaine de mille âmes.

Glasgow, Newcastle, Cardiff, Manchester, Bradbery, Leeds, Sheffield et Birmingham.

Mais le charbon n'est pas seulement un outil de travail pacifique. Il est aussi, dans l'état actuel de la technique industrielle, l'outil de guerre indispensable. « Le charbon », déclare M. Asquith, ancien président du Conseil anglais, le 25 octobre 1916, à la Conférence nationale de l'Industrie houillère, « est la base de toute fabrication de munitions ; il sert à produire la fonte et l'acier, et ses sous-produits sont indispensables à l'élaboration des explosifs à grande puissance. Le charbon est la source de toute force motrice sur terre et sur mer, et l'un de nos grands districts miniers, le Pays de Galles du Sud, fournit à la marine britannique l'instrument de sa domination sur toutes les mers. »

Inutilisé il y a encore deux siècles (10 millions de tonnes seulement de consommation en 1800), la production mondiale du charbon a passé en vingt-trois ans (de 1890 à 1913) de 512 millions de tonnes à 1.342 millions de tonnes.

Production universelle (1) (en millions de tonnes métriques) :

	1890		1903		1913	
	Charbon	Lignite (2)	Charbon	Lignite	Charbon	Lignite
Etats-Unis	143,1	—	324,2	—	517	—
Royaume-Uni	184,5	—	234	—	292,1	—
Allemagne	70,2	19,1	116,6	45,8	190,1	87,2
Autriche	8,9	15,3	11,5	22,2	16,5	27,4
Hongrie	1	2,3	1,2	5,3	1,1	8,8
France	26,1	—	—	—	40	0,8
Russie	6	—	16,9	—	33,8	—
Belgique	20,4	—	23,8	—	22,8	—
Japon	2,6	—	10,1	—	21,4	—
Inde Anglaise	2,2	—	7,6	—	16	—
Chine	0,05	—	1	—	13,1	—
Canada	2,8	—	7,2	—	13,6	—
Australie	3,5	—	7,2	—	12,6	—
Nouvelle-Zélande	0,6	—	1,4	—	1,9	—
Espagne	1,2	—	—	—	—	—
Italie	0,4	—	—	2,8	4,3	—
Pays-Bas	0,1	—	0,5	0,5	0,7	—
Suède	0,3	—	0,3	—	1,9	—
Total approximatif pour le monde entier . . .	512 (dont 40 de lignite)	—	880 (dont 75 de lignite)	—	1.342 (dont 125 de lignite)	—

(1) Annuaire statistique de la France, 1919.

(2) La distinction entre la houille et le lignite est importante. Il y a une assez grande différence de pouvoir calorifique entre les deux sortes de combustibles. Certaines qualités de lignite atteignent à peine le 30 % du pouvoir calorifique de la houille.

Pour 1913, nous donnons dans le tableau ci-dessous (quantités en tonnes métriques), certains chiffres détaillés en y ajoutant le montant des importations, des exportations et de la consommation des principales puissances productrices du charbon (1) :

Les notes suivantes sont relatives au tableau ci-après.

(1) Bureau International du Travail. Enquête sur la production. Tome II.

(2) Annuaire statistique de la France, 1925. — Société des Nations. Rapport sur les matières premières.

Les chiffres relatifs à l'exportation et à l'importation des Etats-Unis sont extraits du rapport sur les matières premières de la Chambre de Commerce Internationale, et ceux de l'Allemagne du livre de M. L. Hubert : *L'Effort brisé*. Celui du coke exporté anglais est extrait de *Memorandum on the Balance of Payments and Foreign Trade Balances*, 1919-1924, vol. 2, 1925, de la Société des Nations.

Le coke est la houille calcinée en vase clos pour en extraire le gaz d'éclairage. Le coke produit une grande chaleur et ne brûle que sous l'action d'un fort courant d'air.

Les agglomérés sont des briquettes combustibles faites avec du poussier de houille. On compte généralement 100 kilos de coke pour 133 kilos de houille, 90 kilos de houille pour 100 kilos d'agglomérés, 200 kilos de lignite pour 100 kilos de briquettes de lignite ; la lignite transformée en houille est comptée pour un quart de son poids.

Le minerai de fer et le coke sont destinés à la production de la fonte en haut-fourneau ; le charbon sert à l'alimentation des chaudières, au fonctionnement des machines et à la fabrication de l'acier.

(3) Le rapport sur les matières premières de la Société des Nations donne à la page 163, quant à la production et surtout quant à la consommation, plusieurs chiffres fort discordants provenant de différentes sources, et ne se donne pas la peine de les vérifier et coordonner.

<i>Production (1)</i>	<i>Importation (2)</i>	<i>Exportation (2)</i>	<i>Consommation (3)</i>
	—	—	Coke et aggloméré comptés p ^r leur équiva- lent en houille brute (2)
Etats-Unis (4) ...	517.059.257	Houille : 22.510.000 Coke : 800.000	494.900.000
Royaume-Uni ...	292.043.000	Houille : 95.570.000 (dont soute des nav. étrang. : 21.400.000) Coke : 3.341.000	192.100.000
Allemagne	277.342.000 (dont 87.233.000 de lignite.)	Houille : 10.540.018 Coke : 592.661 Agglom. : 147.416 Lignite : 6.986.680	Houille : 156.200.000 Lignite : 92.700.000 248.900.000
France	451.844.000 (dont 793.000 tonnes de lignite.)	Houille : 18.711.000 Coke : 3.070.000 Agglom. : 1.086.000	Houille : 64.041.000 Lignite : 793.000 64.834.000

Jusqu'en 1890 l'Angleterre avait la prépondérance mondiale, mais en 1899, les Etats-Unis prennent sa place laissant loin derrière eux tous les autres pays du monde. Les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne, à eux seuls produisaient, en 1913, 81 % de la production universelle de charbon et de lignite : les Etats-Unis 38,5 % ; l'Angleterre 21,8 % et l'Allemagne 20,7 %. La France ne participait à la production mondiale que dans une proportion de 3 % occupant le cinquième rang parmi les pays producteurs mondiaux de houille. Pour le seul charbon le pourcentage est de : 82,1 % dont pour les Etats-Unis 42,5 %, pour l'Angleterre 24 %, pour l'Allemagne 15,6 % et 3,3 % pour la France.

Il résulte qu'en ce qui concerne la production européenne d'avant-guerre, deux pays ont eu une place prépondérante : l'Angleterre et l'Allemagne. Mais, tandis que l'Angleterre exportait une grande partie de sa production annuelle, l'Allemagne absorbait la plus grande partie de sa production houillère dans la consommation industrielle intérieure (1). Car, si l'Angleterre était la plus grande puissance européenne productrice de charbon et l'Allemagne la seconde, c'est l'Allemagne qui occupait la première place au point de vue de l'industrie métallurgique (2). Mais, si, d'autre part, nous nous bornons à

(1) En 1913, l'exportation houillère allemande se chiffrait par 34.573.000 tonnes de charbon, alors que celle de l'Angleterre était de 74.578.000 (25,5 % de la production) de tonnes, (21 millions de tonnes destinées aux soutes non comprises), et les deux productions nationales étaient sensiblement égales.

(2) En 1913, l'Allemagne a produit 16,8 millions de tonnes de fonte, l'Angleterre seulement 10,4. Dans la même année, l'Allemagne a produit 17,5 millions de tonnes de fer et d'acier, l'Angleterre seulement 7,7. En outre, en 1912, l'Allemagne avait 62.692 kilomètres de chemins de fer exploités, le Royaume-Uni n'en avait que 37.845.

considérer exclusivement la production et le commerce de la houille (sans lignite), on peut conclure que le Royaume-Uni consommait toujours une quantité de houille plus grande que l'Allemagne. Pourtant, l'Angleterre n'a plus la suprématie en matière de houille. En 1870, le Royaume figurait pour la moitié et en 1896 pour un tiers dans l'extraction mondiale de charbon (en 1925 sa part n'est plus que d'un cinquième).

Tandis que pendant les dix dernières années d'avant-guerre l'Angleterre a augmenté la production de son charbon de 24 %, l'Allemagne a augmenté de 65 % sa production en charbon et de 89 % sa production de lignite. Durant la même époque la France a augmenté sa production de 17 % et pendant les 50 dernières années d'avant guerre l'a plus que triplée (1). C'est surtout son chemin de fer dont la longueur occupait la troisième place en Europe (50.993 kilomètres en 1912), qui consomme beaucoup de charbon. En comparaison avec les autres pays le développement de sa marine marchande a été plus lent.

Si l'on remonte encore plus loin, la statistique comparée pour la production des quatre grandes puissances, pour l'époque de 1886-1911, c'est-à-dire pour les 25 dernières années, est encore plus intéressante en ce qui concerne l'accroissement de la production.

(1) Société des Nations. Rapport sur les matières premières.
— La France ne produit qu'une quantité infime de lignite. Les départements les plus riches en charbon sont ceux du Nord et du Pas-de-Calais, qui, à eux seuls, produisirent en 1913 27.389.000 tonnes de houille, c'est-à-dire près des deux tiers (exactement les 68,4 % de la production houillère française).

	Houille et lignite (en millions de tonnes)		Accroissement
	1886	1911	%
Etats-Unis	103,1	450,2	336,6
Royaume-Uni	160	276,2	72,6
Allemagne	73,7	234,5	218,1
France	19,9	39,3	97,5

Parmi les pays européens, il est à remarquer le formidable accroissement de la production houillère de l'Allemagne qui a plus que triplé sa production dans l'époque envisagée tandis que le Royaume-Uni et la France n'ont même pas doublé la leur.

D'autre part, à l'opposé des grands pays producteurs du charbon, nous voyons qu'il y avait des pays ayant une insuffisance ou un défaut complet de production nationale de la houille. La nature a déshérité par exemple les nations méditerranéennes. L'Italie ayant une consommation annuelle du charbon d'environ 11 millions de tonnes n'en produisait que 700.000 tonnes, dont 1.120 tonnes de houille seulement.

La France était le pays où l'importation présentait le plus fort excédent sur les exportations.

A la veille de la guerre les exportations du charbon extra-européen en Europe étaient minimales (malgré les prix réduits de charbons américains) étant donné les frais de transport très élevés ; le charbon est un produit lourd et se prête mal au transport. Les Etats-Unis, d'ailleurs, consommaient sur place presque toute leur production nationale de charbon.

Deux pays, l'Allemagne et l'Angleterre particulièrement, étaient les plus grands fournisseurs en charbon des autres pays européens.

Avant la guerre c'était la France, l'Italie et l'Allemagne qui étaient les trois principaux clients de l'An-

gleterre, occupant 42,5 % de l'exportation totale anglaise. L'Angleterre exportait presque exclusivement de la houille.

Les mines allemandes de charbon étaient concentrées dans quatre grandes régions : 1° Le groupe minier principal Ruhr-Westphalie, produisant environ à lui seul 60 % de la production nationale ; 2° le groupe saroris représentant 9 % de la production totale ; 3° le groupe silésien qui produisait 23 % environ de la production allemande ; et 4° le groupe saxon produisant environ 7 % du total.

Ces centres miniers n'étaient pas bien situés. Ils sont tous éloignés de la mer et le transport par chemin de fer est très cher. Par contre, les mines anglaises de charbon sont toutes situées à proximité de la mer et le charbon peut être, pour ainsi dire, chargé directement dans les soutes des navires anglais. Pour l'exportation du charbon, c'est une supériorité incontestable que n'ont ni la France, ni l'Allemagne. Le charbon anglais transporté par mer en France ou en Italie, faisait une concurrence énorme au charbon allemand. La moitié des importations françaises du charbon, provenait de l'Angleterre d'où l'Italie recevait aussi la presque totalité de son charbon.

Or, l'Allemagne avait à lutter contre les charbons anglais non seulement sur les marchés européens, mais également dans son propre pays. A Hambourg, la plupart du charbon consommé était du charbon anglais. Il était plus facile de faire venir du charbon de Newcastle par la voie des mers que de la Rhur ou de la Silésie par chemin de fer. Et c'est ainsi que c'est de l'Angleterre que l'Allemagne importait presque la totalité de houille.

Néanmoins, l'Allemagne était un des pays les plus riches en charbon, et elle pouvait subvenir largement à tous ses besoins. Sa consommation intérieure nette, répartie en 1913 ainsi qu'il suit :

	Tonnes
Chemins de fer.....	18.000.000
Gaz, électricité	12.500.000
Combustible domestique, petite industrie et agriculture.....	24.000.000
Industrie	78.000.000
Charbon de soute.....	6.500.000
A quoi il faut ajouter.....	Service des houillères
Total	156.200.000

était largement couverte, et il restait encore environ 24 millions de tonnes pour l'exportation nette.

C'est le fer qui faisait défaut à l'Allemagne, ce dont la France avait précisément en abondance. Mais la France n'avait pas suffisamment de houille, comme nous venons de le voir. Les statistiques démontrent un déficit net constant qui monte à partir de 1900 de 15,4 millions à environ 24 millions de tonnes en 1913.

Par cette disette de charbon la métallurgie française fut presque complètement paralysée avant la guerre et la France dut exporter en 1913 presque la moitié de la production de son fer en état cru.

En 1913, la France consommait 64 millions de tonnes environ de houille.

Service de houillères.....	8,2 %
Métallurgie	18 %
Chemins de fer.....	14,8 %
Marine	2,1 %
Usines à gaz.....	7,6 %
Industries diverses	30 %
Foyers domestiques	19,4 %

Son déficit d'environ 24 millions de tonnes était couvert en 1913 par les importations suivantes (1).

(1) Pinot R. : *La Métallurgie et l'Après-Guerre*.

	Houille	Coke	Agglomérés
	(En tonnes)		
Royaume-Uni	11.257.000	547.000	175.000
Allemagne	3.491.000	2.393.000	188.000
Belgique	3.669.000	10.000	642.000
Divers pays	294.000	120.000	81.000
	18.711.000	3.070.000	1.086.000

Ce déficit annuel français, qui était le plus grand parmi ceux de tous les pays déficitaires en charbon, était d'autant plus alarmant que les réserves houillères françaises ne paraissaient pas être très abondantes. De l'avis des experts compétents (1) les réserves en charbon du sous-sol français correspondent à une consommation annuelle de 60 millions de tonnes prolongée pendant trois cents ans. Mais si, comme il est certain, la France se met à l'avenir à consommer chaque année une centaine de millions de tonnes (les experts ont constaté que l'extraction du charbon dans le monde doublait tous les vingt-cinq ans) elle aura du charbon à peine pour deux cents ans.

Les bassins allemands de Westphalie et de la Sarre et ceux de la France se trouvant à proximité de la frontière appartiennent aux mêmes couches géologiques. C'est le sillon terminal de ce grand bassin houiller qui, partant de Westphalie avec le maximum de largeur et de puissance (100 km. de longueur sur 35 à 40 km. de largeur) passe le Rhin, s'étend en Belgique et en Hollande et aboutit en France. Ses réserves probables sont évaluées à 200 milliards de tonnes. En pénétrant en

(1) Voir l'article de M. P. Termier, inspecteur général des mines, sur le sous-sol de la France, paru dans la *Revue Hebdomadaire* du 23 juin 1917.

France le sillon houiller n'a plus ni l'ampleur ni la régularité du début. La prédominance n'est plus au charbon gras et notamment au charbon à coke, mais aux flam-bants d'une part et aux maigres de l'autre. Ici ses réserves sont estimées à 10 milliards de tonnes.

La France est donc pauvre en charbon. Il y a 14 ans, en 1913, un congrès international de géologues à Toronto (1) a évalué les réserves mondiales houillères ainsi qu'il suit (en milliards de tonnes) : Etats-Unis, 1.976 ; Allemagne, 419 (lignite 13), c'est-à-dire plus de la moitié des réserves de l'Europe entière ; Royaume-Uni, 190 ; Russie, 40 ; France, 17 ; Belgique, 11.

La Belgique avait donc, malgré son petit territoire, presque autant de réserves en houille que la France, qui avait une superficie exploitable d'environ 150.000 hectares dont 100.000 dans la région du Nord. Des calculs établis par un expert, M. de Nanteuil, ingénieur au corps des mines, montrent d'autre part que, en égard aux profondeurs actuelles d'exploitation et à l'épaisseur des couches, l'extraction d'une année correspond à un approfondissement moyen annuel de 0 m. 40 aux Etats-Unis, de 0 m. 70 en Allemagne, de 2 m. en Angleterre, de 3 m. en Belgique et de 4 m. en France.

(1) Ce congrès ne tenait compte que des couches ayant 0 m. 30 d'épaisseur au minimum et jusqu'à 1.200 mètres de profondeur. Au-delà de cette profondeur et jusqu'à 1.800 mètres, c'est-à-dire jusqu'à la limite prévue pour l'exploitation minière, on n'a tenu compte que des couches de 0 m. 60 d'épaisseur.

L'estimation pour les continents (en millions de tonnes) est la suivante : Amérique, 5.105.528 ; Asie, 1.279.586 (dont Chine, 995.587) ; Europe, 784.190 ; Océanie, 170.410 ; Afrique, 57.839. Au total : 7.397.553 millions de tonnes.

Puisque la consommation houillère actuelle est de 1.220 millions de tonnes annuellement pour le monde entier, il faudra plus de six mille ans pour épuiser les réserves que renferme la terre.

On voit donc que la France est obligée d'exploiter ses réserves houillères dans des conditions particulièrement désavantageuses et que, par conséquent, son prix de revient sera très élevé.

§ 3. — LE FER

Il n'est pas besoin de faire ressortir l'importance du fer. Il est notre outil quotidien dans la paix comme dans la guerre. Car l'industrie de guerre, c'est l'industrie métallurgique. La métallurgie du fer ayant comme tributaire toutes les autres industries est, pour ainsi dire, le baromètre de la prospérité industrielle d'un pays. De même que les houillères, les mines de fer contribuent au développement des agglomérations urbaines. C'est ainsi que se groupent autour du haut fourneau, lui-même voisin de la mine de fer ou de la cokerie, centraux électriques, aciéries, laminoires, forges, ateliers de construction, mécaniques, briquetteries ou des usines d'engrais (utilisant les scories).

L'importance du fer est telle que sans lui il ne peut y avoir ni expansion économique ni sécurité nationale (1). Il a été de tous temps l'objet de compétitions acharnées parmi les hommes, et Hérodote dit déjà dans son livre premier que « le fer a été découvert pour le malheur des hommes ».

La production du fer est étroitement liée à celle du charbon. A côté du prix du minerai de fer, le charbon sera le facteur décisif dans le prix de revient du fer. Avant la guerre, la France qui possédait de riches gisements de minerai de fer, a pu développer son industrie sidérur-

(1) Ainsi, vers le milieu de la guerre mondiale, en France, le Ministre de la Guerre demandait à la métallurgie française de faire 100.000 obus de 75 par jour, ce qui représente 1.200 tonnes de barres d'acier.

gique seulement grâce à la possibilité d'approvisionnement en charbon dans les pays voisins. Il en est de même en Allemagne et aux Etats-Unis qui possédaient chez eux-mêmes de riches bassins de charbon à côté de ceux de fer. Une simple juxtaposition des chiffres représentant la production du minerai de fer à celle de la fonte et de l'acier sera encore plus éloquente.

Production mondiale en 1913 (1)

(En milliers de tonnes métriques)

	Minerai de fer	Charbon	Lignite
Etats-Unis	62.972	577.000	—
France	21.918	40.800	—
Allemagne.	35.941 (2)	190.000	87.200
Royaume-Uni ..	16.253	292.100	—
Espagne	9.862 (3)	4.300	—
Russie	9.514	33.800	—
Suède	7.476	400	—
Autriche	3.039	16.500	27.400
Hongrie	2.059	1.100	8.800
Italie	603 (4)	700	—
Norvège	544	?	?
Belgique.	150	22.800	—
Algérie	1.349	?	?
Tunisie	597	?	?
Canada	136	13.600	—
Japon	172	21.400	—

Total approxima-
tif pour le

monde entier... 175.000

1.342.000

(Dont 125.000 de lignite)

(1) Annuaire statistique de la France, 1919.

(2) Dont 7,3 millions de tonnes produites en Luxembourg, qui faisait partie avant la guerre du Zollverein allemand.

(3) Non compris le minerai de fer argentifère.

(4) Non compris le minerai de fer manganésifère.

	Fonte (1)	Acier brut (1)
Etats-Unis	31.462	31.802
Allemagne	19.309 (2)	18.935 (3)
Royaume-Uni	10.424	7.786
France	5.311	4.687
Russie	4.635	4.868
Belgique	2.485	2.467
Autriche	1.758	1.840
Canada	1.024	1.060
Suède	736	591
Hongrie	623	809
Italie	427	933
Espagne	425	—
Japon	240	255
Total approximatif pour le monde entier	79.000	76.000

(1) Ces deux produits se distinguent par la quantité de carbone qu'ils contiennent (quantité variable suivant les usages des divers pays). L'acier n'est pas extrait directement du minerai. D'abord il est obtenu un alliage contenant 3 à 5 % de carbone. C'est la fonte. Elle est le résultat d'un mélange de minerai, de coke et de matières siliceuses ou calcaires, suivant la composition du minerai. Ce mélange est ensuite versé dans le haut fourneau. Grâce à un procédé qui consiste à faire fondre d'une manière chaude et lente, on obtient des fontes grises (utilisées en première ou en seconde fusion). Cette fonte de moulage sert à la confection des tuyaux de conduite, plaques d'égout, fourneaux, etc. La fonte est fort peu malléable. La manière rapide et froide, exigeant de moindres quantités de coke, donne des fontes blanches (moins coûteuses). Après avoir été raffinées généralement (pour en éliminer le carbone), elles sont transformées en acier. En 1913, la France a produit 4.354.000 tonnes de fonte à acier et 957.000 tonnes de fonte de moulage. — Le fer proprement dit est produit soit par le réchauffage de vieux fers, soit par le brassage ou puddlage de la fonte liquide dans un four. Le fer, qui apparaît sous forme de grumeaux flottants à la surface, est rassemblé et soudé par les ouvriers (fer soudé). Il y a une décroissance considérable dans la production du fer au profit de la fabrication de l'acier. L'acier est plus léger, plus malléable et plus dur que le fer. Son grain est plus fin. D'autre

Comme nous le montrent les tableaux ci-dessus, trois pays avaient, avant la guerre, une situation prédominante en matière de production du fer : les États-Unis, l'Allemagne et l'Angleterre, tous trois les pays les plus riches en charbon et en minerai de fer.

De 1870 à 1913 la production universelle du minerai de fer a plus que quintuplé, la production de la fonte a sextuplé et celle de l'acier a augmenté en moindre proportion dans la même période.

Minerai de fer

(En milliers de tonnes métriques)

1871 (4)		1913 (4)	
Royaume-Uni	16.597	Etats-Unis	62.972
Allemagne (avec Luxembourg) ...	4.368	Allemagne (avec Luxembourg) ..	35.941
Etats-Unis	3.440	France	21.918
France	2.110	Royaume-Uni	16.253
Autriche-Hongrie ..	1.093	Espagne	9.862
Russie	791	Russie	9.514
Suède	663	Suède	7.476
Espagne	586	Autriche-Hongrie ..	5.098
Algérie	172	Algérie	1.349
Italie	86	Italie	603

Totaux approximatifs

pour le monde entier 31.000

175.000

En 1870, l'Angleterre était à la tête des pays producteurs du minerai de fer avec sa production de plus

part, la fabrication du fer est lente, complexe et coûteuse. On n'emploie le fer que, par exemple, dans la maréchalerie, la petite serrurerie, c'est-à-dire là où il est indispensable à cause de sa facilité spéciale de soudage.

Consulter pour les détails techniques : Grillet, *La Métallurgie du Fer* ; De Rousiers, *Les grandes Industries modernes* ; Métayer, *La Métallurgie française*.

(2) Dont 2,5 millions de tonnes produites en Luxembourg.

(3) Dont 1,3 millions de tonnes d'acier brut produites en Luxembourg.

(4) Annuaire statistique de la France, 1919.

de 50 % de la production universelle. Elle était environ quatre fois supérieure à celle de l'Allemagne et presque cinq fois à celle des Etats-Unis. Mais la position fut renversée complètement en 1910. En face d'une augmentation prodigieuse des Etats-Unis (atteignant 35,9 % de la production mondiale) la production de l'Angleterre tomba même au-dessous de celle de 1871, et ne représente en 1913 que 9,3 % de la production universelle. Les gisements anglais de fer s'épuisent, et l'Angleterre à la veille de la guerre n'avait que le quatrième rang parmi les pays producteurs du minerai de fer. Quant à l'Allemagne, elle a augmenté environ de huit fois sa production dans la même période grâce à l'apport minier de la Lorraine, ayant 20,5 % de la production mondiale de 1913. Néanmoins, la France réussit à décupler le reste de sa production du minerai de fer, ce qui représentait 12,5 % de la production mondiale d'avant guerre.

On remarque le même mouvement quant à la production de la fonte et de l'acier. Tandis que l'Angleterre occupait la première place en 1870, produisant à elle seule la moitié de la fonte du monde entier, et les Etats-Unis la seconde, en 1913 les Etats-Unis doublant depuis presque tous les dix ans, produisent trois fois plus de fonte que l'Angleterre qui n'a augmenté sa production qu'environ de 51 % venant à la troisième place, ce qui ne fait que 13,2 % de la production mondiale. Dans la même période les Etats-Unis ont augmenté la leur plus de 30 fois produisant 39,8 % de la production universelle. De 1871 à 1913, l'Allemagne (Luxembourg compris) a augmenté d'environ 16 fois sa production de fonte, atteignant 24,4 % de la production universelle. Quant à la France, sa production de fonte a été en 1913 environ cinq fois plus grande qu'il y a cinquante ans, représentant 6,6 % de la production mondiale (1).

(1) Société des Nations. Rapport sur les matières premières.

Pour ce qui est de la fonte et de l'acier, les tableaux suivants nous montreront l'accroissement prodigieux de leur production pendant les vingt-cinq dernières années d'avant guerre.

(En milliers de tonnes)

Fonte	1887	1911	%
Etats-Unis . . .	6.520	24.028	368,5
Allemagne . . .	4.024	15.574	387
Royaume-Uni . .	7.681	10.033	30,6
France	1.568	4.411	281,3

(En milliers de tonnes)

Acier	1886	1910	%
Etats-Unis . . .	2.604,4	26.512,4	910,3
Allemagne . . .	954,6	13.698,6	1.335
Royaume-Uni . .	2.403,2	6.106,8	154,1
France	427,6	3.390,3	692,9

La production anglaise reste quasi stationnaire par rapport aux bonds prodigieux des autres pays. Il faut remarquer l'immense accroissement de la production de l'acier en Allemagne. Elle l'a augmentée de plus de quatorze fois tandis que les Etats-Unis n'ont augmenté la leur que de dix fois.

Ce sont les Etats-Unis qui tiennent la première place, à la veille de la guerre, dans la production du minerai de fer ainsi que dans celle de la fonte et de l'acier. Mais de même que pour le charbon, consommant la presque totalité de leur production, les Etats-Unis ne sont pas un pays exportateur du fer, de la fonte et de l'acier.

L'Angleterre occupait, avant la guerre, la troisième place quant à la production de la fonte et de l'acier, et la quatrième pour celle du minerai de fer. Le fer anglais

s'épuise rapidement. A la veille de la guerre la consommation du minerai de fer anglais excédait de 7,5 millions de tonnes la production nationale. Les exportations étaient presque nulles pour le minerai de fer et insignifiantes pour la fonte. Elles étaient importantes, par contre, pour l'acier. L'Angleterre importait environ 7,5 millions de tonnes de minerai de fer en 1913, dont $\frac{3}{5}$ venaient de l'Espagne. C'est la moitié de sa production.

Quant à l'Allemagne sa situation était encore plus défavorable en matière de minerai de fer. Sa consommation était double de celle de l'Angleterre en 1913. Sa production qui était également double de celle de l'Angleterre ne subvenait nullement à ses besoins et l'Allemagne dut importer en 1913 plus de 14 millions de tonnes. L'excédent de sa consommation sur la production était en 1913 de plus de 11,4 millions de tonnes. Sur 14 millions de tonnes de son importation, l'Allemagne tirait 4,5 millions de la Suède, 3,8 millions de la France et 3,6 millions de l'Espagne, ce qui représente au total 85 % de l'importation totale. D'autre part, nous avons vu que le fer allemand s'épuisait rapidement tout comme celui de l'Angleterre.

Tandis qu'à la veille de la guerre l'Angleterre occupait la première place en Europe au point de vue de la production du charbon et l'Allemagne la seconde, c'est l'Allemagne qui occupait la première place en Europe dans l'industrie métallurgique.

La France était, avant la guerre, la plus grande exportatrice du minerai de fer. En 1913 elle en a exporté plus de 10 millions de tonnes dont l'Allemagne recevait 3,8 millions. L'excédent de sa production sur la consommation était en 1913 d'un peu moins de 9 millions de tonnes. Sa consommation de 13,3 millions n'était pas importante par rapport à celle de l'Allemagne (47,3 millions) ou celle de l'Angleterre (23,8 millions). Parmi les

pays producteurs du minerai de fer, la France occupait, à la veille de la guerre, le troisième rang, et le quatrième pour la fonte et l'acier.

En somme, tandis que les Etats-Unis retenaient par devers eux la presque totalité de leur production, pour ce qui est de l'exportation du minerai de fer la France ayant une consommation intérieure peu développée est à la tête avec 10 millions de tonnes en 1913, contre 2,6 millions de l'exportation allemande. L'exportation anglaise était minime. Par contre, l'Allemagne et l'Angleterre étaient les plus importants fournisseurs de fer et d'acier dans l'Europe d'avant-guerre.

En ce qui concerne le commerce du minerai de fer, de la fonte et de l'acier, la situation des principaux pays en 1913 a été la suivante :

1° Le minerai de fer :

(En milliers de tonnes)

	Product.	Import.	Export.	Consom.
Etats-Unis	62.975 (2)	0,800 (1)	1.059 (3)	62.716
Allemagne et Luxembourg	35.941 (2)	14.019 (3)	2.613 (3)	47.347
France	21.918 (2-4)	1.410 (3)	10.066 (3)	13.262
Angleterre	16.254 (2)	7.561 (3)	0,005 (1)	23.810

(1) Société des Nations. Rapport sur les matières premières.

(2) Bureau International du Travail. Enquête sur la production. Tome II.

(3) Chambre de Commerce internationale. Rapport sur les matières premières, 1921.

(4) En dehors de sa production métropolitaine, la France recevait, en 1913, aussi 1.349.000 tonnes de minerai de l'Algérie et 597.000 tonnes de la Tunisie.

2° La fonte :

(En milliers de tonnes)

	Product. (1)	Import. (2)	Export. (2)	Consom.
Etats-Unis ..	31.143	0,155	0,290	31.008
Allemagne et Luxembourg	19,312	0,12	0,8	18,632
France	5.207	0,06	0,13 (3)	5.137
Angleterre ...	10.424	0,2	1,1	9.524

3° Le commerce européen de toutes sortes de fer et d'aciers bruts et manufacturés (4) :

(En milliers de tonnes)

	Product.	Import.	Export.	Consom.
Allemagne et Luxembourg	18.266 (1)	minime	5,7	12,6
Angleterre ...	7.786 (1)	2,4	5,1	5,2
			(dont 1,5 d'acier brut)	
France (3) ...	5.093			

En ce qui concerne tout particulièrement l'Allemagne et la France, deux faits dominent la situation : 1° le

(1) Bureau International du Travail. Enquête sur la production.

(2) Société des Nations. Rapport sur les matières premières.

(3) Métayer : *La Métallurgie française*.

Il est très difficile de dégager des différentes statistiques des chiffres exacts concernant la fonte et l'acier. Les statistiques ne spécifient généralement pas l'état de production relatif du minéral, ou souvent les cumulent ; par exemple : fonte, ferro-alliages, ouvrages en fer ; ou lingots, machines, mécaniques, etc... (Voir *Mémorandum on the Balance of Payments and Foreign Trade Balances, 1925, de la Société des Nations*).

De même, certaines statistiques ne tiennent compte que de la fonte employée à d'autres usages que la fabrication de l'acier.

Pour nous, nous envisageons toujours toutes les quantités de la fonte, même celles employées comme matières premières pour l'acier.

(4) Ce tableau est composé d'après les données du rapport sur les matières premières de la Société des Nations, sauf pour la France.

grand déficit allemand en minerai qui, en 1908, était encore de 4 millions et demi de tonnes et qui a plus que triplé en 1913 ; 2° l'excédent français non moins grand, qui, en 1909, n'était encore que de 2 millions et demi de tonnes environ, c'est-à-dire un quart de l'excédent de 1913.

La plupart des réserves ferrifères françaises et allemandes appartiennent à l'énorme gisement connu sous le nom de « gisement lorrain », qui se trouvait, avant la guerre, divisé en deux parties à peu près égales par la frontière politique du Traité de Francfort.

La production en minerai de fer du département de Meurthe-et-Moselle était de 19,9 millions sur 21,9 millions de tonnes de la production nationale, c'est-à-dire 92 %. D'autre part, la production de la Lorraine à elle seule représentait pour l'Allemagne d'avant-guerre presque les trois quarts de la totalité de sa production.

Mais la situation était toute autre en 1870, à la veille de la guerre. Le bassin de Longwy-Briey n'avait point été exploré et les experts, français et allemands (par exemple Hauchkorn, géologue militaire allemand), étaient d'avis qu'il n'y avait pas d'espoir de trouver des gisements nouveaux en Lorraine. La métallurgie française fut sauvée ainsi d'un irréparable désastre après la guerre de 1870-71. Des 27 concessions du bassin de Longwy-Briey, 13 seulement devenaient allemandes après le Traité de Francfort, avec 38 hauts-fourneaux, ainsi que 16 concessions de combustible et 14 concessions de mines diverses. Les concessions de mines de fer passées aux Allemands étaient les suivantes : Hayange, Moyeuvre, Ottange, Rosselange, les Varraines, La Charbonnière, Mance, Vaux, Novéant, Arry, Marrange, Neufchef, Les Tillets. En 1875 encore, le bassin lorrain français ne produisait que 976.000 tonnes (bassin de Longwy).

Les Allemands dédaignèrent ce qui resta du bassin

français (1). Ils lui reprochaient notamment d'être phosphoreux et de ne fournir pour ce motif que des fontes de moulage absolument impropres à la fabrication de l'acier. Mais l'emploi, en 1898, des convertisseurs Bessemer, avec garnissage basique (invention des Anglais Thomas et Gilchrist, connue sous le nom de « procédé Thomas ») changea brusquement la situation de fond en comble. Le procédé Thomas permit à la France de déphosphorer lesdites fontes et de les transformer rapidement et directement en acier de meilleure qualité. Grâce à des sondages nouveaux entrepris dans la région de Briey, en 1883-1886 et en 1893-1898, on découvrit en profondeur une réserve nouvelle de minerai que l'on évalue actuellement à 3 milliards de tonnes. En 1914, 63 concessions (pour la plupart très grandes) avaient été ajoutées aux 14 petites concessions laissées à la France en 1871. Dès la fin du dix-neuvième siècle, donc, la situation du bassin lorrain différait donc radicalement de ce qu'elle était en 1871. Si cette richesse avait été soupçonnée par les Allemands en 1871, il est certain que la France aurait été dépouillée totalement de son bassin lorrain.

Ainsi que nous l'avons dit, le groupe lorrain français n'est qu'une fraction du gisement colossal de mi-

(1) Il est intéressant de voir que Thiers partagea, avec Bismarck et Moltke, cette opinion erronée. Malgré l'avis défavorable d'une commission technique, il déclara, le 18 mai 1871, à l'Assemblée Nationale approuvant la ratification du Traité de Francfort, le suivant :

« Du fer, il y en a partout en France, et d'ailleurs en Suède, et la prospérité métallurgique dans l'Est est une pure illusion. »

nerai (1) qui s'allonge sur la rive gauche de la Moselle, entre Metz au Sud et Luxembourg au Nord, sur une longueur d'environ 70 kilomètres et une largeur maxima de 30 kilomètres. Il pénètre sur une quinzaine de kilomètres environ dans la partie Sud du Luxembourg et touche quelque peu la Belgique.

Sa répartition était en 1914 la suivante : France, 61.000 hectares (dont le bassin de Nancy, 18.000 hectares) ; Lorraine allemande, 43.000 hectares ; Luxembourg, 3.600 hectares ; Belgique, 300 hectares. On évalue la richesse de ce groupe à 3 milliards de tonnes pour le domaine français, 2.370 millions pour la Lorraine allemande et 270 millions pour le Luxembourg. Quant au domaine français du gisement lorrain, ses réserves sont évaluées ainsi qu'il suit : Longwy, 300 millions de tonnes ; Briey, 2 milliards de tonnes ; Crusnes (nouveau bassin couvrant 12.000 hectares, mais qui n'était pas encore concédé avant la guerre), 500 millions de tonnes, et Nancy, 200 millions de tonnes.

Sur 19.925.000 tonnes représentant la production des différents bassins lorrains, 1.961.921 tonnes provenaient du bassin de Nancy, 2.904.684 tonnes de Longwy et 15.103.849 tonnes de Briey. Le seul bassin de Briey, découvert en 1895 et dont la production a monté de 6.000 tonnes en 1895 à 15.103.849 tonnes en 1913, représentait 76 % de la production totale du gisement lorrain français. Les bassins de Nancy et de Longwy avaient plutôt tendance l'un à diminuer et l'autre à stationner. Grâce à ce bassin de Briey, la production du département de Meurthe-et-Moselle représentait en 1913 92 % de la production totale française.

(1) Le gisement de Lorraine était exploité dès le douzième siècle ; les forges existaient déjà au treizième siècle, et les premiers hauts-fourneaux (en réalité des bas-foyers) datent du seizième siècle.

*Production du minerai de fer des différents bassins
lorrains (1) :*

	Nancy	Longwy	Briey	Total
1875....		976.000		976.000
1885....	600.000	1.012.000		1.612.000
1895....	1.330.000	1.748.000	6.000	3.084.000
1905....	1.713.000	2.333.000	2.353.000	6.399.000
1910....	2.091.000	2.607.000	8.505.000	13.203.000
1911....	2.051.000	2.350.000	10.427.000	14.808.000
1912....	1.968.000	2.516.000	12.676.000	17.160.000
1913....	1.961.921	2.904.684	15.103.849	19.925.000

La teneur moyenne en fer des mines lorraines est de 33 à 40 % suivant les bassins. L'élément caractéristique en est le phosphore à la teneur de 0,7 à 2 % qui le rend cassant et inutilisable. Les minerais des bassins de Longwy, de Nancy et de la Crusnes, à gangue siliceuse (le minerai a l'aspect de petits œufs noyés dans une gangue tantôt siliceuse, tantôt calcaire), sont friables et se prêtent mal aux transbordements en cours de transports. Quant à leur teneur en fer, elle descend souvent à 33 % dans le bassin de Nancy, même au-dessous. L'exploitation est facile, puisque les couches d'affleurement sont aisées à atteindre. Au contraire, le minerai du bassin de Briey, où se trouvent les plus puissantes installations de France, est à gangue calcaire, plus compact et plus résistant que le minerai siliceux, et se prête plus facilement aux transports. Sa teneur en fer est plus élevée et atteint 36 à 40 %. L'exploitation n'est pas aussi facile que dans les autres bassins, puisque le terrain est aquifère et les couches sont profondes.

La métallurgie française d'avant guerre était répartie en trois groupes principaux : Est, Nord et Centre. Ces trois régions produisaient à elles seules 91 % de

(1) Grillet : *La Métallurgie du Fer*.

la production totale de fonte et 89 % de la production totale d'acier. L'Est était de beaucoup le plus gros producteur, représentant respectivement 69 et 54 % de la production totale en fonte et en acier. Après l'Est, venait le Nord avec respectivement 19 % et 24 % de la production totale en fonte et en acier. En troisième ligne venait le Centre avec respectivement 3 % et 11 % de la production totale. L'Est fabriquait les produits commerciaux courants ; le Centre, les produits fins et chers. Le Nord tenait le milieu entre les deux, ayant une production mixte.

Nous avons déjà dit que la France manquant de charbon avait été obligée d'exporter, en 1913, presque la moitié de sa production de minerai.

Exportation française du minerai de fer en 1913 (1)

	Tonnes
Belgique	5.035.939
Allemagne	4.065.454
Pays-Bas	529.225
Royaume-Uni	423.592
Suisse	7.499
Autres pays étrangers	4.829
Colonies et Protectorats	66
Total	10.066.627

dont la part du gisement de Briey représentait 7.161.055 tonnes, soit $\frac{7}{10}$.

En face de cette pléthore de fer, se trouvait avant la guerre l'Allemagne avec ses notables besoins en fer que commandait une industrie métallurgique toujours

(1) Grillet : *La Métallurgie du Fer*.

plus importante. L'Allemagne était tributaire de l'étranger pour le tiers de sa consommation, c'est-à-dire 14 millions de tonnes. Et ce chiffre correspondait presque exactement à l'extraction annuelle du bassin français de Briey.

Les minerais allemands sont généralement très pauvres, et d'une teneur moyenne de 31 %. Ils étaient inférieurs aux minerais étrangers, suédois ou russes (contenant 60 % de fer), et aux espagnols, grecs ou algériens (ayant une teneur de 50 %).

Sur environ 14 millions de tonnes que l'Allemagne a importés en 1913, 4.065.454 tonnes venaient de la France, dont 2.608.914 tonnes provenaient du bassin de Briey.

Mais l'Allemagne a commencé à se constituer propriétaire elle-même de notables parties du gisement lorrain français. Cette pénétration économique allemande inquiétait gravement, non sans raison, les milieux officiels français. Et c'est ainsi qu'à la veille de la guerre, la métallurgie allemande possédait des participations de nature et d'étendue variables dans 7 concessions de mines de fer : Villercy, Jarny, Saney, Murville, Montiers, Conflans, Serrouville. Le grand métallurgiste allemand Thyssen était propriétaire de trois concessions de Batilly, Bobligny et Jouaville avec une superficie de 2.155 hectares. La firme Röchling avait acquis la mine de Pulventeux. La Société Genselkirchen détenait 2.000 hectares avec les concessions de Saint-Pierremont, Crusnes et Villerupt. Au total, l'Allemagne détenait, en 1913, 13 concessions couvrant une superficie de 10.000 hectares, c'est-à-dire le septième du bassin entier. En Normandie, cette pénétration économique allemande prenait des proportions encore plus inquiétantes. L'Allemagne y exploitait plus ou moins directement environ 7.300 hectares, soit la moitié de la superficie concédée dans cette région.

En outre, l'Allemagne avait mis la haute main sur le Luxembourg. Sur 44 hauts-fourneaux en activité en 1913 dans le Luxembourg, 27 étaient entre les mains allemandes, représentant une production de fonte journalière de 5.000 tonnes. Englobé dans l'union douanière allemande, dans les syndicats allemands sidérurgiques, le Luxembourg est devenu une dépendance économique de l'Allemagne.

D'après les publications du Verein deutscher Eisenhüttenleute, l'Allemagne possédait, en 1913, 329 hauts-fourneaux, 142 convertisseurs et 539 fours Martin. Les hauts-fourneaux étaient répartis ainsi qu'il suit :

				cap. de
		à feu	hors feu	en const. prod. en 24 h.
Rhin-Westphalie	104	20	3	26.125 tonnes
Pays de Siegen	25	6	1	2.336 »
Allemagne du Sud.....	9	2	1	750 »
Hesse et Hesse-Nassau ..	8	»	2	745 »
Allemagne du Nord et du Centre	26	7	»	4.161 »
Haute-Silésie	29	7	3	2.978 »
Sarre	28	»	2	4.320 »
Lorraine	56	8	3	10.530 »
Luxembourg	44	1	2	7.740 »
	329	51	17	59.685 »

Il ressort de ce tableau que la plupart des installations sidérurgiques allemandes étaient concentrées dans la région de Westphalie et dans les contrées voisines. Nous pourrions observer ceci encore mieux dans le tableau qui suit et qui représente la production sidérurgique allemande en 1913 par régions :

	Fonte	Acier
Westphalie	8.209.000	10.112.000
Lorraine	3.870.000	2.286.000
Sarre	1.374.000	2.080.000
Autres régions.....	3.308.000	3.136.000
Totaux.....	16.761.000	17.614.000
Luxembourg	2.548.000	1.336.000
	19.309.000	18.950.000

D'après le Congrès International des Géologues tenu à Stockholm en 1910, les réserves ferrifères étaient les suivantes :

	Rés. connues	Equiv. mét. en fer
	(en millions de tonnes)	
Allemagne	3.600	1.270
France	3.300	1.140
Angleterre	1.300	455
Suède	1.158	740
Espagne	711	349
Luxembourg	270	90
Europe	12.032	4.735
Etats-Unis	4.000	

Après 1910, des gisements nouveaux, d'une importance considérable, ont été découverts en France et en Allemagne. Aux réserves françaises, il faut ajouter, en outre, 150 millions de tonnes de minerai se trouvant en Algérie et Tunisie.

Pour subvenir aux besoins de la colossale sidérurgie allemande, il fallait avoir du fer. Et l'Allemagne, à l'op-

posé de la France, n'en avait pas suffisamment. Nous verrons dans le chapitre suivant que la disette de fer était l'objet de graves soucis pour les milieux compétents allemands, pendant la guerre surtout. Et cela d'autant plus que les experts avaient déclaré que les gisements dont disposait l'Allemagne (Luxembourg compris) allaient être bientôt épuisés et qu'aux environs de 1970, la prospérité économique allemande sera à la merci de l'étranger.

§ 4. — LE PROBLÈME MÉTALLURGIQUE

FRANCO-ALLEMAND

Ainsi que nous l'avons montré, l'Allemagne avait du charbon en abondance, mais elle n'avait pas de fer. Tout au contraire, c'est le charbon qui faisait défaut à la France (elle importait plus de la moitié de sa production). A côté de ses gisements énormes de fer, la France était obligée, à cause de cette pénurie en charbon, d'exploiter presque la moitié de son minerai de fer à l'état crû. De l'autre côté, l'Allemagne importait en 1913 un tiers environ de sa consommation en fer.

Les gisements de fer et de houille se trouvaient le long de la frontière franco-allemande de 1871. Il est évident qu'au point de vue économique cette frontière était artificielle et causait de grands embarras économiques aux deux puissances voisines.

Les usines sidérurgiques françaises ont consommé, en 1913, 5.974.000 tonnes de coke (coke décompté en houille) et 4.700.000 tonnes de houille, soit un total de 10.674.000 tonnes (les chemins de fer ont consommé à la même époque 8.950.000). La consommation totale de coke en France était, en 1913, de 6.080.000 tonnes. Elle n'était même pas couverte pour la moitié par la production française qui était de 3.010.000 tonnes. Il fallait

importer 3.070.000 tonnes de coke, dont 2.393.000 provenaient de l'Allemagne, 547.000 tonnes de la Belgique et 130.000 tonnes d'autres pays.

D'autre part, la Lorraine était également déficitaire en coke. Elle en consommait 4.550.000 tonnes et n'en produisait pas plus de 91.000 tonnes. C'est de la Westphalie que la Lorraine importait en 1913 environ 3.800.000 tonnes de coke. Car la houille de la Sarre était peu propre à la fabrication du bon coke métallurgique. Son rendement n'est que de 50 à 70 % au lieu de 65 à 77 % pour les fines à coke (1). Il est nécessaire de mélanger le charbon de Westphalie et le charbon de la Sarre pour obtenir un bon coke de hauts-fournaux. Les métallurgistes lorrains avaient pris tellement l'habitude de considérer le bassin de la Westphalie comme le complément naturel du bassin ferrifère lorrain, qu'ils ne prenaient guère la peine de s'intéresser aux essais de cokéfaction de la houille de la Sarre.

En outre, la Lorraine ne produisait, en général, que des produits métallurgiques demi finis. C'est dans la Ruhr qu'on confectionnait les produits métallurgiques finis.

La métallurgie allemande de l'Ouest était donc tributaire de la France et de la Westphalie, à la fois. C'est de la France qu'elle obtenait avant la guerre la « mi-

(1) Pour être utilisable en métallurgie, le coke doit avoir deux qualités. Il doit être riche en carbone et pauvre en cendres, pour pouvoir remplir la fonction de réducteur du minerai de fer et celle d'agent de chauffage. D'autre part, le coke doit avoir une certaine dureté, pour pouvoir supporter la charge du minerai qui pèse sur lui dans le haut-fourneau.

Le coke de la Sarre est inférieur à celui de la Ruhr, qualitativement et quantitativement. Pour obtenir une même quantité de fonte, il faut enfourner dans le même haut-fourneau beaucoup plus de coke sarrois (environ 1.600 kilos) que de coke westphalien (de 1.200 à 1.300 kilos).

nette », mais elle recevait le coke nécessaire de la Westphalie où elle renvoyait d'ailleurs ses produits métallurgiques demi finis pour les finir.

La moyenne mensuelle de coke fournie par l'Allemagne à la Lorraine et à la France en 1913 dépassait 500.000 tonnes.

D'autre part, l'Allemagne refusait avant la guerre systématiquement aux métallurgistes français de leur livrer de la houille à coke. Elle ne consentait à leur vendre que le coke lui-même. L'Allemagne voulait ainsi retenir chez elle tous les sous-produits de la cokéfaction pour ses industries chimiques.

La France payait très cher le charbon qui lui venait de l'étranger.

En 1913, la dépense nette correspondant au charbon importé (houille et coke) représentait 531 millions de francs (100 millions pour le coke, dont 80 millions allaient à l'Allemagne).

D'après le calcul de M. de Nanteuil, ingénieur au corps des mines, le prix de revient de la tonne de fonte était majoré par la suite de 7 francs par rapport à la Belgique, de 14 francs par rapport à l'Allemagne, de 21 francs par rapport à l'Angleterre, et de 25 francs par rapport aux Etas-Unis.

La France était donc frappée directement par la disette de charbon dans son industrie métallurgique, et il lui était absolument impossible de mettre en valeur, dans la pleine mesure, ses abondantes richesses en minerai de fer. L'Allemagne, d'où elle tirait avant la guerre plus du tiers du charbon importé, la tenait dans une véritable tutelle. La presque totalité des producteurs allemands de charbon était groupée en une puissante organisation : « Kohlensyndikat ». Comme la majorité de ce syndicat appartenait aux maîtres de Forges, on peut conclure qu'avant la guerre, l'une des matières premières

de la sidérurgie française était entre les mains de la sidérurgie allemande.

La frontière politique de 1871 coupait donc en deux le bassin minier lorrain dont l'unité est certaine. Mais ce bassin ne pouvait se suffire à lui-même. Il lui manquait du charbon en quantité suffisante pour traiter le fer. Pour que le tracé de la nouvelle frontière politique puisse assurer une solution économique réelle, il faudrait, soit rapprocher la houille des mines ferrifères, soit amener le fer aux bassins houillers.

Voilà le problème !

CHAPITRE II

Les différentes solutions proposées avant le Traité

§ 1. — AVANT LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

a) *Le point de vue allemand*

Le fer et le charbon situés à la frontière allemande de 1913 étaient l'objet d'intérêt particulier de la part de deux puissances voisines, avant la guerre.

L'Allemagne visait ouvertement le fer lorrain, tandis que la France, ayant été obligée de supporter une guerre brusque et imposée, ne pouvait se désintéresser du charbon allemand, une fois la guerre terminée.

Sans vouloir traiter ici la question des buts de guerre, il est de notre devoir d'exposer ici, à l'appui de notre thèse, les deux solutions contraires proposées dans les milieux compétents français et allemands, et qui définissent clairement leurs points de vue respectifs à l'égard de la question du fer et du charbon.

Parmi les nombreuses sources à ce sujet, il y a plusieurs documents de premier ordre. Ils émanent de milieux industriels dûment qualifiés de part et d'autre, et toute la littérature de guerre, française et allemande, trai-

tant la question de buts de guerre, n'est que l'écho des vœux et propositions exprimées dans les documents mentionnés.

Déjà, en 1911, la *Gazette du Rhin et de Westphalie*, un des journaux les plus lus en Westphalie, déclarait ouvertement que les gisements de la Lorraine et du Luxembourg devaient être soumis à la même domination que ceux de la Westphalie et de la Sarre. Elle concluait en demandant non seulement l'annexion des bassins de Briey et de Longwy, mais aussi celle des gisements russes de la Pologne et de Krivoi-Rog.

Le livre du général allemand Bernhardt, paru à la veille de la guerre, suscita de vifs commentaires dans l'opinion publique mondiale. Il y parle de la « guerre indispensable » que l'Allemagne sera obligée de faire en raison de sa situation économique défavorable, et cette guerre sera pour l'Allemagne une « nécessité vitale ».

Le fameux manifeste des intellectuels allemands (1), paru en Allemagne pendant la guerre, demande une « correction sérieuse de tout le front occidental, y compris une partie de la côte française du Nord au Pas-de-Calais ». Les propriétés et entreprises françaises devaient, d'après ce manifeste, être enlevées pour passer aux Allemands après l'indemnisation des anciens propriétaires par la France. La Belgique « ayant été conquise » devrait passer sous la domination politique, militaire et économique de l'Allemagne ; y figuraient aussi les annexions du territoire russe, indemnités à exiger de la France, colonies, etc... Mêmes étaient les vœux émis

(1) Ce manifeste était signé par 352 professeurs d'universités et d'autres écoles supérieures, 145 fonctionnaires supérieurs dans l'administration, maires et conseillers municipaux, 148 juges et avocats, 40 députés au Reichstag et au Landtag, 18 amiraux et généraux, 182 représentants de l'industrie, du commerce et de la banque, 52 agriculteurs, 252 artistes, écrivains, éditeurs, etc.

par la Ligue des Industriels allemands de fer et d'acier en 1915 et 1916. M. J. Reichert, secrétaire de ladite Ligue, dit, dans un de ses livres (1) parus pendant la guerre, que « la possession de Briey et de Longwy signifie pour l'Allemagne le salut de la Patrie ». Dans une autre publication (2) du même auteur, nous trouvons une demande ouverte d'annexion d'une bande de territoire russe entre Sosnovice et Czenstochowa, où se trouvent les gisements de houille.

Le 20 mai 1915, les représentants de six grandes associations industrielles et agricoles d'Allemagne (3), dans un mémoire confidentiel remis au Chancelier de l'Empire, M. Bethmann-Hollweg, exposaient leurs vues sur la question des buts à atteindre, lui signalant en même temps l'importance du fer lorrain pour la conduite de la guerre et pour la prospérité de l'Empire allemand en général.

« La fabrication des obus », dit ce mémoire, « nécessite des quantités de fer et d'acier dont on ne pouvait se faire une idée autrefois... Il est dès à présent certain que, si la production du fer brut et de l'acier n'avait pas été doublée depuis le mois d'août, la continuation de la guerre eût été impossible... Si la production de minette était troublée, la guerre serait quasiment perdue. » (4)

(1) Reichert J. : *Was Sind uns die Erzbecken von Briey und Longwy.*

(2) *Erz u. Eisen in Deutschlands Zukunft.*

(3) Ce mémoire est daté de Berlin, le 20 mai 1915. Les six associations industrielles et agricoles et les signataires respectifs sont : Ligue des Agriculteurs, Dr. Roesicke ; Ligue des Paysans allemands, Wachhorst de Wenté ; Groupe directeur des associations chrétiennes des paysans allemands (actuellement Groupe westphalien), le comte de Twickel ; Union Centrale d'Industriels allemands, Roetger ; Ligue des Industriels, Friedrichs ; Union des classes moyennes de l'Empire, Eberlé.

(4) Quant à l'importance du charbon dans la guerre, nous y trouvons aussi le passage suivant :

« Le charbon est un des moyens d'influence politique des

« La Belgique doit être, au point de vue monétaire, financier et postal, soumise à la législation de l'Empire. »

« Il est pour nous d'un intérêt vital, en vue de notre avenir sur mer, que nous possédions la région côtière voisine de la Belgique à peu près jusqu'à la Somme », et le mémoire y comprend l'hinterland aussi avec « annexion nécessaire des bassins miniers de Briey, Verdun, Belfort, les territoires charbonniers du département du Nord et du Pas-de-Calais ». (1)

plus décisifs. Les États neutres sont d'obligés d'obéir à celui des belligérants qui peut leur assurer leur provision de charbon. » D'autre part, le général von Falkenheyn, ministre de la guerre, chef d'état-major des armées allemandes après la bataille de la Marne, en discutant de la situation de septembre 1914 dans son ouvrage *Die oberste Heeresleitung*, 1920, dit :

« Une invasion, si passagère fût-elle, de la Haute-Silésie par l'adversaire est, en toute hypothèse, inadmissible. La privation de pareilles ressources entraînerait *ipso facto*, dans un délai très bref, l'impossibilité absolue pour l'Allemagne de poursuivre l'aguerre. »

Les mémoires confidentiels de la Chambre de Commerce d'Oppeln et de l'Association des Mines et Hauts-Fourneaux silésiens, adressés au Chancelier de l'Empire au cours de la guerre, émettent la même opinion.

(1) Il est intéressant de noter qu'un mémoire d'Erzberger, le signataire allemand de l'Armistice, qui fut même assassiné pour ses idées pacifistes après la guerre, réclame presque les mêmes territoires cités ci-dessus. Il demande l'annexion de Belfort et de Cherbourg, toute la ceinture côtière française qui s'étend au-delà de Dunkerque jusqu'à Boulogne. En particulier, pour ce qui est de la France : « Elle doit céder, et cela est indispensable, les régions limitrophes de la Belgique. L'une des revendications bien fondées de l'industrie allemande réclame l'annexion à l'Allemagne de toute la région minière de la Lorraine française. »

Ce mémoire a été publié dans le second volume des mémoires, de l'Amiral Tirpitz (*Souvenirs*). Voir *Le Temps* du 20 novembre 1926.

En ce qui concerne les conditions économiques de la paix allemande, la brochure éditée sous le même titre en 1918 par le Ministre français du Commerce et de l'Industrie est très instructive à ce sujet.

« Tous les moyens des puissances économiques existant sur ces territoires, y compris la propriété moyenne et la grande propriété, passeront en des mains allemandes. La France indemniserà les propriétaires et les recueillera. »

Les annexions du territoire sont franchement envisagées, ainsi que l'indemnité de guerre à exiger. « L'indemnité de guerre à exiger de la Russie devra, dans une large mesure, consister en cessions territoriales. »

Un autre document allemand se livre, avec autant de franchise que le premier, à toute une étude scientifique sur les rapports de l'industrie et de la guerre.

C'est un mémoire « strictement confidentiel » datant de décembre 1917, remis également au gouvernement impérial, et qui émane de l'Association des Industriels allemands du fer et de l'acier et de l'Association des Maîtres de forges allemands.

Nous trouvons dans ce mémoire qu'« une politique d'accumulation de stocks de fer n'est pas suffisante pour un cas de guerre future... Car plus tard ce ne sont pas des masses humaines agglomérées en armées gigantesques qui décideront vraiment de la guerre, mais ce seront surtout les moyens d'attaque et de défense d'une préparation technique parfaite mise à leur service, existant en nombre suffisant et à créer continuellement.

« C'est ainsi que le pays sidérurgique de la Lorraine, qui nous a sauvé, au cours de la guerre actuelle, de la destruction par nos ennemis, nous protégera également au cours d'une guerre future. »

« Sans le pays sidérurgique de Lorraine, nous n'aurions jamais, au grand jamais, pu conduire victorieusement cette guerre dévorant les plus grandes quantités de fer et d'acier. » (1)

(1) Il n'est pas sans intérêt de relever de ce mémoire confidentiel le passage suivant aussi : « Si les Français avaient pu, immédiatement après la déclaration de guerre, détruire à coups

Et, pour une meilleure caractéristique de la mentalité de « chiffon de papier », la raison qui contraint l'Allemagne à réclamer l'annexion du bassin lorrain français, c'est que « les traités n'offrent aucune sécurité. »

b) *Le point de vue français*

Il nous reste à présenter ici l'autre point de vue, le point de vue opposé, celui des milieux industriels français.

de canon de leurs forteresses de Longwy situées tout près de la frontière, et, à l'aide de pièces à longue portée, les installations de puits et les hauts-fourneaux des districts sidérurgiques luxembourgeois et lorrains, installations constituant de bonnes cibles, très élevées... Si les Français avaient pu également faire sauter immédiatement leurs propres installations de mines et leurs usines tout près de la frontière... la guerre eût été décidée en peu de mois, à notre désavantage... et... Une pareille issue de la guerre fut épargnée au peuple allemand grâce à ses rapides opérations militaires. »

Cette affaire émut l'opinion publique française, et l'affaire fut débattue au Parlement. La « question de Briey » fut traitée pendant la guerre, dans la presse française, par MM. Barrès et Engerand, dans *l'Echo de Paris*, par le général Perraux et M. Téry dans *l'Œuvre*, par le Général Malletterre dans le *Temps*, et par M. H. Béranger dans *Paris-Midi*. — Le 29 mai 1916, la Commission de l'Armée du Sénat émit l'ordre du jour suivant : « La Commission... constatant qu'il résulte d'une déclaration officielle du Ministère des Travaux publics, en date du 26 mai 1916, que si l'Allemagne était privée des 30 millions de tonnes de fer de la Lorraine et du Luxembourg, l'Empire allemand serait dans l'impuissance de continuer la guerre actuelle... appelle de la manière la plus pressante l'attention du Gouvernement sur cette question vitale... »

Notons que M. Messimy, Ministre de la Guerre en juillet et août 1914, a fait, à la « Commission d'enquête sur le rôle et la situation de la métallurgie en France », la déclaration suivante :

« Mon sentiment personnel très net est que cette question n'a jamais été examinée au Ministère de la Guerre. »

En février 1917, le Comité des Forges remit au gouvernement français un mémoire contenant l'opinion et les vœux des industriels français les plus autorisés à l'égard du Traité de paix futur. Après avoir attiré l'attention sur l'aveu des industriels allemands en ce qui concerne l'importance du fer lorrain pour la conduite de la guerre, le mémoire du Comité des Forges note que : « L'expérience actuelle a démontré que la guerre moderne est avant tout une guerre métallurgique... et... si la France, malgré l'invasion qui la privait de la plupart de ses mines, a pu tenir en échec les armées allemandes, c'est que... grâce à la liberté des mers, elle a pu trouver un sérieux appoint de métal en Angleterre et en Amérique. »

Au sujet de la restitution de l'Alsace-Lorraine, le mémoire dit que : « Cet acte de justice à l'égard de notre pays constituera une sauvegarde pour l'ensemble des Alliés, en enlevant à l'Allemagne la totalité du gisement minier lorrain et en affaiblissant la métallurgie allemande et en occasionnant une perturbation profonde dans son organisation. »

Le mémoire demande la reprise du territoire de la Sarre.

« La reprise de ce bassin contigu à notre ancienne frontière s'impose comme corollaire nécessaire du retour de l'Alsace-Lorraine à la France... Cette reprise donnerait à la France des houillères appartenant, pour la presque totalité, non à des particuliers, mais à l'Etat prussien, dont la dépossession serait une juste conséquence de l'issue de la guerre.

« De plus, il nous semble indispensable de faire remarquer ici que l'ensemble des bassins de la Lorraine et de la Sarre, qui constituera un centre de richesses exceptionnellement puissant, et sera dans l'avenir l'une des bases métallurgiques de la défense nationale, ne manquera pas d'attirer les convoitises de l'ennemi. Il

importerait donc au plus haut point de ne pas le laisser au voisinage immédiat de la frontière, et de l'abriter derrière un glacis dont la limite pourrait être le Rhin lui-même... Elle contribuerait à réduire le déficit français de combustible, en englobant les gisements de charbon importants que contient la région de Crefeld et le gisement de lignite de Cologne... La réunion de la Lorraine et la reprise de la Sarre auront pour effet de doubler la production française en minéral, fonte et acier, et, de ce fait, notre pays passera au rang des plus grands pays producteurs, mais en même temps la rupture d'équilibre entre la production et la consommation française exposera l'industrie métallurgique à une crise de surproduction redoutable. »

Et le mémoire devient plus concret dans ses conclusions en ce qui concerne les relations commerciales futures entre les deux pays, émettant l'avis qu' « il y a lieu de demander que le Traité de Paix impose à l'Allemagne, pour une période aussi longue que possible, la fourniture des tonnages de coke ou même de charbon à coke qui font défaut à la France, et que des mesures soient prises pour assurer aux usines françaises des conditions de prix et de transport telles qu'elles ne puissent en aucun cas être mises en état d'infériorité vis-à-vis de leur concurrentes allemandes... et... que, pendant une période de transition largement mesurée, le Traité de paix impose à l'Allemagne la suppression des droits d'entrée pour les produits métallurgiques français. »

Le 16 novembre 1918, une communication a été adressée au gouvernement français sur les clauses à insérer dans le Préliminaire de Paix. Cette communication émanait du « Comité d'Etudes économiques et administratives à l'Alsace-Lorraine » (dont le Président était M. J. Siegfried), groupant les représentants les plus qualifiés des deux provinces. Les décisions ont été adoptées à la suite des trois rapports détaillés dont les auteurs

étaient M. Pinot (secrétaire du Comité des Forges), pour les mines et la métallurgie d'Alsace-Lorraine, et M. Binder pour la potasse. Ce dernier rapport, avant d'être soumis au Comité, avait été préalablement présenté confidentiellement au Ministre de la Guerre. La communication revient presque au même que le mémoire cité du Comité des Forges. Elle demande la frontière de 1814 et l'annexion du bassin de la Sarre. La propriété allemande en Alsace-Lorraine, qu'il s'agisse des mines, des établissements industriels ou commerciaux, ou de la propriété foncière, devrait passer aux Français. L'Allemagne devrait fournir gratuitement, jusqu'à la complète remise en état de production normale des houillères de France, un tonnage maximum de 20 millions de tonnes. Ensuite, l'Allemagne devrait également fournir pendant vingt-neuf ans, à un prix de revient fixé sur les bases d'avant guerre, 15 millions de tonnes de houille nécessaires pour compenser chaque année l'insuffisance de la production de la France par rapport à ses besoins (une partie de cette fourniture pouvant être faite en coke à la demande du gouvernement français). En outre, l'Allemagne serait obligée de livrer à la France, par puits dont l'extraction sera rendue impossible, une production de sel de potasse de 1.500 tonnes par puits et par jour, à teneur de 20 % de kali, ou tonnage équivalent. La communication termine par la demande d'entrée en franchise sur le marché allemand des produits d'Alsace-Lorraine en général, et de ceux de la métallurgie en particulier, pendant une période de 25 ans, sans limitation du tonnage.

D'autre part, les « Comités d'Etudes pour la Conférence de la Paix », que le gouvernement français a créés au cours de la guerre en vue de constituer une série d'études utiles aux futurs représentants de la France au Congrès de la Paix, ont formulé, eux aussi, les mêmes vœux. « Jamais », dit M. Charles Benoist dans son rapport parlementaire sur le Traité de Versailles, « depuis

la paix de Westphalie, négociation n'avait été mieux préparée. » La préparation technique de la Paix avait été commencée, en France, d'abord par les différents départements ministériels pour les clauses qui les intéressaient. Trois organes généraux de coordination avaient ensuite été créés. Le premier, présidé par Ernest Lavisse, sous le nom de « Comité d'Etudes », avait présenté des mémoires, appuyés de cartes et de statistiques sur les questions concernant le statut territorial de l'Europe et du Proche-Orient. Nous citons ici, en particulier, les études remarquables composées par M. E. Gallois, sur le bassin de la Sarre, et par M. Alfassa, expert du Comité, sur la houille et le fer lorrains (1).

Un autre Comité, présidé par M. J. Morel, sénateur, avait rédigé des notes substantielles sur les principaux problèmes économiques qui devraient être résolus par la Conférence de la Paix.

De tous ces travaux se dégageait toujours la même conclusion. C'est que la reprise du bassin houiller de la Sarre est le corollaire indispensable de la réintégration de la métallurgie lorraine à la France.

Le bassin houiller de la Sarre, que représentait-il avant la guerre ?

En 1814, bien que les Alliés eussent décidé de ramener la France à ses limites d'avant la Révolution, on lui avait laissé Sarrebruck et ses bassins houillers dans les limites où ils étaient alors connus. On considérait le charbon de la Sarre comme nécessaire aux industries lor-

(1) Le Royaume-Uni a confié des études analogues à son Etat-Major, à l'Amirauté et au War Trade Intelligence. En ce qui concerne les Etats-Unis, des études semblables furent poursuivies par les services de l'Inquiry, sous la direction de M. House. Peu de temps avant l'armistice, M. de Martonne, secrétaire du Comité d'études, fut chargé de confronter les documents français avec ceux de l'Inquiry, afin d'assurer une certaine unité entre les thèses françaises et américaines.

raines. Mais, en 1815, malgré les avertissements d'ingénieurs tels que Bonnard, le gouvernement de Louis XVIII ne put s'opposer à la mainmise de l'Etat prussien sur les mines de la Sarre.

La partie principale du gisement se trouve dans un triangle, à 30 kilomètres environ à l'Est de Metz, de 70 kilomètres de longueur et 36 kilomètres de largeur moyenne, ayant pour sommets Neunkirchen à l'Est, Forbach au Sud et Sarrelouis à l'Ouest.

Sa superficie est de 155.000 hectares, c'est-à-dire un peu supérieure à celle du bassin du Nord et du Pas-de-Calais. La surface du gisement se divisait en trois parties:

1° Partie rhénane, contenant environ..	100.000 hect.
2° Partie lorraine (annexée en 1871) ..	50.000 —
3° Partie palatine, contenant	5.000 —

Total	155.000 hect.
-------------	---------------

Production en 1913 :

Partie rhénane	12.406.536 tonnes
Partie lorraine	3.795.932 —
Partie palatine	810.546 —

Total	17.013.014 tonnes
-------------	-------------------

soit 9 % de la production totale de l'Empire (1).

Le bassin de la Sarre est très riche. On y a trouvé près de cent filons superposés. La quantité de charbon

(1) L'Etat prussien possédait dans la Sarre 98,7 % du total. Les mines sont, en presque totalité, exploitées par l'Etat prussien. Les mines fiscales prussiennes ont été réparties entre douze Inspections et couvrent 110.000 hectares. Il y avait en outre quatre concessions privées, dont une seule était exploitée, celle d'Hostenbach (environ 1.000 hectares). Dans le Palatinat bavarois, il y avait deux mines fiscales, celles de Mittelbexbach et de Saint-Ingbert, et une seule concession privée exploitée, celle de Frankenholz (5.000 h.).

qu'il contient a été évaluée au dernier congrès géologique international de Toronto, en 1913, à 12 milliards et demi de tonnes jusqu'à une profondeur de 1.500 mètres. C'est une réserve supérieure d'un tiers à celle des bassins français du Nord et du Pas-de-Calais, qui est évaluée à 8 milliards de tonnes.

On distingue dans le bassin quatre couches principales qui sont, en partant de la surface : 1° le groupe des houilles maigres (elles ressemblent aux houilles à gaz de Westphalie et sont impropres à la fabrication du coke ; 2° et 3° deux groupes de houilles flambantes, séparés par une zone stérile ; 4° le groupe des houilles grasses. Les réserves totales du bassin de la Sarre seraient, par groupes de houilles :

Houille maigre	953 millions de tonnes
Houille flambante	7.296 — — —
Houille grasse	8.299 — — —
	16.548 millions de tonnes

Les deux sortes que produit particulièrement le bassin sont les houilles flambantes et les houilles grasses.(1).

(1) La houille est un composé de carbone, d'hydrogène, d'oxygène et d'azote. Suivant la proportion qu'elle renferme de ces différents corps, elle a des propriétés diverses qui l'ont fait classer en houille grasse, houille maigre, anthracite et houille sèche. Ces diverses catégories de houille se distinguent surtout par la différence de matières volatiles qu'elles contiennent et qui sont constituées par des carbures d'hydrogène, de l'oxyde de carbone, de l'acide carbonique, du sulfure d'hydrogène, du gaz ammoniacal et de l'hydrogène.

Les houilles grasses se subdivisent elles-mêmes en houilles grasses à longue flamme et en houilles grasses à courte flamme. Les premières, qui ont une teneur en matières volatiles qui varie de 32 à 43 % et une puissance calorifique d'environ 8.500 calo-

Le charbon de la Sarre est propre à tous les usages domestiques, ainsi qu'à la fabrication du gaz d'éclairage. Mais il est moins bon pour la métallurgie, en raison de sa médiocre valeur pour la production du coke, en raison de sa friabilité, et cela surtout dans les hauts-fourneaux de 300 tonnes ou plus grands encore. La perte au lavage est assez importante et le rendement en coke n'est pas avantageux (50 % au lieu de 75 % en Westphalie).

ries, fondent en brûlant, s'agglutinent et forment une masse pâteuse à travers laquelle l'air peut difficilement circuler pour entretenir la combustion. On les emploie surtout pour fabriquer le gaz d'éclairage, ce qui leur fait donner le nom de charbon à gaz.

La houille grasse à courte flamme, contenant de 18 à 26 % de produits volatiles, et dont le pouvoir calorifique dépasse 9.000 calories, s'agglutine aussi sous l'action de la chaleur, moins cependant que la houille grasse à longue flamme, et convient bien aux feux de forges. On la distille aussi pour obtenir du gaz et du coke spécialement utilisé dans la métallurgie.

La houille maigre ne comprend que 10 à 18 % de matières volatiles ; l'antracite de 8 à 10 %. Ces deux sortes de charbon donnant plus de 9.000 calories, brûlent avec une courte flamme, sans fondre, permettant ainsi à l'air de circuler dans la masse et d'entretenir la combustion ; ils ne fournissent en brûlant qu'un faible dégagement de gaz. Ces propriétés les font rechercher pour les usages domestiques, pour lesquels ils sont presque exclusivement employés.

L'autre catégorie de houille, la houille sèche, brûle comme la houille maigre, sans s'agglutiner. Mais elle contient une quantité bien plus considérable de matières volatiles : de 40 à 45 %. Elle donne plus de 8.000 calories et produit une longue flamme. Pour cette raison, elle est surtout employée pour assurer le chauffage des chaudières, d'autant plus qu'elle produit, en brûlant, une grande quantité de gaz qui vont envelopper en les chauffant toutes les parties des générateurs de vapeur.

Nous empruntons ces détails techniques au livre de M. J. Conques : *Les Trésors de la Terre. Le Charbon.*

Sa teneur en cendres varie à la combustion, suivant les couches, de 2,5 à 8 % (le charbon de Westphalie ne donne à la combustion que 2,5 à 5 %). La limite généralement admise pour la cokéfaction est de 5 % environ. Pour fabriquer du coke avec les charbons de la Sarre, il faut les mélanger avec du charbon gras provenant surtout de la Ruhr (20 % de charbon de la Sarre).

La production actuelle du bassin de la Sarre doit être considérée comme un minimum. La quantité extraite des mines lorraines du bassin — qui sont toutes des mines privées — a doublé en dix ans, avant la guerre. La production du bassin de la Sarre n'a augmenté que d'un tiers dans les mines fiscales prussiennes pendant la même période. L'Etat prussien restreignait à dessein la production des mines de la Sarre, pour ne pas faire la concurrence aux houillères de Westphalie (1).

La production des mines de la Sarre était entravée aussi par le manque de débouchés et par l'opposition du gouvernement prussien, en particulier, à la canalisation de la basse Sarre et de la Moselle. Comme on l'a vu, le charbon de la Sarre ne peut pas lutter sur le Rhin avec celui de Westphalie. Ses débouchés sont vers le Sud. Ses entrepôts devraient être Strasbourg et Bâle.

En cas de retour de l'Alsace-Lorraine, dont la consommation houillère dépasse la production, le déficit français en houille sera encore beaucoup plus grand. La houille sarroise est donc indispensable à la métallurgie lorraine. Une simple comparaison des chiffres est des plus édifiante.

(1) Les résultats obtenus ont provoqué, à plusieurs reprises, des plaintes au Landstag prussien.

*Production et consommation houillère
de l'Alsace-Lorraine en 1913 (1)*

(en tonnes métriques)

Production en houille :

(en tonnes métriques)

1° Consommé à l'état cru.....	3.724.000	
2° Consommé à l'état de coke.....	122.000	
		3.846.000
Consommation de houille :		
1° Consommé à l'état cru.....	4.700.000	
2° Consommé à l'état de coke.....	5.974.000	
		10.674.000
Déficit :		
1° En houille consommée crue.....	976.000	
2° En houille consom. à l'état de coke.	5.852.000	
		6.828.000

*Production et consommation houillère
de la Sarre en 1913 (1)*

Production en houille :

1° Consommé à l'état cru.....	10.830.000	
2° Consommé à l'état de coke.....	3.170.000	
		14.000.000
Consommation de houille :		
1° Consommé à l'état cru.....	2.270.000	
2° Consommé à l'état de coke.....	3.170.000	
		5.440.000
Excédent net :		
1° Houille consommée crue.....		8.560.000

(1) D'après les données du Comité Central des Houillères de France.

*Production et consommation houillère
de l'Alsace-Lorraine et de la Sarre en 1913 (1)*

Production en houille :

1° Consommé à l'état cru.....	14.554.000	
2° Consommé à l'état de coke.....	3.292.000	
		17.846.000

Consommation de houille :

1° Consommé à l'état cru.....	6.970.000	
2° Consommé à l'état de coke.....	9.144.000	
		16.114.000

Excédent et déficit :

1° Excéd. en houille cons. à l'état cru.	7.584.000	
2° Défic. en houille cons. à l'ét. de coke	5.852.000	
		Excédent 1.732.000

Il ressort de ces tableaux que le déficit de la France sera réduit, après la reprise de l'Alsace-Lorraine et de la Sarre, de 18 millions de tonnes à 10,5 millions de tonnes (en chiffres ronds), mais le déficit en coke montera de 4 millions de tonnes à 10 millions de tonnes environ (coke décompté en charbon).

Or, ce calcul suppose que la France exportera plus de la moitié de son minerai lorrain. Si l'on admet, au contraire, qu'elle traitera la totalité de ce minerai, il y a lieu d'ajouter encore aux 20 millions de tonnes de déficit houiller français la quantité de combustible correspondante. De l'avis de M. Alfassa, expert du Comité d'Etudes, la quantité de la fonte supplémentaire serait de 6.350.000 tonnes, et celle de l'acier serait de 6.565.000 tonnes. Il faudrait par conséquent ajouter la quantité suivante de combustible :

1° Pour la fonte (à raison de une tonne de coke par tonne de fonte, c'est-à-dire 6.350.000 tonnes de coke

(1) Comité Central des Houillères de France.

qui, exprimées en houille au taux de 76 %, correspondent à 8.350.000 tonnes ;

2° Pour l'acier : à raison de 800 kilogs de houille par tonne d'acier, 5.250.000 tonnes, au total 13.600.000 tonnes.

Le déficit total houiller serait donc environ de 34 millions de tonnes dans la France d'après guerre.

Au cours des séances du Comité d'Etudes, tous les membres ont été d'accord sur la nécessité de la reprise du bassin houiller de la Sarre. Certains membres répugnaient seulement à toute idée d'annexion contre le gré des populations (MM. Seignobos, Aulard). M. de Martonne a appelé l'attention sur la possibilité de combinaisons autres que celles envisagées pour parer au déficit de charbon de l'industrie métallurgique française.

Si les charbons de la Sarre ne peuvent être, disait-il, toujours employés avantageusement pour la fabrication du coke, ils sont excellents pour la production du gaz et le chauffage. Les houilles des mines du Nord, d'autre part, donnent un très bon coke. Elles pourraient être réservées à cet usage, et on pourrait employer les charbons de la Sarre dans les usines à gaz et appareils de chauffage de toute la France du Nord, à condition d'organiser convenablement les transports.

Une autre solution fut aussi émise. L'Angleterre se préoccupe depuis quelques années de trouver de nouveaux fournisseurs de minerai. Un échange de houille anglaise avec la minette lorraine fut donc aussi envisagé.

Devant cette alternative : dans la France reconstituée, les facultés sidérurgiques devront-elles être limitées par les ressources en combustibles, ou bien les facultés sidérurgiques devront-elles commander les disponibilités en combustible, le Comité d'Etudes a fait pencher sa décision vers la seconde solution.

Dans ses conclusions économiques, le Comité demandait donc la réintégration de l'Alsace-Lorraine, non dans

les frontières de 1870, qui étaient celles de 1815, issues d'un traité de paix imposé, mais celles de 1814, qui étaient à peu près celles de 1792.

D'autre part, le Comité demandait, outre les livraisons de charbon à imposer à l'Allemagne, la reprise de tout le bassin houiller de la Sarre, car la majeure partie des mines du bassin houiller — 9 sur 16 — sont situées en-deçà des frontières de 1814.

Enfin, l'incorporation de toute la rive gauche du Rhin au système douanier français devrait compléter la reprise de l'Alsace-Lorraine et de la Sarre.

Le Comité prévoyait en même temps certains inconvénients économiques qui pourraient résulter d'une pareille solution. D'abord, la métallurgie lorraine désannexée pourrait fortement concurrencer celle de la France d'avant guerre. Ensuite, l'industrie lorraine elle-même pourrait souffrir de l'encombrement du marché, sa séparation de l'Allemagne la privant de ses débouchés habituels. Mais des envois de minerai trop considérables en Allemagne pourraient également contribuer à maintenir la puissance métallurgique allemande, qu'on a précisément intérêt à diminuer. Il faut donc que les mesures prises soient telles que l'industrie métallurgique allemande reste dans la dépendance économique de la France.

Des études furent faites, pour déterminer l'excédent éventuel des productions métallurgiques qu'il sera malaisé d'écouler. Quant à la fonte, il ne s'agirait que de 4 à 500.000 tonnes, qui pourront être facilement écoulées, soit par le développement de l'exportation au dehors, soit par l'accroissement de la consommation sur le marché intérieur.

Pour ce qui est de l'acier, on se trouve en présence de près de 4 millions de tonnes, et les experts proposaient pour parer à cette pléthore, en dehors des deux remèdes mentionnés, des accords commerciaux avec les différents

pays et même avec l'Allemagne. Ou bien, qu'on impose à l'Allemagne par le Traité l'entrée en franchise des produits métallurgiques français.

Dans le même ordre d'idées, M. Bailly, ingénieur des mines, aboutit à la thèse de l'extraterritorialité économique de la Lorraine désannexée.

Dans un article paru le 22 décembre 1915, dans l'*Information*, il proposa d'écarter les métallurgistes lorrains du marché français, en leur conservant le *statu quo ante* économique par un régime douanier spécial.

A cette suggestion répondit vigoureusement M. Engerand, député, dans l'*Echo de Paris*, le 24 juillet 1916, sous le titre : « Nous ne laisserons pas saboter la victoire. » L'*Information* elle-même déclina la responsabilité pour l'article inséré. D'autre part, M. Pralon, vice-président du Comité des Forges, tint à adresser une lettre au journal en affirmant que cette pensée n'avait jamais été celle des dirigeants de la sidérurgie.

Vers la fin de 1918, des propositions pareilles furent mises à jour. Il s'agissait cette fois d'un condominium avec la participation allemande. Mais du côté français on faisait valoir que de pareils arrangements n'eurent pas lieu, en 1871, au profit de la France. Pourquoi donc favoriser cette fois-ci l'Allemagne ?

Telles ont été, à la veille de l'Armistice, les deux conceptions opposées émanant des milieux les plus autorisés de deux côtés intéressés au sujet du fer et du charbon. La solution dépendait en premier lieu du résultat militaire sur le champ de bataille.

Quelles sont les dispositions du Traité de paix sur ces points ? Dans quel sens sont-elles orientées ?

La solution du problème de la production des matières premières, tel qu'il vient d'être exposé, est la conséquence directe des remaniements territoriaux survenus en vertu du Traité et elle dépend essentiellement de la délimitation des nouvelles frontières.

§ 2. — LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

L'Allemagne officielle, au cours de la guerre, faisait siens les desiderata des métallurgistes allemands. Le général Ludendorff nous apprend dans ses mémoires qu'en un conseil secret du 29 janvier 1917 (auquel assistait le Kaiser, Hindenburg, Ludendorff, Bethmann-Hollweg et Zimmermann) la rectification économique de la frontière franco-allemande et surtout l'annexion du bassin minier de Briey-Longwy fut adoptée comme un des buts de guerre allemands. Ces visées furent en contradiction avec la déclaration des buts de guerre officielle, adressée au Pape et aux pays neutres le 12 décembre 1916. Une lettre secrète envoyée le 17 septembre 1917 par M. Michaelis, Chancelier de l'Empire, à M. Czernin, Ministre des Affaires Etrangères de l'Autriche-Hongrie, confirme d'ailleurs les visées annexionnistes allemandes.

De l'autre côté, à une demande du Président Wilson, datée du 18 décembre 1916, les Puissances Alliées répondaient le 10 janvier 1917 qu'elles considéraient la reprise de l'Alsace-Lorraine et la libération de la Pologne comme leurs buts de guerre. Tout en approuvant le dernier point en ce qui concerne la Pologne, le Président Wilson préconisa le 22 janvier 1917, une « Paix sans Victoire ». L'Allemagne jouait à cette époque double jeu. Le 19 juillet 1917 le Reichstag allemand vota une résolution qui mentionnait une « Paix sans Annexion ». Mais le 11 septembre, au cours d'un Conseil de la Couronne, le général Ludendorff demanda l'annexion des bassins miniers français et luxembourgeois, celle des gisements houillers se trouvant le long de la frontière haute-silésienne et l'union économique avec la Belgique, comme une nécessité vitale pour l'Allemagne.

Le 1^{er} août 1917, le Pape lança un appel aux belligérants pour une paix sur la base du *statu quo ante*. Quelques mois avant (février 1917), le gouvernement im-

périal russe promettait par un arrangement secret au gouvernement français, en échange de son action libre quant à la Pologne, de lui donner tout son appui pour ce qui était de la reprise de l'Alsace-Lorraine, de la Sarre et du contrôle de la rive gauche du Rhin. Mais après la chute de la monarchie russe, l'Entente renouvela ses revendications quant à la libération de la Pologne.

Le 8 janvier 1918, le Président Wilson lança ses fameux 14 points dont le huitième contient la libération de l'Alsace-Lorraine et le treizième la création de l'Etat polonais. Dans ses notes du 4, 12, 20 et 27 octobre, l'Allemagne les accepta comme base des négociations futures de la Paix.

Par les clauses 2 et 4 de l'Armistice, l'Allemagne dut évacuer immédiatement l'Alsace-Lorraine et la rive gauche du Rhin.

Et nous voilà à la Conférence de la Paix.

Si à la Conférence de la Paix les revendications françaises, en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, ne furent jamais mises en discussion d'aucun côté, tel ne fut pas le cas quant à la rive gauche du Rhin, la Sarre et la Haute-Silésie.

Le 7 février 1919, un rapport fut présenté au nom d'un Comité nommé par le Conseil Suprême de Guerre (Rapport Loucheur). Ce rapport demandait comme complément du désarmement militaire de l'Allemagne l'établissement du « contrôle absolu par occupation militaire... de la plus grande partie des charbonnages de la Westphalie rhénane ainsi que des industries métallurgiques qui en dépendaient ». Le Président Wilson opposa à ce rapport un refus énergique n'hésitant pas à le qualifier de « programme de panique ». « Si l'Allemagne est », disait-il, « économiquement affaiblie, comment paiera-t-elle l'énorme note des réparations » (1).

(1) Minutes secrètes du Conseil des Dix. V. Baker : *Le Président Wilson et le Règlement franco-allemand*.

Trois semaines plus tard, le 26 février, M. A. Tardieu présenta au nom du gouvernement français un volumineux mémorandum demandant le statut politique et économique autonome pour la Rive gauche du Rhin. A ce mémorandum (qui était précédé de deux notes du 27 novembre 1918 et du 2 janvier 1919 émanant du Maréchal Foch et exposant le problème de la sécurité militaire sur la nouvelle frontière franco-allemande) furent ajoutées deux annexes dont la deuxième traita tout spécialement les conditions économiques où se trouverait l'Allemagne après la création d'un Etat Libre du Rhin. « Il est généralement reconnu », y lisons-nous, « qu'il y a intérêt à protéger les zones industrielles qui sont vitales pour chaque pays... L'Allemagne a visé en 1815 le charbon de la Sarre, en 1870 le minerai de Lorraine, en 1914 le minerai de Briey. » Le mémoire termine en disant que la création d'une Rhénanie autonome assurerait la suppression de l'une des causes économiques de la guerre mondiale. D'après les calculs de l'annexe II la perte de la Rive gauche du Rhin et de l'Alsace-Lorraine priverait l'Allemagne de 12 % de la houille, de 80 % du minerai de fer et de 35 % de l'acier.

Malgré de grands efforts que la délégation française fit au cours des mois de mars et avril, le projet de la création d'un Etat autonome dut être abandonné devant les refus catégoriques de la délégation américaine et anglaise. La délégation française fut complètement isolée quant à ces revendications et celà d'autant plus que dans aucune de ses déclarations officielles, gouvernementales ou parlementaires (30 décembre 1916, 10 janvier, 5 et 6 juin 1917, 4 novembre 1918), ces revendications ne figuraient. Le 22 avril l'accord fut conclu sur la base de l'occupation militaire temporaire et de deux Traités d'alliance qui, peu après, devinrent caducs.

Le problème du bassin de la Sarre était « le seul

dont », dit M. Tardieu, dans son livre sur la Conférence de la Paix, « dix jours durant, soit né entre les représentants de la France et ceux des Etats-Unis, un désaccord qui à de certaines heures, a pris figure de conflit ». De même que pour la Rive gauche du Rhin, la tâche de la délégation française était d'autant plus ardue qu'aucune des revendications officielles de la France ne mentionnait la reprise du bassin de la Sarre.

Le 27 mars, un mémoire présenté par la délégation française fut remis aux plénipotentiaires des grandes puissances. Ses arguments historiques, politiques et économiques en faveur de la reprise de la Sarre ont été inspirés par les travaux du Comité d'Etudes, de celui de M. Gallois notamment, que nous avons déjà eu l'occasion de connaître. Le rapport de M. Gallois concluait à la réintégration à la France du territoire sarrien au Sud de la frontière de 1814, demandant le régime politique spécial pour la fraction du territoire situé au Nord de ces frontières ; et, finalement, il exigeait pour la France la pleine propriété des mines, situées dans les deux zones.

Le lendemain, une discussion s'engagea devant le Conseil des Quatre. M. Lloyd George approuva la propriété française des mines, mais il repoussa l'annexion du bassin dans les frontières de 1814. Il admettait un statut autonome pour la totalité du Bassin. Le Président Wilson refusa nettement la propriété des mines, la frontière de 1814 et le statut autonome à la fois. Il s'est déclaré par contre pour reconnaître à la France l'usage des mines pour un temps déterminé. Dans les trois notes successives (29 mars, 1^{er} et 5 avril) la délégation française renonce à l'annexion mais maintient sa demande quant à la propriété des mines. Elle suggère qu'on place le Bassin sous la sauvegarde de la Société des Nations au nom de laquelle la France l'occupera militairement et assurera son administration. Un plébiscite après 15 ans était prévu pour décider du sort final du Bassin.

Le Président Wilson de son côté chargea des experts de chercher, d'accord avec les Anglais, les moyens d'assurer à la France la libre disposition des mines à l'exclusion de tout arrangement politique pouvant entraîner une annexion. Les experts chargés de cette mission (le professeur C. H. Haskins et Douglas Johnson) ne partageaient pas l'opinion du Président sur la question. M. C. H. Haskins admettait même la frontière de 1814. Mais les arguments des experts ne modifièrent pas l'opinion du Président sur le changement des frontières. Tout au plus accepta-t-il les termes de leur rapport conseillant le transfert de la propriété des mines à la France. Le 31 mars le Président Wilson admit donc la propriété française des mines avec certaines sûretés d'ordre économique, mais à la condition qu'il ne soit question ni de déplacer la frontière, ni de créer un Etat indépendant.

On demanda de nouveau l'avis des experts. Un Comité de trois personnes fut constitué. M. Tardieu y représenta la France, M. C. H. Haskins les Etats-Unis et M. Headlam Morley le Royaume-Uni. Les experts déclarèrent unanimement qu'un régime administratif et politique spécial est le corollaire nécessaire de l'exploitation houillère du Bassin. Le 8 avril M. Lloyd George se rallia à cette opinion. La délégation française offre maintenant ou bien la constitution d'un Etat indépendant, lié à la France par une Union douanière, ou bien la souveraineté de la Société des Nations avec mandat confié à la France et le plébiscite au bout de 15 ans. Mais le Président Wilson repoussa la suspension de la souveraineté allemande. Il propose au lieu d'un statut autonome une Commission arbitrale qui tranchera les difficultés entre les mines françaises et le gouvernement allemand.

Le 9 avril 1919, M. B. Baruch, depuis fort longtemps conseiller économique officieux de la Maison Blanche et pendant la guerre Président du « War Industry

Board » envoya au Président Wilson une lettre (1) protestant contre l'attribution à la France des mines de charbon de la Sarre. Tout était donc remis en discussion. « On doit demander à l'Allemagne », dit M. Baruch, « 1° de livrer à la France 7 millions de tonnes de charbon par an, équivalent de ce qu'elle importait avant la guerre; 2° on doit demander en outre à l'Allemagne de fournir à la France une quantité de charbon suffisante pour compenser le déficit de la production normale des mines de Lens et du Pas-de-Calais pendant la période de restauration. Cette restauration complète devrait être effectuée en cinq ans au maximum; 3° tant que dureront les gisements de la Sarre, on demandera à l'Allemagne de vendre à la France une quantité de charbon égale à celle qu'elle vendait avant la guerre aux territoires devenus français, la France conservant la faculté d'acheter un certain pourcentage de tout surcroît de production du Bassin. Actuellement la France demande la production totale du Bassin.

« Il est intéressant de remarquer que les industries métallurgiques allemandes de la vallée de la Sarre, ainsi qu'un grand nombre d'usines à gaz de l'Allemagne du Sud, dépendent du charbon de la Sarre. La propriété de ces mines par les Français pourrait devenir une arme contre ces industries et perturber la vie économique. Il ne faut pas oublier non plus que des hauts fourneaux de la Vallée de la Sarre et des territoires allemands adjacents dépendent des gisements de fer de la Lorraine qui est maintenant annexée au territoire français. C'est là pour la France une arme commerciale puissante.

« Les Allemands pourraient aussi justement demander une part de propriété dans les mines de fer de Lorraine pour la protection de leurs industries dépendantes jusque-là de cette source.

(1) Baker : *Le Président Wilson et le Règlement franco-allemand.*

« La solution du problème de la Vallée de la Sarre-Lorraine devrait prendre la forme d'un arrangement réciproque par lequel l'Allemagne devrait fournir le même pourcentage de charbon que celui utilisé jusqu'ici en Lorraine, tandis que la France à son tour devrait fournir à l'Allemagne une quantité de fer égale à celle qui était auparavant livrées aux territoires industriels qui sont demeurés allemands. »

Mais devant l'attitude énergique de M. Clemenceau, appuyé par M. Lloyd George, le Président Wilson dut céder. Le 9 avril il présente un arrangement nouveau, qui sans conférer le mandat à la France, transforme la Commission arbitrale (antérieurement suggérée) en Commission administrative avec des pleins pouvoirs, politiques et administratifs.

Cette fois-ci l'accord fut réalisé.

En ce qui concerne la Haute-Silésie, le Conseil Suprême nomma vers la fin de février une Commission des affaires polonaises dirigée par M. J. Cambon. Cette Commission remit son premier rapport, adopté à l'unanimité, au Conseil Suprême vers la fin du mois de mars. Le rapport recommandait que la plus grande partie de la Haute-Silésie fût transférée à la Pologne. Mais M. Lloyd George s'y opposa énergiquement. Tout en reconnaissant la majorité polonaise dans ces provinces, il prétendait qu'elle avait des sympathies pour l'Allemagne et qu'elle préférerait lier son sort à celui de l'Allemagne. M. Lloyd George ne réussit pas pour le moment. Les propositions de la Commission des affaires polonaise furent incorporées dans le texte du Traité de Paix à remettre aux plénipotentiaires allemands.

C'est en vain que M. Lloyd George tenta à la fin du mois de mars de remettre en discussion certaines clauses sur lesquelles les alliés se sont, après tant de peines, mis d'accord en remettant le 26 mars, à M. Clemenceau, un mémorandum qui contenait certaines obser-

vations sur les conditions générales de la Paix. Dans sa note du 28 mars, M. Clemenceau lui répond, non sans amertume : « La perte des colonies allemandes serait totale et définitive ainsi que celle de sa flotte marchande. L'exclusion de l'Allemagne de certains marchés serait également totale et durerait un certain temps. D'un autre côté les solutions partielles et temporaires seraient réservées aux pays continentaux, c'est-à-dire à ceux qui ont le plus souffert de la guerre. Les frontières réduites suggérées pour la Pologne et la Bohême seraient des solutions partielles. L'accord défensif offert à la France, pour la protection de son territoire, serait une solution temporaire. Le régime proposé pour les mines de charbon de la Sarre serait temporaire. Il y aurait là une inégalité de traitement qui risquerait d'avoir, après la guerre, des conséquences regrettables pour les rapports des Alliés entre eux, rapports bien plus importants que ne pourront être, après la guerre, les relations entre l'Allemagne et les Alliés. » (1).

Le 7 mai les conditions de la paix furent remises aux délégués allemands. Le Traité fit une impression très pénible à la délégation allemande et notamment les clauses concernant la Sarre et la Silésie. Vers le soir, raconte un journaliste allemand, M. Brandt, dans ses souvenirs sur les négociations de la paix, une grande partie de la délégation était de l'avis de quitter Versailles et de retourner à Berlin.

Le 8 mai 1919, M. Brockdorff-Rantzau, président de la délégation allemande, envoya sa première note à M. Clemenceau. Après avoir exposé les pertes économiques que devrait subir l'Allemagne en vertu du Traité (un quart de la production houillère, trois quarts de la production minière et trois cinquièmes de zinc) la note

(1) Baker : *Le Président Wilson et le Règlement franco-allemand*.

dit que les conséquences de ces pertes seront désastreuses pour l'économie nationale allemande.

« Si ce Traité de paix est mis en application, ce sera la misère totale et la mort de plusieurs millions de gens. »

La réponse du Président de la Conférence de la paix, datée du 22 mai, considère la note allemande « d'une grande exagération et ignore les principes fondamentaux qui se dégagent des origines de la guerre et de ses résultats, et qui expliquent et justifient les conditions à imposer... La population totale de l'Allemagne sera réduite de six millions d'âmes, environ... Ce sont les besoins de cette agglomération réduite que nous sommes appelés à étudier... Un quart de la consommation d'avant-guerre de charbon allemand s'effectuait dans les territoires qu'on projette maintenant de transférer. De plus, la note omet de faire état de la production de lignite... dont aucune partie ne provient de territoires transférés. Il n'est pas non plus tenu compte du fait que la production allemande du charbon des régions non transférées augmentait rapidement avant la guerre. » Rappelant les actes de dévastation systématique commis par les Allemands au cours de la guerre, dans les houillères du Nord de la France notamment, la réponse de M. Clemenceau continue : « Il n'y a pas de raison que les conséquences de cette pénurie soient supportées exclusivement par les nations qui en ont été les victimes... La note fait également ressortir les difficultés qui seraient imposées à l'Allemagne par suite de la nécessité pour elle d'importer à l'avenir des minerais de fer et de zinc. On ne comprend pas pourquoi l'Allemagne pourrait souffrir des conditions auxquelles d'autres pays se soumettent de bon gré... Il n'y a pas la moindre raison de croire qu'une population est destinée à être frappée d'incapacité de façon permanente parce qu'elle aura à l'avenir à faire du commerce avec ses voisins au lieu de produire elle-même ce dont elle a besoin. »

D'autre part, dans une note du 13 mai, la délégation allemande émet une appréhension au sujet d'une clause qui stipule qu'au cas de plébiscite favorable à l'Allemagne dans la Sarre, l'Allemagne aura l'obligation de racheter en or immédiatement les houillères du Bassin. La délégation allemande trouva cette clause prohibitive et qui empêche virtuellement l'Allemagne de recouvrir à jamais la Sarre, puisque les graves conditions financières et économiques du Traité lui rendront impossible de disposer dans un délai de quinze ans d'une pareille somme en or.

Trois jours plus tard, le 16 mai, une nouvelle note allemande fut remise à M. Clemenceau. Cette note, accompagnée d'une annexe élaborée par les experts allemands, propose pour le règlement des livraisons houillères et pour la reconstruction des houillères détruites de la France une réunion d'experts des deux côtés. La note suggère plusieurs solutions de ce problème. On pouvait apercevoir une tendance camouflée de la délégation allemande à détourner l'attention française de la Sarre, qui est près de la frontière et de l'attirer plutôt sur les charbonnages de la Ruhr, qui, par sa position géographique, ne pourraient être, le cas échéant, sous la mainmise immédiate de la France. Aussi, la délégation allemande suggéra-t-elle la cession d'actions de charbonnages de la Ruhr avec une participation dans l'exploitation des mines allemandes pour une durée et un montant à fixer. Ensuite, un droit de priorité est offert à la France sur l'excédent éventuel de la production allemande de houille, une fois les besoins intérieurs satisfaits. Enfin, la note allemande suggère encore une autre solution : le rationnement de l'ensemble de la production houillère française, allemande et belge sous le contrôle d'une commission comprenant les représentants des trois pays et tenant compte des besoins houillers italiens.

A ces suggestions, fort habiles d'ailleurs, et dont

la dernière faillit ravir la délégation italienne à la Conférence de la Paix, M. Clemenceau répondit dans sa note du 24 mai que « la destruction des mines dans le Nord de la France avait été un acte d'une telle nature qu'une réparation spéciale et exemplaire devait être exigée... La cession proposée d'actions de charbonnages situés en territoire allemand et soumis à une exploitation allemande serait d'une valeur douteuse pour les actionnaires français et créerait une confusion d'intérêts français et allemands... Le transfert complet et immédiat à la France des mines situées près de la frontière française constitue une solution plus rapide, plus efficace et plus nette du problème des compensations des mines françaises détruites. »

En ce qui concerne le rachat éventuel en or des houillères de la Sarre, afin d'écarter toute possibilité d'erreur et déviter des difficultés, les gouvernements alliés ont décidé de proposer la modalité suivante :

« L'obligation de la part de l'Allemagne d'effectuer ce paiement sera prise en considération par la Commission des Réparations et, à cette fin, l'Allemagne pourra fournir une première hypothèque sur son capital ou ses revenus de toutes manières qui seront acceptés par la Commission des Réparations.

« Si, néanmoins, l'Allemagne, un an après la date à laquelle le paiement aurait dû être effectué, n'y a pas satisfait, la Commission des Réparations y pourvoira, en conformité avec les instructions qui pourront lui être données par la Société des Nations, et, si cela est nécessaire, en liquidant la partie des mines en question. »

Cependant, quelques jours avant la remise de la réponse et des contre-propositions allemandes, la délégation française avait encore à lutter contre les délégués britanniques, pour le maintien des clauses relatives à la Sarre, à la livraison du charbon et à la Haute-Silésie. Cette fois-ci, l'attaque fut indirecte. Le 23 mai, le repré-

sentant de l'Union Sud-Africaine, le général J.-C. Smuts, adressa une lettre à M. Lloyd George, critiquant de façon véhémence les conditions du Traité et suggérant certains changements. Après avoir protesté contre le régime administratif spécial de la Sarre, il s'élevait aussi contre les livraisons du charbon qu'il trouve « exagérées et de nature à paralyser l'industrie allemande ». « Trois commissions différentes, dit-il, ont chacune pris du charbon à l'Allemagne : l'une a confisqué le bassin de la Sarre, une autre l'a dépouillée des mines silésiennes et la troisième a imposé de lourdes prestations aux gisements de Westphalie en faveur de la Belgique, de la France et de l'Italie. » Il propose de confier à la Commission des Réparations les pleins pouvoirs pour déterminer non seulement le montant des réparations, mais aussi la forme des paiements, en espèces ou en nature. Le général Smuts termine sa lettre par la demande de revision des frontières de la Pologne déjà fixées par le Traité, et conseillant en même temps l'attribution de la Haute-Silésie à l'Allemagne. Le 30 mai, dans une autre lettre, destinée au Président Wilson, il renouvelait les mêmes protestations.

Un jour avant, le 29 mai, la délégation allemande avait remis au Président de la Conférence de la Paix un volumineux memorandum. C'étaient les contre-propositions en réponse aux conditions de paix reçues trois semaines avant.

Dans la lettre d'envoi, l'Allemagne renonce à sa souveraineté en Alsace-Lorraine, mais elle y demande un plébiscite libre. Elle voulait sauver à tout prix la Sarre et la Haute-Silésie notamment. Reconnaisant l'obligation de réparer les houillères détruites, la note proteste contre la suspension de la souveraineté allemande dans la Sarre. La note réitère et précise de nouveau les suggestions émises dans les notes antérieures datées du 13 et du 16 mai, en observant que : « Les

mines de la Sarre... présentent un gisement de 11 milliards de tonnes de houille, quantité suffisante aux besoins de 10 siècles environ. La France obtiendrait donc par le transfert de la propriété de ces mines le centuple de ce qu'elle indique elle-même comme étant le maximum de ses exigences justifiées. »

Mais l'intérêt principal de la note est dirigé vers la Haute-Silésie : « L'Allemagne ne peut se passer de la Haute-Silésie, la Pologne au contraire n'a pas besoin de la Haute-Silésie... La cession de la Haute-Silésie à la Pologne aurait pour conséquence la décadence industrielle de la province cédée. De plus, elle entraînerait des inconvénients économiques très considérables pour l'Allemagne tout entière... La houille de la Haute-Silésie a alimenté jusqu'à présent toute l'industrie allemande en tant que celle-ci n'a pas été pourvue du côté de la mer Baltique, à l'aide de charbons d'Angleterre, des Pays Rhénans et de Westphalie. Il n'en va pas différemment de l'industrie des parties de l'Allemagne méridionale et de la Bohême... Au total, il y a plus de 25 millions d'êtres humains qui se sont servi de la houille haute-silésiennne... Les besoins de la Pologne en houille se sont élevés pendant la paix à environ 10 millions et demi de tonnes, alors que la production charbonnière du propre bassin polonais avoisinant (non haut-silézien) atteignait 6,8 millions de tonnes. De ce déficit 1 million et demi de tonnes a été couvert par la Haute-Silésie, le reste par les mines de la Tchécoslovaquie actuelle (1). L'approvisionnement des Polonais en fait de charbon, en dehors de certains charbons spéciaux, pourrait se faire sans difficultés, grâce aux gisements indigènes, notamment si la Pologne exploitait ses mines normalement ; le nombre de celles-ci ne sont même pas aménagées d'une façon

(1) Les allégations de la délégation allemande ne sont pas exactes. Voir pages 116, 117, 118 et les notes correspondantes.

rationnelle. Au surplus, il y a lieu d'ajouter que la Pologne, par l'acquisition de la Galicie, voit s'augmenter dans une large mesure ses richesses de sous-sol. »

La délégation allemande lie nettement la question de livraison de charbon à la France au sort de la Haute-Silésie. « Pourvu que le règlement des questions territoriales et économiques et de celles relativement aux réparations le lui permette... l'Allemagne reconnaît que ces quantités peuvent s'élever dans les premiers temps à 20 millions de tonnes, et, dans les cinq années suivantes, à 8 millions de tonnes, et elle se déclare d'accord avec ce maximum exigé. »

Mais, d'autre part, la délégation allemande considère comme exagérées les autres livraisons en charbon, telles qu'elles lui sont imposées dans les paragraphes 2 à 5. A l'appui de sa thèse, les contre-propositions allemandes produisent un exposé statistique de la situation houillère avant et après la guerre : « En 1913, où l'extraction des charbons allemands a atteint son maximum... les exportations ne se sont élevées qu'à 38,6 millions. » En 1919, l'extraction a été défavorablement influencée, d'après la note allemande, par la grève et les troubles, par la diminution pendant la guerre du nombre des mineurs possédant l'expérience du métier, par la réduction de 8 1/2 à 7 heures de la durée du travail quotidien, etc. Quoi qu'il en soit, la délégation allemande compte pour les prochaines années, en calculant la diminution de l'extraction à 33 % de ce qu'elle était en 1913, sur un rendement de 131 millions de tonnes. D'autre part, les délégués allemands croient que la consommation allemande ne sera que de 80 % des besoins de 1913, c'est-à-dire 116 millions de tonnes. Dans ce chiffre ne sont compris ni le service des houillères, ni les besoins de l'Alsace-Lorraine, mais, par contre, il est tenu compte de la production et de la consommation du bassin de la Sarre et

de la Haute-Silésie (1). Car la note déclare expressément : « Sans ces possessions, il serait impossible à l'Allemagne d'exporter des charbons, elle devrait même en importer. »

D'après ces calculs, c'est-à-dire la Sarre et la Haute-Silésie restant sous la souveraineté allemande, la note observe que « il resterait un excédent probable de 15 millions de tonnes qui serait disponible pour l'exportation. Mais le gouvernement allemand est prêt, en continuant le rationnement actuellement en usage, à tenir disponible 5 autres millions de tonnes aussi longtemps que la diminution de l'extraction par suite de la destruction des mines s'élèvera à 20 millions de tonnes. » Ici, la délégation allemande reprend une solution suggérée déjà, nous l'avons vu, par l'expert américain M. B. Baruch dans une lettre adressée au Président Wilson. « La délégation allemande doit rattacher à la déclaration précédente la condition qu'en échange de ses livraisons de charbons et de coke, les usines allemandes recevront de Lorraine et de France la minette dont elles ont besoin. »

Le volumineux memorandum de la délégation allemande termine par une réserve même pour les livraisons en charbon reconnues par elle être possible, c'est-à-dire celles destinées à la France. Elle observe que sur 38,8 millions de tonnes, exportés en 1913, 13,6 millions furent envoyés dans les pays de l'ancienne monarchie austro-hongroise, et d'autre part elle fait ressortir les difficultés de transport avec lesquelles l'Allemagne est aux prises. Après avoir déclaré au début possibles les livraisons du charbon à la France, la note termine que « il sera impossible de fournir annuellement 15 à 20 millions de tonnes de charbon à la France, étant donné l'état actuel des moyens de transport allemands ».

Le Conseil des Cinq (Wilson, Lloyd George, Cle-

(1) Voir la note à la page 79.

mengeau, Makino et Sonnino) fut impressionné par les observations allemandes.

La délégation polonaise riposta par une note réclamant le retour pur et simple de la Haute-Silésie à la Pologne. M. Lloyd George appuyait ouvertement la thèse allemande, ses arguments politiques et économiques à la fois. Le Président Wilson hésitait. M. Clemenceau essaya bien de défendre les intérêts polonais, mais son opinion ne prévalut pas. Le plébiscite fut la base de l'accord entre les Alliés et la concession la plus importante accordée aux Allemands dans la note finale des Alliés.

Elle fut remise à la délégation allemande le 16 juin 1919 et rédigée par MM. Tardieu (France), Kerr (Royaume-Uni), Hudson (Etats-Unis), Vanutelli Rey (Italie) et Saburi (Japon). La réponse des puissances alliées et associées avait le caractère d'un ultimatum. En ce qui concerne la Sarre, une nouvelle concession a été faite aux Allemands. Le gouvernement local aura son siège sur les lieux mêmes. Quant à l'aliénation des mines et la suspension de la souveraineté allemande, les puissances alliées et associées déclarent que : « En fixant la forme des réparations à imposer, elles ont eu le désir d'en choisir une qui, par sa nature exceptionnelle, constituât pour un temps d'ailleurs limité, un symbole visible et net. Elles ont entendu en même temps assurer aux réparations un gage immédiatement saisissable et qui échappe aux incertitudes soulignées par le mémoire allemand lui-même. » Pour ce qui est de l'Alsace-Lorraine, l'Allemagne « ayant accepté le huitième point du Président Wilson et signé l'Armistice qui assimile l'Alsace-Lorraine aux territoires évacués, n'a aucun titre à réclamer ce plébiscite. La population de l'Alsace-Lorraine ne l'a jamais demandé. »

Ainsi que nous l'avons vu, l'Allemagne obtint pour la Haute-Silésie la concession la plus importante : le plé-

biscite. Afin d'empêcher que l'Allemagne ne soit arbitrairement privée du charbon, un article a été ajouté au Traité (article 90) prévoyant que les produits minéraux, y compris le charbon, produits dans toute partie haute-sièlsienne transférée à la Pologne, pourront être achetés par l'Allemagne, aux mêmes conditions que par les Polonais eux-mêmes.

Le 28 juin 1919, les délégués allemands MM. Hermann Müller et le docteur Bell apposèrent leurs signatures sur le Traité de paix. Il entra en vigueur le 10 janvier 1920, après avoir été ratifié par l'Allemagne d'une part et par trois principales puissances alliées d'autre part.

CHAPITRE III

Les dispositions du Traité de Paix de Versailles

§ I. — LES DISPOSITIONS TERRITORIALES

A la suite du Traité de Versailles, l'Allemagne subit certaines pertes territoriales. Ces remaniements territoriaux sont les conséquences soit du Traité lui-même, soit des plébiscites organisés en vertu des dispositions prévues par le Traité.

La Belgique obtient le petit territoire de Moresnet (articles 27, 32-33), dont une partie était prussienne et l'autre neutre en fait, faute de souverain, les traités de Vienne ayant omis de régler son statut juridique.

La France retrouve l'Alsace-Lorraine, territoire « réintégré dans la souveraineté française » (articles 27 et 51).

La Tchécoslovaquie acquiert une petite enclave de la Haute-Silésie, territoire de Hultschin (articles 27 et 83) et une partie du cercle de Leobschütz au cas où, à la suite de la fixation de la frontière entre l'Allemagne et la Pologne, cette fraction du territoire se trouverait isolée de l'Allemagne.

A la Pologne, restaurée dans ses limites de 1772, sont restituées certaines parties de la Prusse Orientale et Occidentale, du Brandebourg, de la Poméranie, de la Posnanie et de la Moyenne Silésie (articles 27, 28, 87,

88, 94, 96 et 100), pays partiellement germanisés, autrefois slaves.

La ville libre de Dantzig, créée par le Traité et mise sous la protection de la Société des Nations, obtient une fraction du territoire de la Prusse Occidentale (articles 100 et 102).

L'Allemagne renonce à une partie de la Prusse Orientale (territoire libre de Memel) en faveur des Alliés et Associés (article 99), qui la cèdent à leur tour à la Lituanie (le 8 mai 1924). Memel a actuellement un gouvernement autonome et est placé sous la haute protection de la Société des Nations.

Finalement, hors de ses limites en Europe, telles qu'elles sont fixées par le Traité, l'Allemagne renonce « à tous ses droits et titres sur ses colonies et possessions d'outre-mer » (y compris la propriété de l'Etat allemand) (articles 118 et 119), en faveur des principales puissances alliées et associées.

D'autre part, en vertu du Traité, on fait appel aux peuples pour décider de certaines parties du territoire allemand : les cercles d'Eupen et Malmédy (article 34), la région de la Sarre, la Haute-Silésie (article 88 et l'annexe), deux zones de la Prusse Occidentale et Orientale (articles 94, 95, 96 et 97), ainsi que deux zones du Slesvig (article 109).

Le résultat du plébiscite pour les cercles d'Eupen et Malmédy fut favorable à la Belgique, celui de la zone nord du Slesvig fut favorable également au Danemark, tandis que la majorité se prononce pour l'Allemagne dans la Haute-Silésie, dans les deux zones de la Prusse Occidentale et Orientale, ainsi que dans le Slesvig moyen.

La décision de la Société des Nations, en date du 20 septembre 1920, ratifie la possession par la Belgique des cercles d'Eupen et de Malmédy, en conséquence du résultat du plébiscite prévu par le Traité de paix.

Le traité relatif au Slesvig (le 5 juillet 1920) fixe

la frontière entre l'Allemagne et le Danemark conformément aux résultats des plébiscites du 16 février et du 14 avril 1920.

La décision de la Conférence des Ambassadeurs en date du 20 octobre 1921, prise conformément à l'arbitrage du Conseil de la Société des Nations concernant le plébiscite du 20 mars 1921 en Haute-Silésie, définit les frontières polono-allemandes dans cette région en attribuant à la Pologne une partie de la Haute-Silésie où la majorité de la population s'était déclarée pour la Pologne.

Enfin, la décision de la Conférence des Ambassadeurs, en date du 26 juillet 1920, met l'Allemagne en possession des territoires consultés de la Prusse Occidentale et Orientale, en conformité du plébiscite du 11 juillet 1920.

Le gouvernement du territoire de la Sarre est confié à une Commission représentant la Société des Nations. Cette Commission aura son siège dans le territoire du bassin. La Commission a les pleins pouvoirs administratifs. La souveraineté allemande est suspendue au profit de la Société des Nations au nom de laquelle la Commission administre le territoire (§ 16-19 de l'Annexe à la section IV de la Partie III).

Quant à la souveraineté du bassin de la Sarre (déli-
mitée comme il est dit à l'article 48), elle ne sera décidée qu'après un plébiscite qui devrait avoir lieu en 1935 (chapitre III de l'Annexe à la section IV de la Partie III).

Tenant compte des dispositions du chapitre III de l'annexe citée du Traité, qui prévoit qu' « un vote aura lieu par commune ou par district » (§ 34 de l'annexe citée), et suivant le désir exprimé par le vote de la population « dans le cas où pour tout ou partie du territoire la Société des Nations déciderait l'union avec la France... » (§ 35 b), un libre champ d'appréciation est laissé à la Société des Nations quant à la fixation future

des frontières franco-allemandes dans cette région, lesquelles, par conséquent — sauf imprévu — ne deviendraient définitives qu'en 1935.

Les pertes territoriales de l'Allemagne, en conséquence du Traité de Paix, se traduisent donc par les chiffres suivants :

Territoires cédés jusqu'au 1^{er} octobre 1922 par la Prusse, suivant les stipulations du Traité de Versailles (1) :

Territoires cédés de :	Kil. c.	Habit. 1910	Par kil. c.
Prusse orientale à la Pologne.	501	24.787	49
Prusse occident. à la Pologne	15.865	964.704	61
Brandebourg à la Pologne..	0,1	—	—
Poméranie à la Pologne....	10	224	22
Posnanie à la Pologne.....	26.242	1.946.461	75
Moyenne Silésie à la Pologne.	512	26.248	51
Haute-Silésie (2) à la Pologne	3.213	892.537	278
Totaux à la Pologne.....	46.143	3.854.961	84

(1) Almanach de Gotha, 1926. — Il nous a été assez difficile d'extraire certains chiffres précis hors des différents tableaux statistiques, tous très authentiques d'ailleurs. Les chiffres ne s'accordaient pas même sur la superficie, qui pourtant ne subit pas d'accroissement annuel, comme la population par exemple. Les chiffres changeaient d'une année à l'autre, même dans les annuaires de la même édition. (Voir Gotha 1923 et 1926 par exemple.) Ce sont les chiffres de l'Almanach de Gotha que nous citons, parce qu'ils sont de la date la plus récente. Ils sont presque identiques à ceux de l'Annuaire Général de la France et de Statesman's Year Book.

(2) Le territoire haut-silésien de plébiscite renfermait, d'après le recensement du 1^{er} décembre 1910 :

Régence d'Oppeln	1.931.240 hab.	sur 10.786 km ²
Régence de Breslau	5.806	— 89 km ²

Au total 1.937.046 — 10.875 km²

Décoret : *La Question de Haute-Silésie*. Thèse, Lyon, 1924.

Slesvig sept. au Danemark..	3.993	166.348	42
Prusse rhénane à la Belgique	1.036	60.003	58
Haute-Silésie à la Tchéco-Slovaquie	316	48.446	153
Prusse Orientale à Memel..	2.657	141.238	53
Prusse Occidentale à Dantzig	1.914	330.630	173
Totaux	56.059	4.601.626	82

Les pertes territoriales européennes d'après le Traité de Versailles sont donc les suivantes :

	Kil. c.	Popul. au 1 ^{er} déc. 1910	Par kil. c.
Alsace-Lorraine	14.522	1.874.014	129
Territoire prussien	56.059	4.601.626	82
Total	70.581	6.475.640	92

Territoire de la Sarre (1) :

	Kil. c.	Recensem. 1910	Recens. 6-IV-1922	Calculation 1-I-1925	Pr k. c. 1925
Partie prussienne ...	1.465		622.418	665.811	453
Partie bavaroise.....	415		90.687	97.385	234
Total ...	1.880	652.818 (2)	713.105	763.196	411

En 1910, l'Allemagne avait sur 540.833 kilomètres carrés (non compris les lagunes-haffs de la mer Baltique et de la mer du Nord, et la partie allemande du lac de Constance), 64.926.000 habitants, soit 120 par kilomètre carré (3).

(1) Almanach de Gotha, 1926.

(2) The Statesman's Year Book, 1925.

(3) Almanach de Gotha, 1913. — En 1913, ce chiffre s'est élevé à 67.225.000.

Au dernier recensement officiel du 16 juin 1925, l'Allemagne avait (Sarre non comprise) :

Allemagne	Kil. c.	Population	Par kil. c.
1925 (1)	467.788	62.564.753	133,3
1919 (2)	—	59.178.185	127
1910 (2)	—	57.798.369	122,9

En somme, à la suite du Traité de Paix de Versailles, l'Allemagne a donc perdu en Europe 13,3 % de son territoire (la Sarre non comprise — 13 %), devenant moins étendue que la France, et elle a perdu aussi 10,9 % de sa population sur la base de 1913 (la Sarre non comprise — 9,9 %).

§ 2. — CERTAINES DISPOSITIONS ÉCONOMIQUES

Mais le Traité de Paix ne s'arrête pas qu'aux questions territoriales. Les questions économiques et sociales y tiennent une part au moins aussi grande que les questions de territoire.

C'est la première fois que les grands traités d'équilibre, observe M. Brunhes, dans sa *Géographie de l'Histoire*, revêtent un tel caractère. On ne le trouverait ni dans la paix de Westphalie en 1648, ni dans le traité de Vienne de 1815.

Nous ne citerons que quelques-unes des dispositions qui touchent plus ou moins notre sujet.

L'article 256 du Traité stipule que « les puissances cessionnaires de territoires allemands acquerront tous biens et propriétés appartenant à l'empire ou aux Etats allemands, et situés dans ces territoires. La valeur de ces acquisitions sera fixée par la Commission des Réparations et payée par l'Etat cessionnaire à la Commission des Réparations pour être portée au crédit du gouver-

(1) Almanach de Gotha, 1926.

(2) Annuaire général de la France et de l'Etranger. — 1926. — L'Allemagne calculée dans ses limites actuelles.

nement allemand à valoir sur les sommes dues au titre des réparations.

En raison des conditions dans lesquelles l'Alsace-Lorraine a été cédée à l'Allemagne en 1871, la France sera exemptée, en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, de tout paiement ou imputation au crédit de l'Allemagne pour la valeur des biens et propriétés appartenant à l'Empire ou aux Etats allemands et situés en Alsace-Lorraine et visés au présent article. »

La Belgique seule obtint le même privilège pour ses territoires de Malmédy et d'Eupen.

L'article 92 stipule que la Commission des Réparations devra exclure de cette évaluation les bâtiments, forêts et autres propriétés d'Etat, qui appartenaient à l'ancien royaume de Pologne. Ceux-ci seront acquis à la Pologne, francs et quittes de toute charge.

Quant aux biens privés, l'article 297 du Traité réserve aux puissances alliées et associées le droit de retenir et liquider tous les biens, droits et intérêts appartenant, à la date de la mise en vigueur du Traité, à des ressortissants allemands ou des sociétés contrôlées par eux sur leurs territoires, dans leurs colonies, concessions et pays de protectorat, y compris les territoires qui leur ont été cédés en vertu du Traité.

L'Allemagne s'engage à indemniser ses ressortissants en raison de la liquidation ou de la rétention de leurs biens, droits ou intérêts aux pays alliés et associés.

L'affectation des produits de ces liquidations sera réglée conformément aux dispositions des sections III et IV de la partie X du Traité. La valeur des biens expropriés servira en premier lieu au paiement des dettes privées contractées par l'Allemagne vis-à-vis des ressortissants du gouvernement allié dans la juridiction duquel cette liquidation aura eu lieu, et en second lieu à la satisfaction des réclamations suscitées par les actes des anciens alliés de l'Allemagne. Tout solde, si le gouvernement

liquidateur décide de le conserver, doit être crédité au compte des réparations. Mais le gouvernement liquidateur n'est pas obligé de transférer le solde à la Commission. Il peut l'envoyer directement en Allemagne.

En ce qui concerne l'Alsace-Lorraine en particulier, le gouvernement français se réserve, par l'article 70, le droit d'interdire, à l'avenir, toute nouvelle participation allemande à la propriété des mines et carrières de toute nature et exploitations annexes (les métallurgies). Par l'article 71, l'Allemagne renonce à tous ses intérêts (et à ceux de ses ressortissants) dans l'exploitation des mines de potasse.

Par les articles 264, 265, 266 et 267, l'Allemagne s'engage pour cinq ans (1) à assurer aux Alliés le traitement de la nation la plus favorisée quant aux importations, exportations, tarifs douaniers, prohibitions et réglementations. Des privilèges semblables sont prévus aussi quant au transport à travers l'Allemagne. En ce qui concerne spécialement l'Alsace-Lorraine, elle pourra exporter librement, pendant cinq ans, en Allemagne en franchise de tout droit de douane, jusqu'à concurrence des quantités annuelles moyennes expédiées de 1911 à 1913 (art. 268). Les exportations polonaises (provenant des territoires ayant fait avant la guerre partie de l'Allemagne) en Allemagne pendant trois ans et les exportations luxembourgeoises pendant cinq ans, jouiront du même privilège (art. 268). D'autre part, par l'article 90, la Pologne s'engage à autoriser pendant quinze ans l'exportation en Allemagne des produits des mines de toutes les parties de la Haute-Silésie qui seront attribuées à la Pologne. Ces produits devront être exonérés de tout droit d'exportation. Par l'article 270, les Alliés se réservent le droit d'appliquer un régime douanier spécial aux territoires occupés de la rive gauche du Rhin.

(1) Ce délai de cinq ans a expiré le 10 janvier 1925.

En vertu de l'article 40, le Grand-Duché de Luxembourg cesse de faire partie de l'Union douanière allemande (1).

En ce qui concerne le sous-sol de la Sarre, la France acquiert la propriété entière et absolue, franche et quitte de toutes dettes et charges, avec droit exclusif d'exploitation, « en compensation de la destruction des mines de charbon dans le Nord » et à valoir sur le montant des réparations. La propriété s'étend aux gisements libres et non concédés, aux usines exploitées et à toutes leurs dépendances (annexe de la Section IV, Partie III).

Pour ce qui est du régime douanier, le paragraphe 31 de l'annexe citée pose le principe : le territoire du bassin de la Sarre est soumis au régime douanier français, mais en même temps le paragraphe cité admet certaines exceptions qui représentent une notable dérogation au principe posé. Les exceptions visent le même but que certaines clauses douanières concernant l'Alsace-Lorraine : c'est de permettre aux industries désannexées de conserver leurs débouchés antérieurs. Le paragraphe 31 institue donc : 1° une exception permanente : les produits métallurgiques ou le charbon sortant du bassin de Sarre vers l'Allemagne ou venant d'Allemagne en Sarre bénéficient de la franchise. Egalement, les produits naturels ou fabriqués, originaires du Bassin, en transit

(1) Le 28 septembre 1919, un référendum ayant eu lieu, le Luxembourg décida à une grosse majorité d'adhérer à l'Union douanière avec la France. Mais la France était liée par un engagement contracté au Havre en 1916, avec le gouvernement belge, lui promettant pour l'après-guerre l'union douanière avec le Luxembourg.

En 1921, à la suite d'un accord entre les trois pays intéressés, le Luxembourg consentit à l'union douanière avec la Belgique pour une durée de 50 ans. La conclusion de l'Union économique entra en vigueur le 1^{er} mai 1922.

sur le territoire allemand, seront libres de toute taxe douanière. Il en sera de même pour les produits allemands en transit sur le territoire du Bassin. 2° Pour une durée de cinq ans : les produits originaires et en provenance du bassin de la Sarre jouiront de la franchise d'importation en Allemagne, et l'importation d'Allemagne en Sarre des articles destinés à la consommation locale, sera libre. Pour chaque article en provenance du Bassin et dans lequel seront incorporées des matières premières ou demi-ouvrées venant d'Allemagne en franchise, le gouvernement français se réserve de limiter les quantités qui seront admises en France aux quantités expédiées en Alsace-Lorraine et en France au cours des années 1911-1913.

Dans le cas où la Société des Nations déciderait, après le plébiscite effectué, l'union à l'Allemagne de tout ou partie du territoire du Bassin, les droits de propriété de la France sur les mines situées dans cette partie du territoire seront rachetés en bloc par l'Allemagne à un prix payable en or et fixé par une Commission d'Experts (§ 36 de l'annexe citée). Dans le texte du Traité remis à la délégation allemande le 7 mai 1919, il y avait le passage suivant : « Si, dans les six mois qui suivront la décision des experts, le prix ci-dessus prévu n'a pas été payé par l'Allemagne, ledit territoire sera définitivement acquis à la France. »

Ainsi que nous l'avons déjà vu, ce passage fut changé par les puissances alliées et associées à la suite des protestations de la délégation allemande. D'après le texte nouveau, l'obligation de rachat n'est plus absolue et n'entraîne pas la perte définitive du bassin en cas de non paiement. Le nouveau paragraphe 36 stipule maintenant que : « L'obligation de la part de l'Allemagne d'effectuer ce paiement sera prise en considération par la Commission des Réparations et, à cette fin, l'Allemagne pourra

fournir une première hypothèque sur son capital ou ses revenus de toutes manières qui seront acceptées par la Commission des Réparations.

« Si néanmoins l'Allemagne, un an après la date à laquelle le paiement aurait dû être effectué, n'y a pas satisfait, la Commission des Réparations y pourvoira, en conformité avec les instructions qui pourront lui être données par la Société des Nations, et, si cela est nécessaire, en liquidant la partie des mines en question. »

Mais le Traité maintient l'obligation de livrer le charbon à la France, même pour les mines revenues éventuellement à l'Allemagne, après le plébiscite et le rachat. C'est le Conseil de la Société des Nations qui fixera les quantités à livrer, la durée des livraisons et les prix (§ 37 de l'annexe citée).

Outre le paragraphe 36, le Traité de paix a subi encore quelques modifications avant sa rédaction définitive. Une concession nouvelle fut accordée aux Allemands, en ce qui concerne le siège du gouvernement du bassin de la Sarre. La dernière phrase du paragraphe 16 (« Cette Commission aura son siège dans le territoire du bassin de la Sarre ») ne fut insérée au texte que dans sa rédaction définitive.

Mais, on l'a déjà vu, la concession la plus importante fut celle du plébiscite dans la Haute-Silésie. L'article 27 dut être refondu en vertu de la décision de l'Entente de procéder à un plébiscite en Haute-Silésie, de même que l'article 88 et son annexe. Quant à l'article 90, son texte définitif est complètement nouveau. Son contenu antérieur constitue maintenant le début de l'article 91.

Les livraisons en charbon occupent l'annexe V à la partie VIII du Traité. Aux termes du paragraphe 2 de l'annexe citée, l'Allemagne s'engage à livrer à la France 7 millions de tonnes de charbon par an, pendant dix ans. En outre, l'Allemagne livrera chaque année à

la France une quantité de charbon égale à la différence entre la production annuelle, avant la guerre, des mines du Nord et du Pas-de-Calais détruites du fait de la guerre et la production du bassin couvert par ces mines pendant l'année envisagée. Cette dernière fourniture sera effectuée pendant dix ans et ne dépassera pas 20 millions de tonnes par an pendant les cinq premières années et 8 millions de tonnes par an pendant les cinq années suivantes. Le paragraphe 3 stipule que l'Allemagne doit livrer à la Belgique 8 millions de tonnes de charbon par an, pendant dix ans. Aux termes du paragraphe 4, l'Allemagne livrera à l'Italie les quantités maxima de charbon ci-après :

Juillet 1919 à juin 1920	4.500.000 tonnes
— 1920 — 1921	6.000.000 —
— 1921 — 1922	7.500.000 —
— 1922 — 1923	8.000.000 —
— 1923 — 1924	8.500.000 —
et, pendant chacune des cinq années suivantes	8.500.000 —

De même, en vertu du paragraphe 5, l'Allemagne livrera au Luxembourg, si la demande en est faite, une quantité annuelle de charbon égale à la quantité annuelle de charbon allemand consommée par le Luxembourg avant la guerre.

Les livraisons ne devraient pas être décomptées à un prix supérieur au prix payé par les consommateurs allemands. En outre, comme on pouvait craindre que l'Allemagne ne majorât excessivement ce prix, le paragraphe 6 fixe que, en tous cas, le prix du charbon expédié par mer ne pourrait dépasser le prix du charbon anglais exporté.

Les gouvernements alliés pourront demander la livraison de coke métallurgique en remplacement de char-

bon, à raison de 3 tonnes de coke par 4 tonnes de charbon (§ 7).

Si la Commission des Réparations juge que la satisfaction complète des demandes en charbon est de nature à peser d'une façon excessive sur les besoins industriels allemands, elle pourra les différer ou les annuler. Mais le charbon à fournir en remplacement du charbon des mines détruites sera fourni par priorité sur toutes livraisons (§ 10).

Voilà pour les dispositions du Traité.

Quelles en sont les conséquences sur la production de la potasse, du fer et du charbon ?

Ce sont les questions auxquelles nous nous efforçons de répondre dans le chapitre suivant.

CHAPITRE IV

Les conséquences du Traité

§ I. — LA POTASSE

A la suite du Traité de Paix, l'Allemagne a perdu le bassin alsacien de potasse. Au premier regard, les pertes allemandes paraissent être assez insignifiantes. Il ne s'agirait que de 58.000 tonnes de potasse pure, et il resterait encore à l'Allemagne une immense production de 1.052.369 tonnes.

Mais l'affaire n'en est pas là.

L'Allemagne est en train de perdre, à la suite du Traité de paix, son monopole de production et surtout de l'exportation qu'elle a détenu seule jusqu'en 1918 en matière de potasse.

Tout d'abord, la capacité de production des gisements d'Alsace (qu'on estime à 300.000.000 tonnes de potasse pure) est beaucoup plus grande. Le fameux Kalisyndikat allemand d'avant guerre ne produisait annuellement que les quantités de potasse qui lui étaient demandées. La production était fournie tout particulièrement par le bassin de Stassfurt, et l'Allemagne n'avait pas eu besoin de développer outre mesure la productivité de l'Alsace, la laissant sans outillage moderne. Après

la libération de l'Alsace allemande, la France sera en mesure de développer au plus haut degré la productivité des gisements d'Alsace. On estime qu'au bout de quatre à cinq ans, les mines de potasse alsaciennes pourront produire au moins 5 millions de tonnes brutes, ce qui ferait une production de potasse pure d'à peu près 700.000 tonnes (contre 350.000 tonnes brutes en 1913, soit 58.000 de potasse pure. D'autre part, si les nouveaux sondages en direction de Colmar et de Selestat réussissent, le nouveau bassin minier de potasse sera près de dix fois plus étendu que celui exploité actuellement.

De même, la France a également la possibilité d'exporter sa potasse à des prix inférieurs à ceux des mines de Stassfurt. Nous avons vu que la potasse alsacienne se prête beaucoup mieux au traitement que celle de Stassfurt, dont les conditions d'extraction sont coûteuses et longues, et où les couches n'ont pas la régularité de celles de l'Alsace.

La potasse de Catalogne pourra également faire une concurrence sérieuse à la potasse allemande. Ses couches sont très régulières, près de la surface et situées à proximité du port de Barcelone.

Il faut noter également les réserves de Nébraska, Californie, Wyoming, Géorgie, New-Jersey, etc., qui pourraient satisfaire, on le présume, pour des siècles, les besoins des pays.

L'Allemagne reste, il est vrai, malgré la perte de la potasse alsacienne, la plus grande productrice et exportatrice mondiale de potasse, à cause de son bassin de Stassfurt.

Mais sa faculté d'exportation est affectée sensiblement par la production et l'exportation toujours croissantes des mines alsaciennes. L'Allemagne n'a plus le monopole exclusif de la potasse, en ayant fourni avant la guerre le monde entier. La potasse alsacienne lui sera

dorénavant un concurrent très sérieux et qui a déjà trouvé des débouchés considérables en Angleterre et aux Etats-Unis. Et pour démontrer d'une façon très claire les conséquences du préjudice sensible causé aux mines de Stassfurt par les exportations de la potasse alsacienne après la guerre, il suffit de jeter un coup d'œil sur le tableau suivant :

Les exportations des sels potassiques (1) d'Allemagne et d'Alsace en 1913 et 1920

(en tonnes métriques) (potasse pure)

Pays de destination	Allemagne	Alsace	Allemagne	Alsace
	1913		1920	
France	42.437	10.303	1.975	87.279
Royaume-Uni ...	29.419	235	10.590	4.654
Belgique	15.235	614	10.605	19.574
Pays-Bas	43.674	257	54.347	549
Italie	7.320	620	2.270	438
Suisse	3.478	2.537	3.129	3.487
Etats-Unis	248.295	12.183	83.602	76.910
Suède, Norvège, Danemark	34.134	minime	33.269	minime
Total général des exportations ..	506.087	40.709	233.692	199.085 (111.806)
		(dont 13.743 pour l'Allemagne.)		(dont 87.279 p ^r la France.)
Total général de la production.	1.052.369	58.000	923.643	199.175
Totaux pour le monde	1.110.369			1.166.433

(1) Nous avons composé ce tableau d'après les données du Bureau International du Travail (Enquête sur la production, tome II).

Ainsi, tandis que la production allemande de potasse n'a diminué en 1920 que de 12,2 % par rapport à l'année 1913, ses exportations à la même époque ne sont plus la moitié de celles de 1913 (46,2 %). Dans la même période, les exportations alsaciennes sont devenues presque quintuples. Il faut signaler particulièrement l'énorme développement des exportations à destination des Etats-Unis, de la Belgique, de l'Angleterre, clients que l'Allemagne a perdus dans une large part après la guerre.

Les exportations de potasse allemande à destination des Etats-Unis et de l'Angleterre ne représentent en 1920 qu'environ un tiers de celles de 1913, et celles à destination de la Belgique ont diminué de plus de 30 %. Par contre, l'Alsace a exporté aux Etats-Unis, en 1920 qu'environ un tiers de celles de 1913, et celles ce qui représente 68,7 % de l'exportation totale française. Aujourd'hui, la France tient la seconde place parmi les pays d'où les Etats-Unis font venir la potasse. Les exportations à destination de la Belgique ont été en 1920 plus de 30 fois plus grandes que celles de 1913, représentant plus d'un cinquième de l'exportation totale de l'Alsace. Enfin, les importations anglaises de l'Alsace ont atteint en 1920 un chiffre presque 20 fois plus élevé que celui d'avant guerre.

Les exportations en 1920 de la France, qui en 1913 n'exportait point de potasse, représentaient presque 50 % des exportations allemandes de la même année. Alors que la production alsacienne augmentait, l'Allemagne, par contre, augmentait considérablement sa consommation (1).

La France consommait très peu de potasse avant la

(1) La consommation allemande était en 1920 quatre fois supérieure à celle de tous les autres pays réunis.

guerre. Sa consommation n'était que de 42.000 tonnes (1) en chiffres ronds en 1913, où la consommation agricole occupait 33.000 tonnes de potasse pure. Tandis que la Hollande consommait 48 kilogs de potasse par hectare, l'Allemagne 21, la Belgique 10, la Suède 5, la Norvège 5, l'Angleterre 4, le Danemark 3, l'Autriche 2, la France ne consommait, nous l'avons déjà vu, que 1 kg. 38 (2).

La consommation de la France après la guerre était plus grande. Elle était d'environ 87.000 tonnes en 1920, et a atteint 119,160 tonnes de potasse pure en 1925 (3). ce qui était toujours très insuffisant. Car les techniciens français estiment qu'en tenant compte de la nature des terres françaises, la France devrait employer environ 500

(1) Le chiffre de consommation que M. Lémonon cite dans son livre (50.000) est inexact. Il se trouve en contradiction formelle avec les deux rapports sur les matières premières (de la Société des nations et de la Chambre de Commerce internationale) et avec les statistiques de l'enquête sur la production du Bureau International du Travail.

(2) Le manque de routine des agriculteurs français est la cause évidente du rendement insuffisant de la terre (17 hectolitres de céréales à l'hectare). C'est ainsi que plus de 24 millions d'hectares français ne produisent annuellement que 200 millions de quintaux de céréales. Ainsi la France n'occupe que la sixième place en Europe, venant après l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, le Danemark et l'Allemagne.

(3) Bureau International du Travail. Enquête sur la production. Tome IV.

Chambre de Commerce internationale. Rapport sur les matières premières.

Les données du dernier rapport nous semblent être authentiques puisqu'elles sont extraites d'un exposé des motifs d'une proposition de loi de MM. Mistral, Charles Baron, etc. — Chambre des députés, n° 1706, 1921.

Le chiffre de consommation (250.000 tonnes en 1920) indiqué dans le rapport sur les matières premières de la Société des nations nous paraît erroné.

Le *Temps* du 21 novembre 1926. Supplément économique.

à 600.000 tonnes de potasse pure annuellement, c'est-à-dire 20 kilogs à l'hectare au moins. Mais, même dans ce cas-là, vu les grands développements de la production de potasse en Alsace, il resterait encore à la France une grande marge pour l'exportation (1).

Pour protéger les industries nationales de potasse, divers syndicats ont été fondés en Allemagne, en France, en Espagne et aux Etats-Unis, sous le contrôle plus ou moins rigoureux de l'Etat. Une loi allemande du 18 juillet 1919 nationalise l'industrie allemande de potasse.

En France, c'est le 21 novembre 1923 que la Chambre des Députés a voté un projet de loi (qui n'est pas encore voté par le Sénat) qui fixe le régime des mines alsaciennes de potasse séquestrées conformément à l'article 74 du Traité de Versailles.

Cette loi prévoit l'amodiation des mines séquestrées à une société anonyme, pour une durée de soixante-quinze ans, à participation ouvrière, constituée conformément à la législation française en vigueur (2).

Afin d'écarter une concurrence inutile et nuisible

(1) En 1925, la production française de potasse se chiffrait à 310.300 tonnes de potasse pure, dont environ 150.000 tonnes furent exportées.

Annuaire général de la France et de l'Etranger, 1926.

Annuaire statistique de la France, 1925.

En ce qui concerne l'Allemagne, la concentration y fait beaucoup de progrès dans cette industrie. Elle a été facilitée d'ailleurs par un grand emprunt de la potasse à l'étranger. La production totale a été en 1925 de 12.225.117 tonnes de sels bruts, dont 3 millions 1/2 furent exportés (niveau approximatif de 1909). Les demandes de l'industrie s'élèvent à 7,9 % de la quantité totale. Les demandes de l'agriculture continuent à augmenter. — *Le Temps* du 28 mars 1926, Supplément économique.

(2) Les syndicats agricoles y participant avec 50 % du capital, les industriels français élaborant ou consommant des sels de potasse avec 10 %, les sinistrés du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle avec 5 %, le personnel avec 5 %, etc...

aux deux pays, la « Société commerciale des Potasses d'Alsace » et le « Kalisyndikat » ont conclu à Lugano, le 7 mai 1925, un accord provisoire, prévu pour une année et ayant pour objet la répartition entre les deux pays des débouchés et de certains marchés en particulier (Amérique, Suède, Tchéco-Slovaquie). L'accord provisoire avait réservé à l'Allemagne l'approvisionnement des Etats de l'Est (le marché allemand y compris), et à la France ceux de l'Ouest (la France, ses colonies et les protectorats y compris). La quote-part était de 70 % pour l'Allemagne et 30 % pour la France, ce qui correspondrait à l'état du pouvoir de production de deux pays relatifs.

Un accord définitif vient d'être signé à Paris, le 29 décembre 1926, entre le Deutsches Kalisyndikat G.m.B.H., à Berlin, d'une part, et a) la Société commerciale des Potasses d'Alsace, à Mulhouse et à Paris; b) les Mines domaniales de potasses d'Alsace, à Mushouse; c) la Société anonyme des Mines de Kali-Sainte-Thérèse, à Mulhouse, d'autre part. La même répartition subsiste dans le nouvel accord, jusqu'à concurrence d'une quantité globale de 840.000 tonnes de potasse pure (non compris les fournitures particulières à la France et à l'Allemagne). Au-dessus de cette quantité, la France aura droit à un contingentement de 50 %, c'est-à-dire égal à celui de l'Allemagne. Dans le cas où la vente de 840.000 tonnes ne serait pas atteinte au cours de la cinquième année, il est convenu que, en tout état de cause, à partir du début de la sixième année, les quantités dépassant le tonnage annuel le plus élevé réalisé pendant les cinq premières années seraient partagées dans la proportion de cinquante-cinquante.

Cet accord permettra d'augmenter sensiblement la production des mines de potasse d'Alsace, sans risquer que le rythme de la production cesse de correspondre aux besoins de la consommation mondiale. Les deux par-

ties contractantes ont décidé d'ouvrir, à frais et bénéfices communs, dans les divers pays étrangers, des bureaux de propagande et de vente, ce qui prouve une tendance de collaboration à longue échéance.

L'accord tend avant tout à développer la vente, ne recherchant pas le gain dans l'élévation des prix. Il aura donc pour résultat certain un développement de la production agricole dans tous les pays.

Le contrat est conclu pour une durée de dix ans à dater du 1^{er} mai 1926, avec la faculté qu'il pourra être résilié pour la fin de la septième année, avec un préavis de dénonciation d'un an.

Cet accord crée virtuellement le monopole mondial de l'industrie de la potasse.

§ 2. — LE CHARBON

Les production houillères de la France et de l'Allemagne ont subi des changements importants à la suite du Traité de paix. Avant d'aborder l'étude de ceux-ci, qu'il nous soit permis de dire quelques mots sur les conséquences qu'ont subies les houillères françaises, tout particulièrement à la suite de la guerre. Ces conséquences sont, d'ailleurs, le point de départ des clauses du Traité relatives au charbon.

La France a eu sa production nationale profondément bouleversée pendant la guerre. Les bassins du Nord et du Pas-de-Calais, qui représentaient en 1913 près des deux tiers de la production totale, tombèrent en grande partie aux mains de l'ennemi. Les mines sinistrées, dont la production d'avant guerre représentait près de la moitié de la production totale du pays (18.662.360 tonnes en 1913, sur 40.844.000 tonnes), étaient en 1919 presque complètement hors d'état de produire. Les quantités extraites durant cette année se réduisaient à 585.861 ton-

nes c'est-à-dire la trente-deuxième partie du chiffre de 1913 (1).

L'œuvre de reconstruction des houillères détruites s'est opérée avec un élan vigoureux contre toutes prévisions.

Dans le rapport présenté à la Chambre des Députés sur la proposition de loi portant l'approbation du Traité de Versailles, M. L. Dubois émet l'opinion qu'il est douteux que la production française des houillères détruites puisse atteindre son niveau de 1913 avant dix ans.

Comme on verra dans le tableau suivant, cette production a déjà retrouvé son niveau d'avant guerre en 1925.

	Production mensuelle du Nord (2)	Production mensuelle du Pas-de-Calais (2)
1913..	568.000 tonnes ou 100 %	987.000 tonnes ou 100 %
1919..	18 %	moins de 1 %
1920..	40 %	10 %
1921..	62 %	32,5
1922..	67 %	36 %
1923..	85 %	60 %
1924..	100 %	83 %
1925..	642.022 tonnes ou 114 %	927.849 tonnes ou 94 %

(1) Bureau international du Travail. *Op. cit.*, tome III.

(2) *Le Temps* du 2 novembre 1926. Suppl. économique.

Nord et Pas-de-Calais
(Lignite non compris)

	Tonnes	Indices
1913.....	27.389.000	100
1914.....	15.538.867	56,7
1915.....	7.382.292	27
1916.....	8.195.025	29,9
1917.....	11.450.463	41,8
1918.....	7.926.903	28,9
1919.....	7.883.728	28,8
1920.....	9.711.059	35,5
1921.....	13.629.238	49,8
1924 (2).....	25.646.500	92

Tot. gén. (lign. n. comp.) (1)
(Moselle non comprise)

	Tonnes	Indices
	40.051.000	100
	26.840.911	67
	18.855.544	47,1
	20.541.595	51,3
	27.757.411	69,3
	24.941.182	62,3
	19.035.487	47,5
	21.088.730	52,7
	24.620.959	61,5
	38.742.000 (3)	96,7

Production de lignite (op. cit.) :

Années	Tonnes	Indices
1913.....	793.330	100
1914.....	687.198	86,6
1915.....	677.388	85,4
1916.....	768.478	96,9
1917.....	1.157.996	146
1918.....	1.311.901	166,1
1919.....	894.894	112,8
1920.....	967.835	122

(1) Bureau international du Travail. Enquête sur la production, Tome II.

(2) Le Temps du 2 novembre 1926, Suppl. écon.

(3) Bulletin mensuel de statistique de la Société des Nations, mai 1926.

En ce qui concerne l'Allemagne, elle a été assez sensiblement atteinte dans la production houillère en conséquence des remaniements territoriaux en vertu du Traité de Versailles, à la suite de la perte de la Sarre, de la Lorraine, et notamment de la Haute-Silésie.

Pour s'en rendre compte, il y aurait deux façons de procéder. Tout d'abord, on pourrait s'en référer aux statistiques de 1920 et de 1921. Mais ces statistiques ne sont pas d'une précision impeccable. Et d'autre part les années 1920 et 1921 ont été des années durant lesquelles sévissait un profond marasme économique dans lequel le monde entier a été entraîné par la guerre, et particulièrement pour le charbon, à la suite de la fermeture des fabriques de munitions qui consommaient une forte quantité de charbon. Le vrai système consisterait à se baser sur la situation de 1913, la dernière année normale de la production.

En vertu de la répartition de la Haute-Silésie entre l'Allemagne et la Pologne, à la suite de la décision de la Conférence des Ambassadeurs en date du 20 octobre 1921, la Pologne a acquis 31.751.000 tonnes (1), de houille du bassin haut-silésien (73,1 %) sur la base de la production de 1913. Addition faite d'environ 1/2 million de tonnes de houille de la petite enclave Hultschin

(1) Nous avons obtenu ce chiffre en déduisant le chiffre de la production houillère polonaise (sans tenir compte de la Haute-Silésie), de celui relatif à la production de la Pologne dans ses limites actuelles, mais sur le pied de 1913. — Société des nations. Bulletin mensuel de statistique, mai 1926. — Le pourcentage du partage indiqué dans le rapport sur les matières premières de la Société des Nations (75,9 % et 24,1 %) ne nous paraît pas être tout à fait exact.

(mine « Petershofen ») cédée à la Tchéco-Slovaquie, les pertes allemandes s'élèvent à 32.251.000 tonnes, et il ne reste plus à l'Allemagne que 11.184.000 tonnes du bassin de la Haute-Silésie (25,7 %) (1).

L'Allemagne a donc subi les restrictions suivantes :

(En millions de tonnes)

Du fait de la perte de la Haute-Silésie.	32.251.000
— — — — — la Sarre (2)	13.217.000
— — — — — la Lorraine (2)	3.796.000
Total	49.264.000
soit une perte de 25,9 %.	

Par conséquent, il resterait dorénavant à l'Allemagne sur la base de 1913, une production annuelle de 140.845.000 tonnes de charbon.

Mais aux termes du Traité de Paix, l'Allemagne s'est engagée à livrer annuellement aux différentes puissances, sur leur demande, une certaine quantité de charbon.

L'Allemagne devrait livrer pendant dix ans à la

(1) Sur les 67 mines de l'ensemble des dépôts houillers de la Haute-Silésie réparties sur tout le territoire haut-silézien, il en est revenu 51 à la Pologne, ce qui fait 82 % de la houille haute-silézienne. Mais l'Allemagne conserve une proportion plus grande de mines mises en valeur. — Décoret. La question de la Haute-Silésie. — Les chiffres concernant la production houillère haute-silézienne et sa répartition entre la Pologne et l'Allemagne — généralement sans références aux sources — ne sont pas exacts dans la thèse de M. Décoret.

Sur les 18 cokeries haute-siléziennes la Pologne a reçu 10 produisant environ la moitié de l'ensemble de la production de la Haute-Silésie. — Les fabriques de briquettes sont situées principalement en territoire polonais également, qui en contiennent quatre sur cinq.

Décoret : *op. cit.*

(2) Bureau International du Travail. Enquête sur la production. Tome II.

France une quantité annuelle de charbon « égale à la différence entre la production annuelle, avant la guerre, des mines du Nord et du Pas-de-Calais détruites du fait de la guerre, et la production du Bassin couvert par ses mines pendant l'année envisagée. Cette dernière fourniture sera effectuée pendant dix ans et ne dépassera pas 20 millions de tonnes par an pendant les cinq premières années et 8 millions de tonnes par an pendant les cinq années suivantes ». (§ 2 de l'annexe V de la partie VIII). « Le charbon à fournir en remplacement des mines détruites sera fourni par priorité sur toute livraison » (§ 10 de l'annexe V citée) (1).

En outre, comme partie des paiements pour la réparation l'Allemagne doit faire des livraisons suivantes de charbon en nature (§§ 2, 3, 4, 5 de l'annexe V citée) :

a) A la France, 7 millions de tonnes par an pendant dix ans.

b) A la Belgique 8 millions de tonnes par an pendant dix ans.

c) A l'Italie, les quantités maxima annuelles ci-après :

Juillet 1919 à Juin 1920 : 4 millions et demi de tonnes;

Juillet 1920 à Juin 1921 : 6 millions de tonnes;

Juillet 1921 à Juin 1922 : 7 millions et demi de tonnes;

Juillet 1922 à Juin 1923 : 8 millions de tonnes;

Juillet 1923 à Juin 1924 : 8 millions et demi de tonnes.

(1) Les dispositions du § 2 de l'annexe citée ont provoqué un certain émoi dans l'opinion publique italienne. Car en vertu du § 2 en liaison avec le § 10 de la même annexe, la France recevra ses 20 millions de tonnes avant que l'Italie ne touche quoi que ce soit. La presse italienne prétendait que cette clause fut insérée en l'absence à Paris des délégués italiens. (*Cf. Corriere della Serra* du 19 juillet 1919.)

Et pendant chacune des cinq années suivantes : 8 millions et demi de tonnes.

d) Au Luxembourg, si demande en est faite, une quantité annuelle de charbon égale à la consommation de charbon faite annuellement pendant la guerre par le Luxembourg.

Les alliés et associés intéressés peuvent demander la livraison de coke métallurgique en remplacement de charbon, à raison de 3 tonnes de coke par 4 tonnes de charbon (§7 de l'Annexe citée).

Tout cela ferait annuellement environ 25 millions de tonnes, en moyenne, pour les cinq premières années. Si on y ajoute 20 millions dûs en réparation des dommages causés aux mines françaises et qui est un maximum, les exportations totales du charbon que l'Allemagne s'est engagée à livrer annuellement aux Alliés comme maximum s'élèverait donc à environ 45 millions de tonnes pendant les premiers cinq ans et 34,5 millions de tonnes pour le reste. Mais le Traité autorise la Commission des Réparations de différer ou annuler les livraisons si elle considère qu'elles sont de nature à peser d'une façon excessive sur les besoins inindustriels allemands (§10 de l'annexe V, à la partie VIII) (1).

Cette partie du Traité de Paix fut assez sévèrement critiquée par M. L. Dubois dans son rapport présenté à la Chambre des Députés au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi tendant à approuver le Traité. M. E. Dubois trouve le texte des parties VIII et IX mal ordonné, généralement peu clair, témoignant d'une rédaction hâtive et mal concertée entre les représentants des puissances intéressées. M. Dubois trouve également bien insuffisantes les obligations imposées à

(1) Cette clause fut l'objet de critiques sévères dans l'opinion publique française pour des raisons facilement compréhensibles.

l'Allemagne par l'annexe V de la Partie VIII. D'après lui les 7 millions de tonnes que l'Allemagne doit livrer annuellement à la France sont bien peu en rapport au déficit annuel français de 20 à 24 millions de tonnes. Mais ici il paraît que M. Dubois n'a pas pris en considération l'extraction annuelle dont la France disposera désormais dans la Sarre et qui s'élève à plus de 13 millions de tonnes (à la base de 1913). D'autre part, « le Traité n'envisage », continue M. Dubois dans son rapport, « la compensation que pour la période qui suivra la mise en vigueur du dit Traité. Or, avant l'application de cette clause qui ne pourra commencer qu'après la mise en vigueur du Traité, cinq années se seront écoulées pendant lesquelles les mines sinistrées n'auront pas produit, nous causant de ce fait des dommages énormes directs et indirects obligés que nous avons été et que nous sommes encore de payer un prix exorbitant le charbon que nous avons été et que nous sommes encore dans l'obligation d'importer ».

Les prévisions de M. Dubois, concernant l'application du paragraphe 2 de l'annexe V étaient trop pessimistes. Les faits ultérieurs les ont démenties, car la France a pu conclure immédiatement, même avant l'entrée en vigueur du Traité, des arrangements spéciaux pour la livraison du charbon, comme on le verra plus loin.

Toutefois, les objections de M. Dubois sont tout à fait justifiées quand il reproche aux négociateurs de la Paix de n'avoir pas exigé les livraisons de charbon que pour la période qui suivra la mise en vigueur du Traité. En effet, ni l'Armistice ni ses renouvellements successifs ne prévoyaient pas la livraison du charbon, bien qu'on y vît figurer des clauses analogues. L'Allemagne n'était donc tenue d'aucune obligation sur ce point avant la mise en vigueur du Traité, au moment où la Commission des Réparations aura commencé à fonctionner. Encore, celle-ci était-elle tenue à un préavis de 120 jours.

Mais retournons aux pertes allemandes.

Si la Partie VIII du Traité avait été exécutée à la lettre, et si les Alliés avaient fait intégralement usage du droit que le Traité leur avait conféré, les pertes de l'Allemagne relatives à sa production houillère auraient été les suivantes :

D'abord les 49,3 millions de tonnes (en chiffre rond) dûes aux pertes territoriales de la Haute-Silésie, de la Sarre et de la Lorraine; pertes durables. Ensuite, 45 millions de tonnes environ que l'Allemagne s'est engagée à livrer annuellement aux Alliés pendant les premiers cinq ans et 34,5 millions pour le reste ; pertes passagères. Si l'on tient compte des facteurs énoncés plus haut on arrive premièrement au chiffre rond de 140,8 millions de tonnes représentant la production allemande possible d'après-guerre sur la base de 1913. Mais, pour avoir le chiffre de la production nette et disponible, il faut encore déduire 10 % de la consommation houillère dans les mines, ce qui fait 126,8 millions de tonnes. D'autre part, si l'on déduit aussi les prestations en nature que l'Allemagne est obligée de livrer aux Alliés annuellement, on peut conclure que l'Allemagne après le Traité de Versailles ne pourra disposer à l'avenir que de 81,8 millions de tonnes pendant les premiers cinq ans et de 92,3 millions de tonnes pendant les cinq années suivantes. Cette période écoulée, les 126,8 millions de tonnes lui resteront complètement libres.

Et quelle est sa consommation nette annuelle?

Du tableau donné au début il ressort que déduction faite du lignite, la consommation annuelle de l'Allemagne s'élève à environ 156,2 millions de tonnes. Ici aussi, il faut retrancher 10 % du total de la production annuelle de houille, représentant la consommation dans les mines, ce qui fait 137 millions de tonnes. Mais cette consommation nette est nécessairement moindre par suite des

pertes territoriales. Et M. Keynes (1) prétend que les estimations les plus excessives ne peuvent pas compter cette diminution pour plus de 29 millions de tonnes. Par conséquent, l'Allemagne d'après-guerre ne pourra disposer pendant les premiers dix ans que de 81,8 millions respectivement de 92,3 millions de tonnes et dix ans passés de 126,8 millions de tonnes, c'est-à-dire sa production houillère nationale, consommation dans les mines déduite, en face d'un total de consommation nette annuelle s'élevant à 108 millions de tonnes.

Et si l'Allemagne se voyait contrainte d'exécuter à la lettre et jusqu'au bout les dispositions de l'annexe V au chapitre des réparations, la situation houillère de l'Allemagne se dessinerait comme très difficile. Non seulement l'Allemagne, dans ce cas-là, ne pourrait plus exporter de charbon, mais il lui faudrait en importer.

Mais en réalité, pour des raisons d'ordre économique et politique, les livraisons de l'Allemagne n'ont jamais atteint le maximum prévu par le Traité qui était d'environ 3.400.000 tonnes par mois, au début.

Le 25 décembre 1918, un protocole fut signé à Luxembourg en vue d'assurer la fourniture du charbon et du coke aux industries métallurgiques de la Lorraine par anticipation, et sans attendre la ratification du Traité de Paix. Ce protocole imposait à l'Allemagne la fourniture d'un tonnage quotidien de coke métallurgique de 441.000 tonnes par mois, à répartir entre la Sarre et le Luxembourg. Ce chiffre représentait une certaine proportion (62 %) du tonnage expédié en 1913 (780.000 tonnes par mois) par la Westphalie à destination des mêmes régions.

(1) « Les conséquences économiques de la paix ». — Certains écrivains prétendent que M. Keynes a sous-estimé de 8 millions de tonnes la consommation annuelle des régions détachées de l'Allemagne. (V. Olivier : « La politique du charbon ».)

Après la signature du Traité de Versailles, mais avant même de son entrée en vigueur, à la suite des négociations et du protocole signé à Versailles avec les Allemands le 29 août 1919, la Commission Européenne des Charbons (créée le mois précédent par le Conseil économique suprême interallié) décida que « l'Allemagne dans les six mois qui suivront, fera des livraisons de 20 millions de tonnes qui remplaceront les 43 millions prévus par le Traité. Si la production totale de l'Allemagne dépasse le niveau actuel qui est actuellement de 108 millions par an, 60 % de la production supplémentaire, jusqu'à 128 millions, et 50 % de tout supplément jusqu'au total fixé par le Traité de Paix seront livrés à l'Entente. Si la production totale tombe à moins de 108 millions, l'Entente examinera la situation et en tiendra compte après avoir entendu l'Allemagne ». Les clauses de ce protocole furent confirmées et maintenues par la Commission des Réparations le 26 janvier 1920. Ensuite, pour le premier trimestre de 1920, la Commission des Réparations réduisit ces réclamations à 1.060.000 tonnes par mois et au cours du second trimestre à 1.550.000 tonnes. En réalité, pendant ce trimestre, l'Allemagne ne livra que 770.000 tonnes par mois.

Pourtant l'Allemagne avait des disponibilités suffisantes pour fournir aux Alliés les contingents exigés, puisqu'elle livrait 35 mille tonnes par mois à la Suisse, et elle avait livré à la Hollande pendant le premier semestre 1920 : 627.707 tonnes de houille crue et 135.675 tonnes de coke, soit 808.607 tonnes de houille au total, contre respectivement 264.210, 70.186 et 357.991 tonnes pendant le premier semestre 1919. D'autre part, l'Allemagne elle-même avait couvert ses besoins jusqu'à concurrence de 79 % alors que l'insuffisance de livraisons de charbon allemand ne permettait à la France que de couvrir 59 % des siens. Le marasme de l'industrie allemande, de la tourbe et du lignite qui sévissait à cette époque

montrait bien que l'Allemagne ne manquait pas de charbon autant qu'elle le prétendait devant l'opinion publique mondiale.

A la suite de l'accord de Spa (le 16 juillet 1920), les livraisons furent fixées à 2 millions de tonnes (dont 1 million et demi furent attribués à la France) par mois pendant six mois à dater d'août 1920 en échange d'une avance accordée par les Alliés. Au cours des six mois qui suivirent, l'Allemagne exécuta presque complètement l'accord de Spa. A son expiration la Commission des Réparations réclama mensuellement une quantité de 2.200.000 tonnes. Mais les prestations réelles de l'Allemagne étaient très au-dessous, variant autour de 1.500.000 tonnes. Les Alliés y consentirent tacitement, car à ce moment la reconstruction des mines détruites progressant rapidement, les Alliés n'eurent plus besoin de charbon, d'autant plus que la France et la Belgique souffraient à ce moment d'une crise des industries métallurgiques.

Cette situation difficile de l'Allemagne, M. J.-M. Keynes, éminent économiste anglais, l'a exposée dans deux de ses livres (1), qui sont un réquisitoire sévère

(1) J.-M. Keynes : *Les Conséquences économiques de la Paix*.

MM. S. Osborne et F. Nitti (ancien président du conseil italien) reprennent, dans une série de leurs ouvrages d'après-guerre, presque les mêmes arguments économiques dans leur critique, fort injustifiée d'ailleurs, du Traité de Versailles.

J.-M. Keynes : *Nouvelles considérations sur les conséquences de la paix*.

Les chiffres relatifs aux quantités de charbon livré et cités par M. Keynes sont en contradiction formelle avec ceux du rapport officiel sur les travaux de la Commission des Réparations.

Voir notre appendice.

Aux livres de M. Keynes ont répondu en France MM. R. Georges-Lévy (*La juste paix*) et H. Brenier (*Le Traité de Versailles et le problème des Réparations*).

contre le Traité de Versailles.. En somme M. Keynes a reproduit fidèlement les indications contenues dans « *Bemerkungen d. deutschen Delegation z. d. Friedensbedingungen* » sans avoir vérifié les allégations qui s'y trouvent, d'où proviennent toutes ses erreurs.

M. Keynes prétend (1) que l'Allemagne à l'avenir ne pourra plus disposer, en conséquence du Traité, que d'une production houillère annuelle de moins de 100 millions de tonnes qui est ramenée par suite de l'hypothèque des Alliés à 60 millions, tout cela en face d'une consommation annuelle de 110 millions de tonnes. Il en résulterait, d'après M. Keynes, des graves perturbations économiques pour l'Allemagne, en premier lieu, pour l'Europe septentrionale, la Suisse et l'Autriche ensuite, qui, tirant en grande partie leur charbon de l'excédent exportable de l'Allemagne, seraient nécessairement privées de toute ressource.

Tout d'abord, les chiffres de M. Keynes sont incertains et arbitraires. Du fait des pertes territoriales, comme nous venons de le démontrer, l'Allemagne voit sa production diminuée de 50 millions de tonnes et non de 60,8 millions comme voudrait M. Keynes qui fait entrer dans son calcul toute la production annuelle de la Haute-Silésie (43.800.000) (2) et non les 73,1 % seulement revenus à la Pologne. D'autre part, M. Keynes a pris comme base de ces chiffres la production allemande de 1918 qui était, en raison des troubles politiques, économiques et sociaux, une année extraordinaire et vraiment peu apte à être point de départ et la base d'un pareil

(1) *Les Conséquences économiques de la Paix.*

(2) Elle est, en réalité, de 43.435.000 tonnes, comme nous l'avons vu.

calcul. Or, faisant cette double erreur (1) il est arrivé — et nous prenons ses propres chiffres pour base — à cette

(3) M. Keynes rectifie le chiffre relatif à la Haute-Silésie et dans son second livre (*Nouvelles considérations sur les conséquences de la Paix*) reconnaît le chiffre de 115 millions de tonnes comme production annuelle nette de l'Allemagne, chiffre qui est encore et toujours bien au-dessous de la réalité, comme nous le démontrons ci-dessus. D'ailleurs, le chiffre de 15 millions de tonnes que M. Keynes attribue à l'Allemagne à la suite du partage de la Haute-Silésie, ne correspond pas à la réalité (voir page 108). — De même, par exemple, M. Keynes a commis une grave erreur dans sa note au bas de la page 76 de son livre *Les Conséquences économiques de la Paix*, en prétendant que la consommation houillère d'avant-guerre de la Pologne ne s'élevait qu'à 10.500.000 tonnes, dont seulement 1.500.000 seraient importées de la Haute-Silésie, voulant avec cela prouver que la Pologne n'a pas besoin de la Haute-Silésie. M. Keynes, dans son second livre (*Nouvelles considérations sur les conséquences économiques de la Paix*) donne une rectification qui ne rectifie rien. (M. Keynes cite presque toujours les chiffres sans référence aux sources, ce qui rend singulièrement difficile la lecture et le contrôle de ses affirmations.) Il dit qu'il avait pensé à la consommation d'avant-guerre de la Pologne d'avant-guerre. C'est une différence énorme. D'autre part, le terme « la Pologne d'avant-guerre » est très vague. Si M. Keynes pense à la Pologne dans ses limites actuelles mais sans les territoires ayant appartenu à l'Allemagne, il commet une erreur en prenant cette « Pologne d'avant guerre » pour étalon. Car, avec l'attribution à la Pologne des territoires ayant appartenu à l'Allemagne, les besoins de la consommation se sont accrus, et cela juste dans la même proportion et pour les mêmes quantités que ceux de l'Allemagne ont diminué. Et si ces territoires appartenant autrefois à l'Allemagne étaient ravitaillés en charbon par la Haute-Silésie à ce moment-là, il faut qu'ils continuent à être ravitaillés par la Haute-Silésie sous la souveraineté polonaise aussi. Si, d'autre part, M. Keynes pensait, sous la notion de « Pologne d'avant guerre » à la Pologne dans ses limites actuelles (sans la Haute-Silésie), dans ce cas-là il se trouve en contradiction formelle quant à ses chiffres avec le rapport sur les matières premières de la Société des Nations, qui dit que, sur la consommation totale de 19,4 millions, la Pologne tirait en

conséquence « désastreuse », du Traité de Paix que l'Allemagne aura à l'avenir une quantité disponible annuelle de 5 millions de tonnes représentant l'excédent de sa production nette sur sa consommation nette qui est en réalité moindre; elle s'élève comme nous l'avons démontré à 108 millions de tonnes). Les 40 millions de tonnes sur 126,8 millions de tonnes représentant la production nationale nette de l'Allemagne d'après-guerre et qui ne sont chez M. Keynes que 115 millions (rectifiés) sont hypothéquées par les Alliés, et l'Europe septentrionale, la Suisse et l'Autriche vont rester sans charbon, dit M. Keynes. Il faut constater tout de suite que si les pays cités ne trouvent plus de charbon désormais en Allemagne, ils en trouveront ailleurs, c'est-à-dire là où il se trouve actuellement. Car les mines n'ont pas disparu en conséquence du Traité, elles ont passé seulement d'un maître à l'autre. Quant à l'« hypothèque » elle est imposée — et pour cause — mais pour une courte période passagère de dix ans seulement et dont le chiffre annuel maximum ne représente que 14 % de la production allemande de 1913 en houille et lignite et 18 % de la production nationale de l'Allemagne d'après-guerre (1).

1913 de la Haute-Silésie 7 millions de tonnes de houille (et non 1.500.000, comme voudrait M. Keynes), ce qui fait presque la totalité du charbon importé en 1913 (près de 9 millions, ou 35 % de sa consommation annuelle. D'autre part, la Pologne ne possédait pas de charbon propre à la production du coke, et c'est uniquement en Haute-Silésie qu'elle pouvait s'en procurer. Tout cela prouve avec quelle partialité et quel manque de précision scientifique M. Keynes procède quand il s'agit d'aboutir artificiellement à un but voulu et proposé d'avance.

(1) M. André Tardieu dit avec justesse, dans son livre *La Paix*, qu'aucune des clauses du Traité de Versailles ne ressemble aux dispositions draconiennes que l'Allemagne avait imposées en 1918 à la Russie par la paix de Brest-Litovsk; à la Roumanie par la paix de Bucarest, dispositions, dit M. Tardieu, dont leurs auteurs ont publiquement déclaré qu'elles n'étaient rien à

Comme nous venons de le démontrer, ces prestations passagères en charbon n'ont jamais atteint le maximum prévu par le Traité, ce qui était à prévoir d'ailleurs (1).

côté de celles que l'Allemagne victorieuse réservait aux puissances occidentales.

Tandis que les Alliés, à qui la guerre à coûté plus de 1.000 milliards, c'est-à-dire 350 milliards de dommages aux biens et aux personnes et 700 milliards représentant les dépenses de guerre proprement dites (estimation de M. Tardiu), réclamaient à l'Allemagne 132 milliards (décision de la Commission des Réparations du 30 avril 1921), certaines clauses du Traité de Bucarest obligeaient la Roumanie, de 1919 à 1926, à livrer à l'Allemagne tous ses excédents et à céder à une Société contrôlée par le gouvernement allemand le droit d'exploiter pendant 99 ans toutes ses sources de pétrole. Les traités de l'Allemagne avec la Pologne, la Finlande et l'Ukraine, contenant des clauses analogues.

(1) En effet, pour la première année de livraison (11 janvier 1920—31 janvier 1921), les quantités prévues au traité se montaient à 41.108.161 tonnes ; les quantités demandées par la Commission des Réparations ont été seulement de 26.809.350 tonnes, et les quantités livrées (tenant compte des livraisons effectuées depuis le 1^{er} septembre 1919) s'élevèrent à 19.476.480 tonnes. Les livraisons furent donc inférieures de 21.631.681 tonnes à la quantité totale prévue au Traité, et de 7.332.870 tonnes à la quantité demandée.

Pour les livraisons de la seconde année (1^{er} février 1921—31 janvier 1922), la situation n'a pas été très différente. La quantité prévue au Traité était de 37.541.971 tonnes ; celle notifiée dans les programmes s'élevait à 26.400.000 tonnes, et celle réellement livrée se montait à 18.077.980 tonnes, soit une livraison inférieure de 19.463.991 tonnes à la quantité spécifiée dans le Traité et de 8.322.000 tonnes à la quantité demandée. — Rapport sur les travaux de la Commission des Réparations. Tome I. — Voir notre Appendice

Pour les années suivantes, nous n'avons pu obtenir des données officielles quant aux livraisons du charbon de la part de l'Allemagne. A la Commission des Réparations, où nous nous sommes rendus, on nous a dit qu'en dehors du rapport officiel cité ci-dessus, tous les autres chiffres sont confidentiels. Il est évident que les livraisons de l'Allemagne devaient être de nou-

Au fur et à mesure de la progression rapide de la reconstruction des stocks houillers des Alliés, de la France en particulier (1), le besoin de charbon s'est fait sentir de moins en moins. Et même si l'Allemagne avait été astreinte à livrer annuellement les quantités maxima prévues par le Traité, nous n'y aurions pas vu une « conséquence désastreuse » du Traité. Il y avait avant la guerre des pays dont la production nationale houillère était fort au-dessous des besoins de leur consommation, la France ou l'Italie par exemple. Et personne ne s'est élevé contre cette situation « désastreuse » des pays respectifs. Pourquoi M. Keynes voudrait-il créer une situation exceptionnelle et privilégiée pour l'Allemagne d'après-guerre ? D'ailleurs l'article 90 du Traité ne donne-t-il pas à l'Allemagne la faculté de s'approvisionner en charbon dans la Haute-Silésie polonaise pour pouvoir faire face à ses besoins passagers et extraordinaires d'après-guerre ?

D'autre part, nous avons déjà fait ressortir la maladresse que M. Keynes commet en prenant l'année 1918 comme base-étalon de la production allemande de houille. Depuis lors l'Allemagne a reconstitué rapidement sa production nationale, ce qui était également à prévoir. Si cette progression continue dans la même proportion, sa production houillère de 1926 (l'Allemagne calculée dans ses limites actuelles) aura dépassé celle de 1913. Et la

veau, en 1922, très au-dessous des quantités demandées, puisque la France et la Belgique se virent obligées d'occuper la Ruhr.

A la suite de l'acceptation du plan Dawes, les prestations en nature sont soumises au cadre général du paiement prévu par le plan cité. Comme organe compétent pour fixer les programmes des livraisons, à la Commission des Réparations est attaché dorénavant un Comité spécial qui est composé de l'agent des paiements et des représentants des cinq puissances alliées et associées.

(1) En 1924, la production houillère française (Sarre non comprise) dépassait déjà celle de 1913 (la Lorraine comprise dans la production de 1913).

chose la plus curieuse, M. Keynes a complètement négligé, volontairement ou involontairement, l'importance de l'imposante production du lignite allemand.

Pour compenser leurs pertes houillères, les Allemands se sont tournés vers le lignite et ils ont augmenté leur production dans de très fortes proportions.

Années	Production de la houille en tonnes métriques (1)	Production du lignite en tonnes métriques (1)	Rapport de la production du lignite à la production houillère en %
1913 ..	190.109.000	87.233.000	45,89
1914 ..	161.385.000	83.694.000	51,86
1915 ..	146.868.000	87.948.000	59,88
1916 ..	159.170.000	94.180.000	59,17
1917 ..	167.747.000	95.543.000	56,96
1918 ..	161.222.000	100.599.000	62,40
1919 (2)	116.707.000	93.648.000	80,24
1920 (3)	131.341.000	111.880.000	85,18
1921 (3)	136.218.000	123.004.000	90,30
1922 (4)	119.145.000	137.159.000	115,13
1925 (4)	132.729.000	139.790.000	105,31

Nous voyons que l'Allemagne dont la production d'avant-guerre de lignite n'atteignait même pas la moitié de sa production annuelle de houille a réussi quant au lignite à dépasser de beaucoup depuis 1922 sa production nationale houillère en atteignant en 1925 un chiffre-record mondial inouï de 139.790.000 tonnes (5).

(1) Bureau International du Travail. Enquête sur la production, tome II.

(2) A partir de 1919, sans l'Alsace-Lorraine.

(3) A partir de 1920, sans les bassins de la Sarre et du Palatinat.

(4) Les chiffres relatifs aux années 1922 et 1925 sont extraits du Bulletin mensuel de statistiques de la Société des Nations, mai 1926, et calculés d'après l'Allemagne dans ses limites actuelles.

(5) En ce qui concerne les mines de lignite, les modifications territoriales n'ont joué aucun rôle.

Si certaines qualités de lignite atteignent les 30 % du pouvoir calorifique de la houille, le lignite reste néanmoins un combustible fort utilisable, d'autant plus qu'en Allemagne le chauffage des fours Martin est souvent fait avec des lignites, et nous pouvons affirmer qu'avec sa production formidable de lignite l'Allemagne se trouve largement en mesure de compenser le déficit éventuel en houille qui résulterait des obligations imposées à l'Allemagne par l'annexe V à la Partie VIII du Traité. Si M. Keynes avait voulu s'en rendre compte à l'heure où il écrivit ses livres, il aurait dû certainement le reconnaître ne pouvant évidemment prétendre qu'environ 20 millions de tonnes de houille livrées aux Alliés ne pouvaient être facilement compensées par environ 100 millions de tonnes de lignite de la production nationale allemande.

Nous avons évalué la production houillère nette de l'Allemagne d'après-guerre à 126,8 millions de tonnes dont 45 respectivement 34,5 millions étaient hypothéquées pendant les premiers dix ans, au moins en théorie. En réalité cette hypothèque était, comme nous l'avons vu, de 19.476.480 tonnes en 1920 et de 18.077.980 tonnes en 1921.

Dix ans écoulés, l'Allemagne aura une quantité disponible nette de 126,8 millions de tonnes en face d'une consommation nette de 108 millions. Mais cinq ans après la dixième année écoulée, en 1935, c'est la question de la Sarre qui, sauf imprévu (1), va se poser. Il n'est pas fort improbable que la majorité de la population ne se

(1) A titre d'information, nous notons ici qu'au moment où nous écrivons ces lignes, il est question, dans la presse mondiale, de la rétrocession anticipée de la Sarre à l'Allemagne comme conséquence de la politique de rapprochement franco-allemand, inaugurée à Thoiry, au cours du premier contact direct important des représentants des deux pays, MM. Briand et Stresemann. Cette version n'est jusqu'à présent ni confirmée ni infirmée officiellement.

prononce pour l'Allemagne. De l'aveu même de M. Clémenceau à la Conférence de la Paix, sur plus de 700.000 habitants, il n'y avait environ que 150.000 Français. Dans ce cas-là, si nous tenons compte de 10 % de la consommation dans les mines et dans l'industrie locale (1), après 1935, sauf imprévu, nous le répétons, il se pourra très facilement que l'Allemagne dispose d'un supplément de 12,9 millions de tonnes nets, ce qui élèverait sa production nette annuelle de houille à environ 139,7 millions (sur la base de 1913) en chiffres ronds, en face d'une consommation nette d'alors de 112 millions de tonnes (2).

Ses pertes ne sont pas graves.

Car, si l'Allemagne perd en Haute-Silésie et en Lorraine, environ 36 millions de tonnes de houille, sa consommation diminue également de ce chef, la Lorraine consommant plus qu'elle ne produit.

L'Allemagne reste une grande puissance houillère, et elle pourra toujours largement subvenir à ses propres besoins houillers. Sur la base de 1913, il lui reste encore une production annuelle d'environ 140,8 millions de tonnes de houille, qui pourraient s'élever, avec le retour éventuel de la Sarre, à 154 millions en chiffres ronds (contre 190,1 millions dans ses anciennes limites), donc une perte de 25,9 % respectivement de 18,9 %.

(1) La consommation locale de la Sarre en total est de 5,4 millions de tonnes. — Comité des Forges. La métallurgie et le Traité de Paix, 1919. — La Lorraine consommait 11 millions de tonnes.

(2) Pour la partie du territoire revenue à l'Allemagne, celle-ci aura la faculté de racheter les mines dudit territoire, mais à charge pour elle de fournir à la France la quantité de charbon correspondante justifiée par les besoins industriels et domestiques. Un arrangement établi par le Conseil de la Société des Nations fixera les quantités de charbon et la durée du contrat, ainsi que les prix. — Partie III, Section IV, annexe, § 37 du Traité de Versailles.

Sans tenir compte de ses livraisons temporaires en nature, l'Allemagne dispose, après le Traité de Versailles, d'une production annuelle nette de 126,8 millions de tonnes, et, en cas de retour de la Sarre, ce chiffre s'élève à 139,7 millions (contre 171 millions d'avant guerre), en face d'une consommation nette de 108 millions respectivement 112 millions de tonnes, contre 137 millions d'avant guerre, toujours sur la base de 1913. L'Allemagne pourra disposer encore, à l'avenir, après le Traité, d'une faculté d'exportation nette de 18,8 millions de tonnes respectivement de 27,7 millions de tonnes, contre 34 millions d'avant guerre. Donc, une perte de 44,7 % respectivement de 18,5 %. Si les conséquences du Traité de Versailles sur la production houillère de l'Allemagne étaient sensibles quant à la faculté d'exportation, elles n'étaient pas très graves quant à sa production. L'Allemagne occupe toujours le deuxième rang parmi les pays producteurs du charbon en Europe, et le troisième rang du monde après les Etats-Unis et l'Angleterre. Pour ce qui est de la production du lignite, l'Allemagne reste première productrice du monde, laissant loin derrière elle tous les autres pays, produisant en 1925, à elle seule, 76,7 % de la production universelle (contre 67,8 % en 1913) (1).

(1) En avril 1925, a été renouvelé le fameux Ruhr Kohle A.G., dont le contrat est valable jusqu'au 31 mai 1930, groupant les principales exploitations houillères. Elle est dirigée contre la concurrence du charbon anglais et a pour but d'imprimer à l'industrie houillère allemande une politique d'ensemble conforme à la situation du marché international.

D'après l'Annuaire statistique de la France (1925), l'Allemagne, en 1923, ne consommait que 78,1 millions de tonnes de houille et 119,7 millions de lignite ; mais c'est l'année de l'occupation de la Ruhr.

En 1922, la consommation était de 112,9 millions pour la houille et 139,3 pour le lignite.

Les bénéficiaires des pertes houillères de l'Allemagne étaient la France et la Pologne.

La France s'est enrichie des mines de la Lorraine, qui représentent 9,4 % de sa production d'avant guerre, et de la Sarre. Sur la base de 1913, elle produit maintenant, la Lorraine comprise, 43.847.000 tonnes de houille. Mais, au point de vue strictement charbonnier, c'est plutôt une perte qu'un gain. Car la Lorraine consomme beaucoup plus de houille qu'elle n'en produit, étant donné son imposante métallurgie. En 1913, elle a consommé environ 11 millions de tonnes, ce qui fera, addition faite de 64,8 millions de la consommation française d'avant guerre et l'accroissement de l'activité industrielle après la guerre, un total de 77 millions de tonnes en face d'une production de 43,8 millions. Avant la guerre déjà, les disponibilités pour la consommation excédaient la production d'environ 24 millions de tonnes. Avec le retour de la Lorraine, ce déficit s'élève à environ 33 millions de tonnes. Mais, avec le développement de l'industrie, il atteindra probablement 40 millions de tonnes (1). La production nette des mines de la Sarre couvrira à peine le cinquième de ce déficit (2). Et après 1935, on est en pleine incertitude.

Donc, la situation houillère de la France ne s'est pas améliorée après la guerre. La production française

En 1924, l'Allemagne importait 13.202.000 tonnes de houille. Elle en avait exporté 2.795.000 tonnes (Annuaire général de la France et de l'Étranger, 1926). Mais il ne faut pas oublier qu'en 1924 eut lieu encore l'occupation de la Ruhr et qu'une grande crise financière sévissait à cette époque.

(1) En 1924, la France a consommé 76,9 millions de tonnes de charbon. — Les importations s'élèvent en 1925 à 24,5 millions de tonnes, contre 5,1 millions des exportations. — Annuaire statistique de la France, 1925.

(2) Nous avons déjà vu que la métallurgie locale en Sarre consommait à elle seule plus de 40 % de houille.

de 1925 ne fournit que 64 % de la consommation, contre 63 % avant la guerre.

La France restera après la guerre le seul pays dont la métallurgie devra compter avec un notable déficit en houille, tandis que ses concurrents se trouveront posséder des excédents considérables de charbon.

Quant à la houille, la France pourra se passer des importations de l'Allemagne. Le contingent des exportations anglaises d'avant guerre lui suffira pendant quelque temps. Il est évident aussi, qu'on pourra demander de la Sarre une production au moins égale à celle des bassins du Nord et du Pas-de-Calais (27 millions de tonnes en 1913), dont les réserves houillères sont inférieures de 4 milliards et demi de tonnes. Pour ce qui est du coke, la France continuera à dépendre de l'Allemagne, tout comme avant la guerre, la Belgique ni l'Angleterre n'en possédant assez pour l'exportation.

Les besoins prochains de la France se chiffreront probablement, aux environs de l'année 1935, par un minimum de 90 millions de tonnes. C'est une date importante — elle suit de près le dernier terme de livraisons allemandes de charbon imposées par le Traité de Versailles, en 1930 ; ensuite, c'est l'échéance aussi du plébiscite de la Sarre.

Plusieurs moyens d'atténuer ou éviter ce considérable déficit futur ont été proposés par les experts. On devrait procéder d'abord à la recherche de gisements nouveaux. Des résultats sérieux ont été obtenus pendant la guerre sur la rive gauche du Rhône, dans les bassins du Centre et le Midi en général, dans la région lyonnaise. Puis il faudra généraliser des procédés d'exploitation intensive. D'autre part, dans une communication à l'Académie des Sciences (le 4 juin 1917), MM. Charpy et Godchot ont montré qu'un traitement approprié pourrait permettre d'utiliser à peu près tous les charbons pour la production du coke nécessaire à la métallurgie. Il s'agi-

rait seulement de savoir si les transformations nécessaires de l'outillage ne seraient pas trop onéreuses. Ensuite, il faudrait utiliser mieux la houille blanche, la force hydraulique. La France est à ce point de vue la deuxième puissance du monde (après les Etats-Unis), avec ses 9.200.000 chevaux. Finalement, les experts préconisent l'épargne du combustible, la suppression du gaspillage et une meilleure utilisation, moyennant quoi une quantité notable des importations pourrait être évitée.

Il en est tout autrement, après la guerre, pour la Pologne, dont la production en 1913 n'était que de 8.976.000 tonnes. Avec l'acquisition de la Haute-Silésie, sa production passe à 40.727 tonnes, en face d'une consommation d'environ 28 millions (1). Et la Haute-Silésie renferme encore d'énormes gisements houillers inexploités (2). Avant la guerre, sans la Haute-Silésie, la Pologne occupait la septième place en Europe et la treizième dans le monde entier parmi les pays producteurs du charbon. Après la guerre, ayant recouvré la Haute-Silésie, la Pologne se place, en Europe, immédiatement après l'Angle-

(1) La consommation d'avant guerre de la Haute-Silésie à elle seule était de 13 millions de tonnes, (Lémonon : *La Nouvelle Europe et son bilan économique*). Sans la Haute-Silésie, la Pologne consommait environ 19,4 millions (Société des Nations, Rapport sur les matières premières).

(2) Un mémoire du gouvernement polonais envoyé en 1921 au Bureau International du Travail en réponse à l'enquête sur la production entreprise par le dit Bureau évalue les réserves souterraines silésiennes calculées jusqu'à une profondeur de mille mètres seulement à 66 milliards de tonnes pour la Haute-Silésie entière, et à 12 milliards de tonnes pour la partie de la Silésie des Teschen appartenant à la Pologne. Avec le reste (Bassin de Cracovie et de Dombrowa, la Pologne posséderait plus de 100 milliards de tonnes de houille.

terre, l'Allemagne et la France, prenant le quatrième rang en Europe et le cinquième du monde entier (1).

§ 3. — LE FER

La frontière politique de 1871 coupait les riches gisements ferrifères de la Lorraine en deux. Le fer se trouvait donc sur la frontière. Aussi cette situation impropre a-t-elle valu la perte de presque la totalité du fer à la France pendant la guerre, et à l'Allemagne après la guerre.

Quant à la France, 92 % de sa production de minerai de fer étaient concentrés en 1913 dans le département de Meurthe-et-Moselle. D'autre part, les 83 % de la production française en minerai de fer se trouvaient dans la zone occupée et 9 % dans la zone des armées. Et c'est ainsi que la production française, de 22 millions de tonnes de minerai produits en 1913, est descendue à 1,7 millions en 1918 (2). Les 64 % de la production de fonte et 60 % de celle d'acier étaient pendant la guerre entre les mains des Allemands. Les 37 % des immeubles détruits appartenaient à l'industrie métallurgique (3).

(1) En 1924, la Pologne a exporté presque le tiers de sa production houillère, c'est-à-dire un peu plus de 11 millions de tonnes d'exportation nette. (Société des Nations. Memorandum on the balance of payments and foreign trade balances, 1910-1914, vol. II, 1925).

(2) La production des mines se trouvant dans le département de Meurthe-et-Moselle était, en 1913, de 17.712.000 tonnes. En 1919, elle n'était que de 791.000 tonnes, soit 4,5 %. (Bureau International du Travail. Enquête sur la production, tome III).

(3) Les usines métallurgiques étaient réparties dans les trois bassins suivants : Meurthe-et-Moselle, Longwy-Briey et le département du Nord. L'ensemble de ces bassins contenait avant la guerre : 170 hauts fourneaux, 164 fours Martin, 100 appareils producteurs d'acier Thomas.

Les 85 hauts fourneaux, 48 fours Martin et 64 appareils

Les conséquences du Traité de Paix sur la production allemande du minerai de fer ont été désastreuses.

A la suite du Traité, par la perte de la Lorraine et de la Silésie, et par le fait de la sortie du Luxembourg de l'Union douanière allemande, l'Allemagne a perdu plus des trois quarts de sa production d'avant guerre.

Production de 1913 (1) :

Lorraine	21.136.000 tonnes métriques	
Silésie (2)	104.739	—
Total	21.240.739	—
Luxembourg	7.333.000	—
Totaux	28.573.739	—
Allemagne avec Luxem- bourg	35.941.000 tonnes métriques	
Perte totale	28.573.739	—
	7.367.261	—

producteurs d'acier Thomas tombèrent entre les mains des Allemands. (Bureau International du Travail, *op. cit.*)

La concentration est une des caractéristiques essentielles de l'histoire de la métallurgie moderne en raison des grosses immobilisations qu'exige la mise en exploitation d'une mine de fer et à cause de l'intégration d'établissements qui élaborent successivement ces produits. En 1875, 75 départements français produisaient de la fonte et de l'acier. En 1913, les 4/5 de la fonte et les 3/4 de l'acier produits par la France l'étaient par deux départements : Meurthe-et-Moselle et le Nord.

(1) Bureau International du Travail. Enquête sur la production, tome II.

(2) Almanach polonais, 1926. — Le rapport sur les matières premières de la Société des Nations néglige totalement la

Si l'on ne fait pas entrer dans le calcul le chiffre concernant le Luxembourg :

Allemagne (prod. 1913) . . .	28.608.000 tonnes métriques	
Lorraine, Silésie	21.240.739	—
	7.367.261	—

Donc, l'Allemagne a perdu les 74,3 % de sa production de minerai de fer d'avant guerre. Et si l'on se rend compte que l'Allemagne disposait aussi en 1913 du total de la production du Luxembourg, ses pertes s'élèvent alors à 79,5 % de sa production de minerai en 1913. La production de la Lorraine, à elle seule, représentait presque les trois quarts de totalité de la production de l'Allemagne d'avant guerre.

Quant à la production de la fonte et de l'acier, c'est encore la Sarre que l'on doit ajouter aux pays précédents que l'Allemagne a perdus à la suite du Traité :

production silésienne du minerai de fer. Dans l'enquête sur la production du Bureau International du Travail, nous ne la trouvons non plus. Le livre de M. Ernest Lémonon (*La Nouvelle Europe et son bilan économique*), sans référence aux sources, se contredit lui-même quant aux chiffres de la production silésienne. A la page 145 et 153, il est de 104.000 tonnes, tandis qu'à la page 149, il est de 138.000 tonnes.

A la suite du partage de la Haute-ilésie, sur 7 mines de fer silésiennes, il n'en est pas restée une dans la Silésie allemande. Sur ce point toutes les sources tombent d'accord et il paraît que le rapport sur les matières premières de la Société des Nations a tort en voulant attribuer les 3,1 % de la production du minerai de fer à l'Allemagne après le partage.

Les ressources de la Haute-Silésie en minerai de fer s'épuisent rapidement. En 1913, la production haute-silésienne de minerai représentait 17,4 % de celle de 1889 qui était de 797.635 tonnes. En 1924, elle n'était que 3,4 % (27.261 tonnes).

Production de fonte en 1913 (1) :

	tonnes métr.
Lorraine	3.864.000
Silésie (2)	521.000
	4.385.000
Sarre	1.371.000
Total	5.756.000
Luxembourg	2.548.000
Totaux	8.304.000
Allemagne de 1913 (avec Luxem- bourg)	19.312.000
Perte totale.....	8.304.000
Allemagne de 1913 (sans Luxem- bourg)	16.764.000
Lorraine, Silésie, Sarre.....	5.756.000
	11.008.000

(1) Bureau International du Travail. Enquête sur la production, tome II.

(2) La production de fonte a été distribuée à la suite du partage de la Haute-Silésie de la manière suivante :

Pourcentages qui reviennent :

A l'Allemagne A la Pologne

Fonte brute.....	47,9	52,1
Acier brut.....	13,6	86,4

(Société des Nations. Rapport sur les matières premières).

Sur 41 entreprises sidérurgiques, 28 revenaient à la Pologne, dont 4 hauts fourneaux (sur 8), 12 fonderies de fer et d'acier (sur 25). Sur les 18 cokeries haute-silésiennes, la Pologne en a reçu 10 produisant 1.184.000 tonnes de coke sur 2.400.000 (49%). Ce coke est de mauvaise qualité et on ne peut guère l'utiliser qu'en le mélangeant pour 1/3 à du coke supérieur. (Décoret : *La question de Haute-Silésie*. Thèse Lyon).

On voit que les pertes relatives à la fonte sont moins importantes. L'Allemagne a conservé davantage sa production métallurgique, qui était localisée dans la Ruhr. C'est assez compréhensible, si l'on se rend compte que la Lorraine n'avait pas la même importance pour l'Allemagne pour la production de la fonte que pour le minerai de fer. En effet, la moitié de l'industrie métallurgique allemande a été concentrée non pas en Lorraine, mais dans la région Rhin et Westphalie (la Ruhr). Sur 16,8 millions de tonnes, la région de Rhin et Westphalie produisait, en 1913, environ 8,2 millions de tonnes de fonte.

Or, l'Allemagne a perdu, en conséquence du Traité, les 34,3 % de sa production d'avant guerre, et si l'on y ajoute la production du Luxembourg, dont l'Allemagne disposait entièrement en 1913, cette perte s'élève à 43 % de sa production de fonte en 1913 (y compris celle du Luxembourg). Le retour éventuel de la Sarre à l'Allemagne rabaisserait ses pertes à 26,2 % respectivement à 35,9 %.

Enfin, quant à l'acier, les pertes sont les suivantes :

Production d'acier de 1913 (1) :

	tonnes métr.
Lorraine	2.280.000
Silésie	1.209.600
	3.489.600
Sarre	2.080.000
Total	5.569.600
Luxembourg	1.324.000
Totaux	6.893.600

(1) Bureau International du Travail. Enquête citée.

Allemagne de 1913 (avec Luxem- bourg)	18.266.000
Perte totale	6.893.600
	11.372.400
Allemagne de 1913 (sans Luxem- bourg)	16.942.000
Lorraine, Silésie, Sarre	5.569.600
	11.372.400

De même que pour la fonte, nous voyons ici que la Lorraine, la Sarre et la Silésie ne fournissaient, au point de vue sidérurgique, qu'une faible proportion de la production totale allemande. C'est toujours la région du Rhin et de la Westphalie (la Ruhr) qui détient 60 % environ de la production nationale d'acier. Sur 16,9 millions, les régions du Rhin et de la Westphalie produisent 10,1 millions de tonnes d'acier. Par conséquent, les pertes allemandes quant à la production de l'acier n'étaient pas particulièrement lourdes.

A la suite du Traité, l'Allemagne a perdu 32,9 % de sa production d'avant guerre. Tenant compte de la production du Luxembourg, ses pertes s'élèvent à 37,7 %. Le retour éventuel de la Sarre à l'Allemagne rabaisserait ses pertes à 20,6 % respectivement à 26,3 % (1).

(1) L'Allemagne avec Luxembourg possédait en 1913 376 hauts fourneaux ainsi répartis : 46 en Luxembourg, 64 en Lorraine, 28 dans la Sarre, 21 dans la Haute-Silésie polonaise, les 217 autres sur son territoire actuel (dont 122 dans la région rhéno-westphalienne).

Le nombre de ses hauts fourneaux est aujourd'hui de 210, mais leur capacité de production est sensiblement supérieure à celle des 217 appareils qui existaient en 1913 sur le territoire actuel de l'Allemagne. (Société des Nations. Mémoire sur l'Industrie du Fer et de l'Acier, 1926).

Les données de la S. D. N. varient un peu de celles que nous avons reproduites à la page 42.

Si l'on tient compte des besoins de consommation de l'Allemagne d'avant guerre, nous arrivons au résultat suivant :

Nous avons déjà vu que la production du minerai de fer de l'Allemagne d'avant-guerre ne subvenait nullement à ses besoins. L'Allemagne était obligée d'importer en 1913 plus de 14 millions de tonnes (tenant compte de l'exportation, l'importation nette était d'environ 11,5 millions), et l'excédent de sa consommation sur sa production était en 1913 de plus de 11,4 millions de tonnes. A la suite des pertes survenues en vertu du Traité, l'Allemagne ne produira dorénavant (sur la base de 1913) que 7.367.261 tonnes, en face d'une consommation d'environ 42 millions de tonnes.

Or, on pourrait dire que la consommation a diminué aussi en Allemagne en raison des pertes territoriales. Mais rien de plus inexact (1). La métallurgie allemande d'aujourd'hui est en voie d'atteindre la production allemande d'avant guerre. Et le retour éventuel de la Sarre augmenterait encore davantage cette consommation (2). Ce phénomène est dû à des facteurs nom-

(1) Autrement, la consommation de 1919 serait de 28.000.000 environ. La consommation de l'Allemagne sans Luxembourg en 1913 était de 42.000.000 environ.

(2) Le Traité de Versailles a privé l'Allemagne de 40 % de ses hauts fourneaux, de 44 % de ses fours Martin, de 67 % de ses convertisseurs. Mais l'Allemagne a construit depuis 1919 de nouvelles installations et renouvelé les autres. Le nombre de ses fours Martin a augmenté de 32 %. La capacité de production des hauts fourneaux s'est élargie depuis 1913 de 32 %, celle des convertisseurs de 16 % et celle des fours Martin de 40 %.

R. Poincaré : *Pourquoi l'Allemagne doit payer. La démonstration de la Ruhr.*

L'Allemagne a perdu, d'après le mémoire de la Société des Nations sur l'industrie du fer et de l'acier, 1926, 30 % de ses aciéries et près de 30 % de ses laminoirs.

Le retour éventuel de la Sarre à l'Allemagne augmentera

breux : installation du matériel le plus moderne, procédés de travail les plus perfectionnés et les plus récents dans les mines, concentration des entreprises (Konzerns) (1), une main-d'œuvre nombreuse et à bon marché. Donc, l'Allemagne sera obligée d'imposer dorénavant environ 34.600.000 tonnes de minerai de fer pour subvenir aux besoins de sa consommation nationale, et pour assurer à sa métallurgie le travail à plein rendement. C'est le triple de son importation d'avant guerre, ce qui est réellement un chiffre impressionnant.

Nous avons déjà démontré que l'Allemagne n'était pas sensiblement touchée quant à sa production de fonte et d'acier. Les pertes ne s'élèvent qu'à environ plus d'un tiers de sa production de 1913. Le retour éventuel de la Sarre, restreindra ses pertes à environ plus d'un quart de la production de 1913. L'Allemagne les a déjà récupérées, nous l'avons vu, par l'accroissement de la capacité de sa métallurgie. Au lieu d'exporter de la fonte, l'Allemagne sera obligée d'en importer, tout au moins temporairement.

encore davantage et d'une façon notable la capacité de production de la métallurgie allemande et par conséquent la consommation du minerai. La Sarre possède à elle seule 30 hauts fourneaux et 20 fours Martin occupant plus de 30.000 ouvriers. La métallurgie est doublée d'une importante industrie de transformation qui occupe 1.500 ouvriers.

La consommation de la Sarre en minerai de fer était en 1913 environ de 4.300.000 tonnes.

(1) Un formidable trust de l'acier a été officiellement constitué le 1^{er} avril 1926, sous le nom de « Vereinigte Stahlwerke A. G. » (Aciéries Réunies), au capital de 800.000.000 de marks. Ce trust réunit les plus grands Konzerns de la Ruhr : Rhein Elbe Union (ancienne entreprise Stinnes), Phœnix (Otto Wolf), Krupp, Thyssen, etc..., ayant pour but la répartition de la production, à la manière américaine. Chaque usine se spécialisera dans la production d'un produit déterminé.

Ses pertes en fonte ne seront pas sensibles étant donné la consommation diminuée en raison des pertes territoriales (1), et le retour éventuel de la Sarre à l'Allemagne représentant un apport nouveau de 1,4 millions de tonnes de fonte. Mais, d'autre part, comme nous l'avons démontré, l'Allemagne a fortement accru la capacité de sa métallurgie actuelle atteignant son niveau d'avant guerre.

Quant à l'acier, la situation de l'Allemagne reste très favorable même sur la base de 1913. La production et la consommation diminuées équilibrent, et elle ne perd que sa faculté d'exportation d'avant guerre. Le retour éventuel de la Sarre redonnerait à l'Allemagne la faculté d'exportation même sur la base de 1913, c'est-à-dire sans tenir compte de l'augmentation de la capacité productive de la métallurgie allemande après la guerre.

Par conséquent, si l'on envisage les pertes allemandes relatives à la fonte et à l'acier sous l'angle des rapports existant entre la production et la consommation, elles sont assez légères (2).

(1) L'Allemagne consommait avant la guerre 184 kilos de métal (acier) par habitant (tandis que la France n'en consommait que 121). Voir nos tableaux statistiques au début.

(2) Malgré la grande capacité métallurgique que l'Allemagne possède, elle n'a pas encore donné toute sa mesure après la guerre pour des raisons d'ordre économique et politique.

En 1922 (dernière année pour laquelle l'Annuaire statistique de la France possède des données détaillées) la consommation allemande de minerai était de 17 millions de tonnes en face d'une production d'un peu plus de 5 millions de tonnes. L'Allemagne fut obligée d'importer environ 12 millions de tonnes.

Ce sont la France et la Pologne qui bénéficient des gisements de fer de l'Allemagne et de ses pertes métallurgiques.

Avec sa production d'avant guerre, la France produit après le Traité 43.054.400 tonnes de minerai, c'est-à-dire le double d'avant guerre. La Lorraine, à elle seule, produisait en 1913 autant que la France toute entière. La consommation de la Lorraine annexée était d'environ 11 millions de tonnes avant la guerre. La France disposerait donc d'une production de 43 millions de tonnes de minerai en face d'une consommation d'environ 28 millions de tonnes. Malgré la consommation temporaire de la Sarre, malgré les hauts fourneaux en création et les nouveaux convertisseurs et fours Martin, une importante marge nette de 15 à 18 millions de tonnes environ restera encore à la France pour l'exportation nette (contre 8,6 millions avant la guerre). Son exportation nette est double, par conséquent, après la guerre.

L'incorporation de l'Alsace-Lorraine à la France donnait à celle-ci 64 hauts-fourneaux et 9 aciéries.

Sa capacité de production de fonte est double de celle d'avant guerre. La France dispose désormais de 10.442.000 tonnes de fonte ; également il faut ajouter 400.000 tonnes représentant l'accroissement de la capa-

En 1925, elle a importé 11.540.000 tonnes. (Société des Nations. Mémoire sur l'industrie du fer et de l'acier, 1926).

En 1924, la production de fonte était de 7,6 millions de tonnes en face d'une consommation de 7,8 millions.

En 1925, la consommation du minerai s'est élevée à environ 28 millions de tonnes.

Elle n'importait de la Lorraine en 1925 qu'un peu plus du dixième des importations allemandes totales contre plus de 27 % en 1913. C'est de la Suède que l'Allemagne importait le fer après la guerre. Mais le traitement du minerai magnétique de Suède nécessite l'appoint de grandes quantités de coke, ce qui élève par conséquent le prix de revient.

cité de production réalisée pendant la guerre (Caen et Rouen).

De l'avis de M. Métayer, professeur à l'Ecole Centrale, la consommation française de fonte après la guerre sera (sur le pied de 1913), d'environ 9,9 millions de tonnes, et pour l'acier la consommation sera de 6 millions de tonnes. La France aura, par conséquent, une faculté d'exportation nette s'élevant à plus de 900.000 tonnes de fonte (contre 70.000 d'avant guerre).

Sans la Sarre, la France aurait, sur la base de 1913, une production annuelle de fonte de 9.071.000 tonnes.

Quant à l'acier, la France peut produire dorénavant 9.453.000 tonnes. De même ici il faut ajouter 600.000 tonnes représentant l'accroissement de la production pendant la guerre (Caen et Rouen) (1). L'augmentation de la production d'acier en conséquence du Traité est d'un peu moins de 50 % de celle d'avant guerre. La faculté d'exportation est de plus de 4 millions de tonnes (contre 0,2 millions nets avant la guerre) (2).

(1) Comité des Forges. Rapport présenté par la Commission d'étude à la Commission de Direction.

(2) En 1925, la France a produit 35.763.000 tonnes de minerai de fer. La consommation était d'environ 20 millions de tonnes. Restaient donc près de 16 millions de tonnes pour l'exportation.

Quant à la fonte, sa production s'élevait à 8.495.000 tonnes, et celle de l'acier à 7.446.000 tonnes. L'exportation nette de la fonte était, à la même époque, de 0,67 millions, et celle de l'acier était de 3,06 millions. (Annuaire statistique de la France, 1925).

La capacité de production des usines situées sur le territoire d'après guerre (sans la Sarre), représente aujourd'hui pour la fonte et l'acier environ 200 % de la capacité de la production de la France d'avant guerre. Au 1^{er} septembre 1926, le nombre des hauts fourneaux en activité était de 183 ; 34 autres étaient en construction ou en réparation. (Société des Nations. Mémoire sur l'Industrie du fer et de l'acier, 1926).

Sans la Sarre, la France disposerait annuellement de 7.373.000 tonnes d'acier, sur le pied de 1913.

Néanmoins, quant à la production métallurgique et sidérurgique, la France dépend de l'Allemagne. La France manque presque totalement de coke. Sa production en 1925 a été de 3.064.918 tonnes (1), dépassant légèrement celle d'avant-guerre. Malgré la mise en marche de plusieurs batteries et la confection de fours nouveaux représentant 500.000 tonnes, la France ne pourra en fournir plus de 6 millions. Or, pour traiter les 43 millions de tonnes de fer il faudrait à la France 12 à 15 millions de tonnes de coke. D'autre part, le charbon français se prête mal à la fabrication du coke, différant en cela de celui de l'Allemagne.

C'est l'Allemagne qui a en abondance du coke d'excellente qualité pour la cokéfaction. Elle en a produit en 1925 26.753.000 tonnes, dépassant légèrement sa production de 1913. Et on estime que sous peu l'Allemagne pourra produire plus de 30 millions de tonnes de coke annuellement (2).

Une coopération économique entre les deux pays

(1) Annuaire général de la France et de l'Etranger, 1926. En 1924, la France dut importer 5.407.195 tonnes de coke, dont 4.540.193 provenaient de l'Allemagne.

En 1925, le coke importé directement ou fabriqué avec des charbons d'origine étrangère représentait plus des 3/4 de la consommation des hauts fourneaux. (Société des Nations. Mémoires sur l'industrie du fer et de l'acier, 1926).

(2) La Lorraine dépend beaucoup plus du coke westphalien que la métallurgie westphalienne de la minette lorraine. Lorsqu'en 1913, à la suite de l'occupation de la Ruhr, les fournitures de coke ont fortement diminué, les industriels lorrains ont été obligés de boucher plus de la moitié de leurs hauts fourneaux. Au contraire, la métallurgie westphalienne n'était pas vis-à-vis du gisement lorrain-luxembourgeois dans un état de dépendance absolue, comme elle l'était en temps de guerre, lorsque l'Angleterre empêcha ses approvisionnements d'outre-mer (de Suède, d'Espagne) dont la richesse en fer est plus grande.

respectifs s'impose donc d'autant plus que l'Allemagne sera désormais en mesure d'exporter du coke plus qu'autrefois, étant donné qu'elle n'a plus à fournir les usines lorraines, luxembourgeoises, sarroises et haute-silésiennes.

En effet, d'un côté de la frontière se trouve en abondance le fer, et de l'autre le charbon avec les hauts-fourneaux et les cokeries.

Déjà l'accord de Versailles du 7 mai 1919 prévoyait l'échange de 1 tonne 25 de minerai lorrain contre une tonne de coke indemnitaire. A la fin du mois de septembre 1926, un accord important a été conclu, capable de favoriser grandement la reconstruction économique de l'Europe et le rétablissement de la paix économique. Le 30 septembre 1926, les métallurgistes français, allemands, belges et luxembourgeois sont parvenus, après de laborieuses négociations, à signer le « pacte de l'acier » pour une durée de cinq ans. Une de ses dispositions prévoit l'éventualité de l'adhésion de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de l'Angleterre. Les métallurgistes intéressés ont transposés sur le plan international le dispositif du syndicat de l'acier brut allemand (la Rohstahlgemeinschaft) dont le principe est l'ajustement de la production de l'ensemble des parties adhérentes aux besoins du marché mondial (1). D'autre part, l'entente des producteurs de rails (International Rail Makers Association — I.R.M.A.) qui comprenait avant la guerre les Américains, a été reconsti-

(1) L'entente est basée sur une production annuelle de 27.587.000 tonnes, quantité qui est proportionnellement supérieure à la production réelle des pays respectifs, et qui pourra atteindre progressivement, sous certaines conditions en cinq ans, le chiffre de 30.660.000 tonnes. Les parts respectives des pays contractants sont fixées comme suit : France 31,19 %, Allemagne 43,50 %, Belgique 11,56 %, Luxembourg 8,50 %, Sarre 5,25 %. Le cartel est conclu pour cinq ans. (*Le Temps* du 2 octobre 1926.)

tuée depuis la guerre par les producteurs anglais, allemands, belges, luxembourgeois et français sous le nom de European Rail Makers Association (E. R. M. A.), ayant son siège à Londres.

Bien que les gisements de minerai de fer de la Haute-Silésie ne fussent pas importants pour la Pologne, ils représentaient environ le tiers de sa production d'avant guerre. La production de la Pologne (sur la base de 1913) dans ses limites actuelles, est donc de 434.957 tonnes de minerai (contre 330.218 tonnes sans la Haute-Silésie) en face d'une consommation qui serait environ plus du sextuple.

De même qu'à sa frontière occidentale, si l'Allemagne a perdu en Haute-Silésie la totalité de ses gisements de fer, elle a conservé, après le partage, une grande partie de sa production métallurgique (dont presque la moitié de sa production de fonte). Quant à la Pologne, elle a plus que doublé sa production de fonte après la guerre. Elle a une faculté de production s'élevant à 939.760 tonnes contre 430.000 avant la guerre. En ce qui concerne l'acier, sa production est plus que triplée après la guerre, la Pologne ayant une faculté de production de 1.796.497 tonnes contre 586.897 (1) de celle d'avant guerre.

La consommation de fer à l'intérieur du pays était très faible avant la guerre par suite de l'impossibilité où était la Pologne de diriger librement sa vie sociale et économique. Ces entraves ayant disparu, il est certain que cette situation s'améliorera rapidement (2).

(1) Bureau International du Travail, *op. cit.*

Avant la guerre le nombre des hauts fourneaux en activité en 1913, en Pologne (dans les limites du territoire de l'ancien royaume du Congrès, qui d'ailleurs seul produisait la fonte et l'acier, sauf une petite fonderie en Galicie dont la production n'était que de 10.000 tonnes) était de 11 et celui des fours Martin était de 30.

(2) La consommation de fonte a été en 1925 de 326.863 tonnes. (Almanach polonais, 1926).

En somme, pour résumer, on peut dire ceci :

Avant la guerre, l'Allemagne était la première puissance productrice du minerai de fer, de fonte et d'acier en Europe, la seconde du monde après les Etats-Unis. Après la guerre, en ce qui concerne le minerai de fer, l'Allemagne tombe (sur le pied de 1913) au septième, respectivement au huitième rang, venant (par ordre d'importance) après les Etats-Unis, la France, l'Angleterre, la Russie, l'Espagne, la Suède et le Luxembourg. Elle ne fournit plus que 4,1 % de la production mondiale (1).

Par contre, quant à la fonte et l'acier, l'Allemagne conserve la première place en Europe et la seconde du monde (après les Etats-Unis), fournissant à elle seule 14,2 % pour la fonte et 15,4 % pour l'acier de la production universelle.

Dans l'ensemble donc, au point de vue du minerai de fer, l'Allemagne s'effondre, mais en ce qui concerne la production métallurgique, elle se maintient comme première puissance métallurgique de l'Europe, deuxième du monde.

C'est maintenant la France qui, en matière de minerai de fer, occupe la première place en Europe, la deuxième du monde entier, fournissant à elle seule 24,8 % de la production mondiale. Etant donné que les Etats-Unis consomment presque toute leur production sur place, la France est la première exportatrice du monde entier en matière de minerai de fer.

Elle possède plus de la moitié des réserves de métal de l'Europe. Sur les 12 milliards de tonnes que représentent les réserves de l'Europe entière, l'Allemagne n'a plus que 1,4 milliards, l'Angleterre 1,3 milliards et la

(1) En 1924, l'Allemagne occupait quant au minerai la septième place dans le monde, venant après les Etats-Unis, la France, l'Angleterre, l'Espagne, la Suède et le Luxembourg.

France 7 milliards de tonnes (dont Meurthe-et-Moselle 3 milliards, Moselle 1,8 milliards).

Le bassin lorrain constitue désormais, après les gisements du Lac Supérieur des Etats-Unis, la plus puissante masse ferrifère du monde, fournissant environ $\frac{1}{5}$ de la production mondiale de fonte.

Dans la métallurgie, la France reste à la troisième place en Europe (quatrième dans le monde), comme avant la guerre. Elle suit maintenant de très près l'Angleterre qui suit à son tour de très près, désormais, l'Allemagne. Néanmoins la France est devenue une grande puissance métallurgique après la guerre, ayant une grande faculté d'exportation en matière de fonte et d'acier.

Si l'on ajoutait à la production métallurgique de la France celle de la Sarre et du Luxembourg, les choses seraient légèrement modifiées. D'abord, avec la Sarre, la France aurait une production plus grande de fonte et d'acier que celle de l'Angleterre. Ensuite, addition faite de la production métallurgique du Luxembourg seul, la France aurait également une production plus grande de fonte que celle de l'Allemagne même. Par conséquent, la France aurait, quant à la fonte, la première place en Europe (la deuxième dans le monde), et la deuxième place en Europe (la troisième dans le monde) en ce qui concerne l'acier.

Finalement, avant de terminer, nous ne pouvons nous dispenser d'observer ceci :

Après la guerre la France est devenue un pays très riche en fer, mais elle reste pauvre en charbon. Par contre, l'Allemagne reste un pays riche en charbon, mais elle devient très pauvre en fer. Désormais c'est un fait que d'un côté de la frontière politique le fer se trouve en abondance, et le charbon, les hauts-fourneaux, les cokeries et la main-d'œuvre de l'autre côté.

Une coopération économique entre les deux pays

voisins est donc indispensable. Le pacte de fer conclu le 30 septembre 1926 entre les métallurgistes français, allemands, belges et luxembourgeois est de nature à favoriser grandement la reconstruction économique de l'Europe et le rétablissement de la paix économique du monde.

CONCLUSION

La frontière politique franco-allemande de 1871 était au point de vue économique artificielle.

L'Allemagne avait du charbon en abondance, mais elle n'avait pas suffisamment de fer. Elle devait en importer, à la veille de la guerre, un tiers de sa consommation.

Tout au contraire, c'est le charbon qui faisait défaut à la France qui dut en importer, en 1913, plus de la moitié de sa production. La France était le pays où les importations en charbon présentaient avant la guerre les plus forts excédents sur les exportations. A cause de cette pénurie en charbon, la France ne pouvait traiter le fer qu'elle avait en abondance et elle était obligée d'en exporter presque la moitié de sa production à l'état cru, devenant ainsi la plus grande exportatrice du monde entier en minerai de fer.

D'autre part, le fer allemand s'épuisait rapidement et la France manquant de charbon et de coke était obligée de traiter son fer dans des conditions particulièrement défavorables.

La frontière politique de 1871, qui séparait le fer de la houille, causait donc de grands embarras économiques aux deux puissances voisines.

Pour remédier à cet état de choses, deux solutions se présentaient : La première, celle des milieux intéressés et officiels allemands, tendait à déplacer la frontière vers

l'intérieur de la France, de façon à amener le fer aux bassins houillers. Au contraire, la seconde, la solution française, tendait à pousser la frontière politique ou économique en avant, de manière à assurer au fer la houille nécessaire pour le traiter.

Le Traité de Paix de Versailles a résolu le problème conformément à la solution française, sauf pour la rive gauche du Rhin et l'annexion du bassin de la Sarre.

A la suite du Traité, l'Allemagne a perdu, à titre permanent, des bassins houillers de la Lorraine et de la Haute-Silésie (qui à elle seule représentait 23 % de la production houillère allemande), et temporairement les bassins de la Sarre. Cependant, si les pertes allemandes sont assez sensibles, elles ne sont pas graves. L'Allemagne reste toujours une grande puissance houillère. Etant donné ses notables capacités de production en houille et en lignite (dont elle est la première productrice du monde), elle pourra non seulement subvenir largement à ses propres besoins, même après le Traité, mais elle restera encore une grande exportatrice du charbon, gardant toujours son deuxième rang parmi les pays producteurs du charbon en Europe et le troisième rang du monde après les Etats-Unis et l'Angleterre.

Le retour de la Lorraine représente pour la France plutôt une perte qu'un gain, car la Lorraine consomme beaucoup plus de charbon qu'elle n'en produit. La France reste pauvre en charbon même après la guerre. La production de la Sarre couvrira, provisoirement d'ailleurs, à peine un cinquième du déficit français d'après guerre.

Il en est tout autrement pour la Pologne qui, après l'acquisition de la Haute-Silésie, devient une grande exportatrice du charbon. Et elle se place parmi les pays producteurs européens de charbon immédiatement après la France, c'est-à-dire au quatrième rang.

En ce qui concerne le minerai de fer, les pertes alle-

mandes à la suite du Traité sont désastreuses. Elle a perdu près des $3/4$ de sa production d'avant guerre (avec le Luxembourg ses pertes s'élèvent à $4/5$ de la production de 1913). La production du bassin de Lorraine, à elle seule, représentait presque les $3/4$ de la totalité de la production allemande annuelle. Les pertes sidérurgiques sont moins importantes — plus d'un tiers de 1913 (avec le retour de la Sarre — un quart environ de 1913).

L'Allemagne a déjà récupéré ses pertes sidérurgiques par l'accroissement notable de la capacité de son industrie métallurgique.

Elle ne produit dorénavant qu'environ un sixième de sa consommation. Au lieu d'exporter la fonte, elle sera obligée d'en importer, après la guerre, au moins provisoirement. Pour ce qui est de l'acier, l'Allemagne ne perd que sa faculté d'exploitation que lui redonnerait le retour éventuel de la Sarre.

La France a doublé sa production et son exportation de minerai de fer. La Lorraine à elle seule produisait autant que la France entière, dont l'exportation de fonte augmente de 12 fois et celle de l'acier de 20 fois. La France devient donc un grand pays métallurgique tout en restant la plus grande exportatrice du monde en minerai de fer.

L'apport de la Haute-Silésie en minerai n'est pas important. Pour ce qui est de la fonte, la Pologne a doublé sa production et triplé celle de l'acier.

Avant la guerre, l'Allemagne était en Europe la première puissance productrice du minerai de fer, de fonte et d'acier. Après le Traité, l'Allemagne tombe, pour ce qui est du minerai, au septième rang. Par contre, elle conserve son premier rang quant à la fonte et l'acier.

Bref, au point de vue du minerai, l'Allemagne s'effondre, mais elle se maintient pour ce qui est de la pro-

duction métallurgique, comme première puissance métallurgique de l'Europe, deuxième du monde.

C'est la France qui, tout en restant la première exportatrice du monde, devient la plus grande productrice de l'Europe, deuxième du monde, en matière de minerai de fer. Dans la métallurgie, la France reste à sa troisième place en Europe. Mais désormais elle suit de très près l'Angleterre.

Enfin, par la perte de l'Alsace, l'Allemagne a perdu aussi des riches gisements de potasse. Avant la guerre elle avait le quasi-monopole mondial de cet engrais. Bien que les gisements de l'Alsace, dont la mise en valeur était négligée à dessein par l'Allemagne, ne représentassent avant la guerre que 5 % du total de la production allemande, tout porte à croire que ces riches gisements rationnellement exploités produiront dans un délai très bref plus de 60 % de la production allemande de 1913.

Si la production de potasse allemande n'a pas été sensiblement touchée par la perte de l'Alsace, son exportation est gravement menacée par la concurrence française. L'Allemagne reste la plus grande productrice et exportatrice de potasse, mais elle n'a plus le monopole exclusif de cet engrais.

Notre conclusion finale sera que l'Allemagne, pour les trois matières premières envisagées, n'a été grièvement touchée que dans sa production du minerai de fer. Elle pourra réparer, si elle ne l'a déjà fait; toutes les autres pertes infligées par le Traité de Versailles.

Un nouvel ordre de choses est-il né ?

Le fer appartient à un nouveau maître qui en fera dorénavant un outil pacifique et non un engin de guerre, comme autrefois.

Mais le problème lui-même n'a pas beaucoup changé. D'un côté de la frontière est le fer et de l'autre reste le charbon. « Le pacte de fer » conclu récemment peut atténuer par la coopération raisonnable des deux

matières premières l'aspect aigu du problème, mais il ne peut pas l'écarter définitivement, ni supprimer ses origines.

Pour résoudre le problème en question, il faudrait obtenir au préalable la solution du problème des matières premières en général. Deux voies sont possibles : restreindre la consommation ou égaliser les ressources.

A la première s'opposent la nature humaine et notre civilisation.

C'est l'organisation pratique de la seconde qui, seule, peut assurer la véritable paix à l'humanité éprouvée.

FIN

APPENDICE I

*Quantités de charbon, de coke et de lignite
demandées à l'Allemagne (1) depuis le 10 janvier 1920
et quantités livrées*

Coke transformé en charbon dans la proportion de 3 à 4
(§ 7 de l'Annexe V à la Partie VIII du Traité)

Mois	Quantités livrées	Quant. demandées
<i>Janvier</i> 1920 (1)	1.676.871	1.668.350
Février (2)	1.448.491	2.367.400
Mars (2)	989.345	2.338.600
Avril (2)	944.686	1.575.333
Mai	1.123.413	2.125.666
Juin	1.088.008	2.200.000
Juillet	1.225.443	2.434.000
Août	1.842.303	2.000.000
Septembre	1.931.278	2.000.000
Octobre	2.114.604	2.000.000
Novembre	1.728.824	2.000.000
Décembre	1.741.627	2.000.000

(1) Commission des Réparations. Rapport sur les travaux de la Commission, tome II.

(2) Les quantités livrées pendant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre 1919 et jusqu'au 16 janvier 1920 ont été reportées sur les quantités livrées en janvier (après le 10), février, mars et avril 1920, d'après une décision du 14 septembre 1920 de la Commission de Réparation.

A la Conférence de Londres, en août 1924, l'Allemagne s'est engagée à continuer les livraisons de charbon des Réparations, même au delà du délai extrême prévu par le Traité de Paix.

Janvier 1921	1.591.581	2.000.000
Février	1.758.085	2.200.000
Mars	1.533.592	2.200.000
Avril	1.541.917	2.200.000
Mai	1.425.048	2.200.000
Juin	1.470.703	2.200.000
Juillet	1.294.725	2.200.000
Août	1.473.925	2.200.000
Septembre	1.562.857	2.200.000
Octobre	1.625.680	2.200.000
Novembre	1.417.971	2.200.000
Décembre	1.301.260	2.200.000
Janvier 1922	1.672.213	2.200.000

La livraison de charbon de l'Allemagne à la France et au Luxembourg en 1922, 1923 et 1924, d'après le journal *Le Temps* du 30 janvier 1925, supplément économique, et l'Annuaire général de la France et de l'Etranger, 1926, est la suivante :

1922....	12.632.265 tonnes métriques.
1923....	4.123.300 —
1924....	10.176.700 (dont 5.370.900 de coke).
1925 (1)	3.290.272 tonnes de houille et 876.016 de coke.

(1) Société des Nations. Mémoire sur l'industrie du fer et de l'acier, 1926.

APPENDICE II

Priorité de la France pour les livraisons de charbon

Différence entre la production d'avant guerre des mines du Nord et du Pas-de-Calais détruites du fait de la guerre et la production réalisée par les mêmes mines pendant les mois considérés (1) :

	Tonnes métriques
Janvier 1920	1.392.510
Février	1.390.410
Mars	1.379.750
Avril	1.377.683
Mai	1.370.329
Juin	1.302.590
Juillet	1.289.206
Août	1.265.027
Septembre	1.226.460
Octobre	1.206.948
Novembre	1.203.650
Décembre	1.195.504
Total	15.600.067

(1) Commission des Réparations. Rapport sur les travaux de la Commission des Réparations, tome II.

Tonnes métriques

Janvier 1921	1.166.674
Février	1.160.836
Mars	1.135.732
Avril	1.117.065
Mai	1.119.887
Juin	1.079.534
Juillet	1.068.171
Août	1.039.748
Septembre	1.010.510
Octobre	976.450
Novembre	964.361
Décembre	940.197

Total	12.779.165
-------------	------------

Janvier 1922	929.479
--------------------	---------

Total	13.708.644
-------------	------------

Total	13.708.644
-------------	------------

Totaux :

France	Italie	Belgique	Luxemb.
--------	--------	----------	---------

Janv. 20. 26.115.023 4.672.699 4.486.963 2.289.773
 — Janv. 22.

Vu : *Le Doyen*,
 H. BERTHELEMY

Vu : *Le Président de la Thèse*,
 GERMAIN MARTIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le Recteur :

L'Inspecteur d'Académie délégué,
 S. MAURELLET.

BIBLIOGRAPHIE

RECUEILS BIBLIOGRAPHIQUES

Bloch C.

Bibliographie méthodique de l'histoire économique et sociale de la France pendant la guerre. Paris 1926, Les Presses Universitaires. (Publications de la Dotation Carnegie).

Bourgeois M.

Catalogue méthodique des fonds britanniques et nord-américains de la Bibliothèque de la Guerre. Paris, 1925, Alfred Costes.

Dubois J. — Appuhn Ch.

Catalogue méthodique des fonds allemands de la Bibliothèque de la guerre. Paris, 1921-1922. Alfred Costes, 3 vol.

Grandin A.

Bibliographie générale des sciences juridiques, politiques, économiques et sociales de 1800 à 1925-26. Paris, 1926. Sirey, tomes I et II.

Meyer H. B.

A check list of the literature and other material in the library of congress on the European war. Washington, Government Printing Office, 1918.

Rothbarth M.

Bibliographie zum Vertrag von Versailles. Mannheim, Berlin, Leipzig, Bensheimer, 1925.

Vic J.

La littérature de guerre. Manuel méthodique et critique des publications de langue française. Paris, 1923. Les Presses françaises.

DOCUMENTS OFFICIELS

- Traité de Paix entre les puissances alliées et associées et l'Allemagne et protocole signés à Versailles le 28 juin 1919. Paris, Imprimerie Nationale, 1919.
- Rapport général fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi portant l'approbation du Traité de Paix conclu à Versailles le 28 juin 1919, par Léon Bourgeois. Paris, 1919. Imprimerie du Sénat.
- Rapport général fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi portant l'approbation du Traité de Paix conclu à Versailles le 28 juin 1919, par Louis Barthou. Paris, 1919. Imprimerie de la Chambre des Députés.
- Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi portant l'approbation du Traité de paix conclu à Versailles le 28 juin 1919, par Charles Benoist (Parties II et III ; Frontières d'Allemagne. Clauses politiques et européennes). Imprimerie de la Chambre des Députés. Paris, 1919.
- Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi portant l'approbation du Traité de Paix conclu à Versailles le 28 juin 1919, par Louis Dubois (Parties VIII et IX ; Réparation et clauses financières). Paris 1919. Imprimerie de la Chambre des Députés.
- Société allemande pour la Ligue des Nations. Conditions de Paix des puissances alliées et associées. Berlin 1919. Engelmann.
- Die Gegenvorschläge d. Deutschen Regierung zu d. Friedensbedingungen, Amtliche Text Ausgabe. Berlin, Hobbing, 1919.
- Les contrepropositions de l'Allemagne au projet de Traité de Paix de Versailles. Berlin, 1919. Heymann.
- Antwort d. Alliierten u. Assoziierten Mächte. Amtlicher Text. Hobbing, 1919. Berlin.

Materialien betreffend d. Friedensverhandlungen. Der Noten-kampf u. d. Frieden v. Versailles. Im Auftrage d. auswärtigen Amtes. Charlottenburg, 1919. Deutscher Verlagsgesellschaft für Politik u. Geschichte.

Zusammenstellung d. v. d. Alliierten u. Assoziierten Regierungen infolge d. deutschen Gegenverschlüge vorgenommenen Änderungen. Im Auftrage d. auswärtigen Amtes. Charlottenburg, 1919. Deutsche Verlagsgesellschaft für Politik u. Geschichte.

Deutsche Friedensdelegation. Gegenüberstellung d. ursprünglichen Friedensbedingungen d. deutschen Gegenverschlüge u. d. Rückantwort d. Gegner; Weimar, 1919. Dietsch u. Bruckner.

Materialien betreffend d. Friedensverhandlungen. Amtlicher Text. Sachverzeichnis z. Friedensverträge. Im Auftrage d. auswärtigen Amtes. Charlottenburg, 1919. Deutsche Verlagsgesellschaft für Politik u. Geschichte.

Procès-verbaux de la Commission d'enquête sur le rôle et la situation de la métallurgie en France, avec le rapport de M. F. Engerand, réunis au nom de la Commission par M. Maurice Violette, Défense du bassin de Briey. 2 vol., 1919. Imprimerie de la Chambre des Députés.

Commission d'enquêtes sur le rôle et la situation de la métallurgie en France. Rapports et Procès-verbaux. Paris, 1919. Martinet.

Livre Blanc allemand.

Coal Tables, 1924. Return to an order of the Honourable House of Commons, 6 aug. 1925. London, 1925. Stationery Office.

Annuaire statistique de la France. 1911, 13, 19, 20, 21, 22, 23, 25.

Bureau International du Travail. Enquête sur la production. Rapport général. Tomes I.—V. Paris, 1923-1925. Berger-Levrault.

Commission des Réparations. Rapports des Comités d'experts. Paris, 1924. Alcan.

Commission des Réparations. Rapport sur les travaux de la Commission des Réparations de 1920 à 1922. Tomes I et II. Paris, 1923. Alcan.

Société des Nations. Bulletin mensuel de statistique. Juillet, novembre, décembre 1925 ; mai, juillet 1926.

Société des Nations. Memorandum on the balance of payments and foreign trade balances. 1919-24. Vol. II. Genève, 1925.

Société des Nations. Mémoire sur l'industrie du fer et de l'acier. Genève, 1926.

Société des Nations. Mémorandum sur la production et le commerce. Genève, 1926.

Société des Nations. Rapport sur la question des matières premières. Genève, 1921.

DOCUMENTS OFFICIEUX ET CEUX EMANANT DES DIVERSES ASSOCIATIONS ÉCONOMIQUES

Association nationale d'expansion économique.

Enquête sur la production française et la concurrence étrangère. Paris 1917-1919. 6 vol. (R. Muller, Houille ; L. Romier, Laine ; Grillet, Coton et Fer).

Binder J.

Rapport sur l'industrie de la potasse de la Haute-Alsace. Ministère de la Guerre. Service d'Alsace-Lorraine. (Confidentiel). Décembre 1917.

Chambre de Commerce Internationale.

Matières premières. Paris, 1921. Brochure n° 7.

Comité des Forges de France.

Mémoire confidentiel de l'Association des industriels du fer et de l'acier et de l'Association des Maîtres de Forges allemands pour l'incorporation au territoire de l'Empire allemand du bassin minier franco-lorrain. Paris, 1918.

Comité des Forges de France.

La métallurgie et le Traité de Paix. Rapport présenté à la Commission de direction par la Commission d'études. Paris, 1919. Chaix.

Deutsche Liga für Völkerbund.

Der Kampf u. d. Rechtsfrieden. Berlin, 1919. Engelmann.

Deutsche Liga für Völkerbund.

Die Friedensforderungen d. Entente. Berlin, 1919. Engelmann.

Deutsche Liga für Völkerbund.

Das Ultimatum d. Entente. Antwort a. d. deutschen Gegenvorschläge. Berlin, 1919. Engelmann.

Grilét P.

La Métallurgie du fer. Paris, Desfossés, 1919. Association nationale d'expansion économique.

Die Industrie i. besetzten Frankreich. Im Auftrage d. Generalquartiermaisters, München, Oldenburg, 1916.

Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Les conditions économiques de la paix allemande. Imprimerie Nationale, 1918.

Pinot R.

Rapport sur les mines d'Alsace-Lorraine. Comité d'études économiques et administratives relatives à l'Alsace-Lorraine. Rapport adopté en séance du Comité du 13 novembre 1915.

Pinot R.

La métallurgie et l'après-guerre. Comité d'études économiques et administratives relatives à l'Alsace-Lorraine. Rapport adopté en séance du Comité du 10 février 1917.

Siegfried J.

Communication au gouvernement sur les clauses à insérer dans les préliminaires de paix. Comité d'études économiques et administratives relatives à l'Alsace-Lorraine. Novemb, 1918.

Travaux du Comité d'Etudes pour la Conférence de la Paix. Tome I, avec cartes et atlas. Paris, 1918. Imprimerie Nationale. Rapports : Scheffer, La Frontière économique du

Nord-Est ; Alfassa, Le fer et la houille ; Gallois, Le Bassin de la Sarre ; Scheffer, Conclusions économiques.

Travaux du Comité d'études pour la Conférence de la Paix.
Imprimerie Nationale, 1919. Paris. La potasse d'Alsace, par Gal. Jourdy.

Travaux du Comité d'études pour la Conférence de la Paix.
Section géologique. Paris, 1919. Imprimerie Nationale.
Le minerai de fer lorrain, par L. Cayeux.

ANNUAIRES STATISTIQUES ET ATLAS

Almanach de Gotha.

Gotha, Justus Perthes, 1923-26.

Almanach Polonais.

1926, Gebethner Wolff. Paris.

Annuaire général de la France et de l'étranger.

1920-21, 1926. Paris, Larousse.

Briot J.

Statistique générale de géographie humaine comparée. Paris, 1924. Hachette.

Comité central des houillères de France. Annuaire.

La sidérurgie française, 1864-1914. Publié par le Comité des Forges de France à l'occasion du 50^e anniversaire de sa fondation. Paris, 1914. Berger-Levrault.

Comité des Forges de France.

Tableau statistique sur la production minière et sidérurgique des principaux pays. 1864-1913. Paris, 1914. Berger-Levrault.

The Statesman's Year Book.

London, 1925.

Materialien betreffend d. Friedensverhandlungen.

Im Auftrage d. auswärtigen Amtes. Die amtlichen Karten z. Friedensverträge. Charlottenburg, 1920. Deutsche Verlagsgesellschaft für Politik u. Geschichte.

Freytags Welt-Atlas.

G. Freytag et Berndt. Vienne.

The Literary Digest, 1925.

Atlas of the world and Gazetteer. New-York and London.

Maurette F.

Atlas de la Paix, 1914-1919. Paris, 1919. Hachette.

Vivien de Saint-Martin et Schrader.

Atlas Universel de Géographie. Nouvelle édition conforme au
Traité de Paix et conventions de 1919-1922. Publié sous les
auspices du Ministère de la Guerre. Paris, 1923. Hachette.

OUVRAGES ET BROCHURES

Alfassa M.

L'après guerre. Le fer et le charbon lorrain Paris, 1916. Belin.

Bailly L.

Le problème français du charbon. Nancy, 1924. Rigot.

Baker R. S.

Le Président Wilson et le règlement franco-allemand. Paris,
1924. Payot.

Baker R. S.

Woodrow Wilson and the world settlement. London, Heine-
mann. 1923.

Barthe E.

Le Comité des Forges contre la Nation. Le Bassin de Briey.
Discours prononcé dans les séances de la Chambre des
Députés, le 24 janvier et le 1^{er} février 1919. Paris, L'Œuvre.

Baruch B. N.

The making of the Reparations and Economic Sections of the
Treaty. New-York London. 1920. Harper.

Barthou L.

Le Traité de Paix (Rapport présenté à la Chambre et le discours).
Paris, 1919. Fasquelle.

Beer Th.

Krieg und Kohle. Zurich, 1917. Schweizer Druck u. Verlagshaus.

Benoist Ch.

Les nouvelles frontières d'Allemagne et la nouvelle carte d'Europe. (Rapport présenté à la Chambre et le discours). Paris, 1920. Plon-Nourrit.

Bidou, Guebhard, Licse, Malletterre, Tardieu, Teissier.

Les Conséquences de la guerre. Paris, 1921. Alcan.

Binder H.

Die Kriegsziele unserer Feinde. Leipzig. Krüger, 1916.

Bisschop W. R.

The Saar Controversy. London, 1924. Sweet Maxwell.

Bissing F. W.

Die Kriegsziele unserer Feinde. Dresden-Leipzig, 1916. Globus.

Blondel G.

La dernière étape. La paix qu'il nous faut. Paris, 1917. Sirey.

Blondel G.

Pour une paix durable. Paris, 1918. (Union des Grandes Associations françaises).

Bonin H.

La reconstruction des houillères du Nord de la France. Thèse. Paris, 1926, Jouve.

Bourgeois E.

Manuel historique de politique étrangère. Tome IV. La Politique mondiale (1878-1919). Paris, 1926. Belin frères.

Bourgeois L.

Le Traité de Paix de Versailles. (Rapport présenté au Sénat et le discours). Paris, 1919. Alcan.

Bourgeois E., Renault, Gal. Malletterre, Georges Lévy-Bellet.

La guerre. Paris, 1915. Alcan.

Brandenburg E.

Deutschlands Kriegsziele. Leipzig, 1917. Quelle u. Meyer.

Brandt R.

Versailles. 28 avril-28 juin. Berlin, 1919. Curtius.

Braun A.

Der Friede von Versailles. Berlin, 1919. Springer.

Brunhes et Vallaux.

La géographie de l'histoire, de la paix et de la guerre, sur terre et sur mer. Paris, 1921. Alcan.

Busson, Fèvre, Hauser.

Les principales puissances d'aujourd'hui. Paris, 1921. Alcan.

Carrière L.

Kriegsziele d. Kämpfenden Völker. Berlin, 1917. Reimer.

Chamberlain H. S.

Deutschlands Kriegsziele. Oldenburg, 1916. Stalling.

Chapsal, Millerand, Gillain, Delombre, Marvaud, de Peyrimhoff, Guebhard, de Lasteyrie.

Intérêts économiques et rapports internationaux à la veille de la guerre. Paris, 1914. Alcan.

Conques J.

Les Trésors de la terre. Le Charbon. Paris, 1922. Lemerre.

Creutz Dr.

Der Friedensvertrag von Versailles in übersichtlichen Auszug unter eingehender Berücksichtigung seiner Vor und Nachgeschichte. Berlin, 1922. Zentralverlag.

Décorêt J.

La question de Haute-Silésie. Thèse. Lyon, 1924.

Deutschlandszukunft bei einem guten u. bei einem schlechten Frieden. München, 1917. Lehmann.

Dillon E. I.

The peace Conference. London, 1919. Hutchinson.

Driault Ed.

Le fer de Lorraine et la paix. Paris, 1917. Tenin.

Eckert Ch.

Wirtschaftliche u. Finanzielle Folgen d. Friedens von Versailles. Bonn, Marcus-Weber. 1921.

Engerand F.

L'Allemagne et le Fer. Paris, 1916. Perrin.

Engerand F.

La bataille de la frontière. Paris, 1920. Bossard.

Engerand F.

Ce que l'Allemagne voulait. Ce que la France aura. (Minerai de Briey. La Houille de la Sarre). Paris, 1916. Sirey.

Engerand F.

Le fer sur une frontière. Paris, 1919. Bossard.

Engerand F.

Les frontières lorraines et la force allemande. Paris, 1915. Perrin.

Engerand F.

Le secret de la frontière. Paris, 1918. Bossard.

Fayolle B.

Les forces économiques des puissances belligérantes avant la guerre. Paris, 1916. Berger-Levrault.

Ferasson L.

L'industrie du fer. Paris, 1918. Payot.

Ferasson L.

La question du fer. Le problème franco-allemand du fer. Thèse. Paris, 1918. Rousseau.

Ferasson L.

La question du fer. Paris, 1919. Payot.

Frech F.

Die Kohlenvorräte d. Welt. Stuttgart, 1917. Enke.

Gierke O.

Unsere Friedensziele. Berlin, 1917. Springer.

Georges-Lévy R.

La juste paix ou la vérité sur le Traité de Paix. Paris, 1920. Plon.

Grumbach S.

L'Allemagne annexioniste. Recueil de documents publiés ou répandus secrètement depuis le 4 août 1914. Paris, 1917. Payot.

Guyot Y.

Les causes et les conséquences de la Guerre. Paris, 1916. Alcan.

Hanotaux G.

Le Traité de Versailles du 28 juin 1919. L'Allemagne et l'Europe. Paris, 1919. Plon-Nourrit.

Haskins-Lord.

Some Problems of the peace conference. Cambridge, 1920. Harvard University Press.

Hauser H.

Les méthodes allemandes d'expansion économique. Paris, 1915. Colin.

Hauser H.

La paix allemande et la question de Briey-Longwy. Paris, 1918. L'action nationale.

Heinze O.

Der Weltkrieg u. d. Versailler Frieden in tabellarischer Übersicht. Hannover, Helwing, 1922.

Helferrich K.

Die Friedensbedingungen. Berlin, 1919. Hobbing.

Helferrich K.

Die Friedensbemühungen im Weltkriege. Berlin, Zeit fragen-Verlag.

Helferrich K.

Der Wirtschaftliche Hintergrund d. Weltkriege. Leipzig-Dresden, 1920. Teubner.

Herdner-Gruner.

La destruction et la restauration du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais. Paris, 1920. Chaix.

Hersent, Colson, Marlio, Baretty, Metayer.

L'outillage économique de la France. Paris, 1921. Alcan.

Hohlfeld J.

Der Kampf um den Frieden. Leipzig-Wien, 1919. Bibliographischer Institut.

House-Seymour.

Ce qui se passa réellement à Paris en 1918-1919. Paris, 1923. Payot.

Hovclaque E.

Les causes profondes de la guerre. Paris, 1915. Alcan.

Hubert L.

L'effort brisé. La situation économique de l'Allemagne en 1914. Paris, 1914. Alcan.

Jöhlinger O.

Weltwirtschaftliche Ursachen d. Krieger. Berlin, 1916. Reimer.

Jouasset, Bommeclær, Caziot, Angliviel, Wallon.

Les possibilités économiques de la France. Paris, 1927. Alcan.

Keynes J. M.

Les conséquences économiques de la Paix. Paris, 1920. Nouvelle Revue Française.

Keynes J. M.

Nouvelles considérations sur les conséquences de la Paix. Paris, 1922. Stock.

Lansing R.

The peace negotiations. Boston-New-York, 1921. The University Press Cambridge.

Laufenberger H.

L'Industrie sidérurgique de la Lorraine désannexée et la France. Caen. Thèse, 1924.

Launay (L. de)

France-Allemagne. Problèmes miniers. Paris, 1917. Colin.

Lebon A.

Les conditions économiques de la Paix. Paris, 1918. Pigelet.

Lecommon E.

La nouvelle Europe et son bilan économique. Paris, 1926. Alcan.

Lenz A.

Der Wirtschaftskampf d. Völker u. seine internationale Regelung. Stuttgart, 1920. Enke.

Le Trocquer Y.

Les sources de l'énergie. Paris, 1924.

Lévy-Bruhl L.

La conflagration européenne, ses causes économiques et politiques. Paris, 1915. Alcan.

Lichtenberger-Petit.

L'impérialisme économique allemand. Paris, 1919. Flammarion.

Lusensky F.

Der Deutsche Aussenhandel auf d. Grundlage d. Friedensvertrages. Berlin, 1919. Liebheit u. Thiesen.

Marin L.

Le Traité de Paix. Paris, 1920. Fleury.

Martin-Germain.

Conférences sur l'évolution économique des grandes nations au 19^e et 20^e siècle. Méthodes et résultats. Le Caire et Paris, 1910.

Martin-Germain.

Les problèmes économiques de la Paix. Les causes économiques. Montpellier, 1918. Paris, Agence méridionale d'édition.

Maurette F.

L'Allemagne boycottée ne peut vivre sans les produits alimentaires, les matières premières, les navires marchands des alliés. Paris, 1918. Hachette.

Les grands marchés des matières premières. Paris, 1923. Colin.

Maurette-Gallouédec.

Les grandes puissances du Monde. Paris, 1922. Delagrave.

Moos F.

Eisen u. Kohle in Frankreichs Zukunftsabsichten. Dusseldorf. Bagel.

Muller R.

Le charbon. Nos besoins et certains moyens d'y satisfaire. Paris, 1917. Dans l'enquête sur la production.

Nitti F.

L'Europe sans Paix. Paris, 1923. Stock.

Nitti F.

La Paix. Paris, 1925. Rider.

Olivier M.

La politique du charbon, 1914-1921. Paris, 1922. Alcan.

Osborne S.

The Problem of upper Silesia. London, 1923. Allen Unwin.

Osborne S.

The upper silesian question and Germany's coal problem, London, 1920. Allen Unwin.

Osborne S.

The Saar question. London, 1923. Allen Unwin.

Pariset G.

Leurs buts de guerre. Paris, 1918. Berger-Levrault.

Paulin H.

Le fer et le charbon. Conditions de la Paix future. Paris, 1919. Bossard.

Péret R.

La puissance et le déclin économique de l'Allemagne. Paris, 1915. Alcan.

Pinot R.

Le Comité des Forges de France au service de la Nation. Paris, 1919. Colin.

Pinot R.

Les industries métallurgiques et la guerre. Paris, 1916. Alcan.
Dans la « guerre ».

Priou J.

Le territoire de la Sarre. Paris, 1924. Berger-Levrault.

Reichert J.

Erz u. Eisen in Deutschlands Zukunft. Berlin, 1918. Heymann.

Reichert J.

Was sind uns die Erzbecken von Briey und Longwy ? Berlin, 1918. Heymann.

Reichert-Helfferich.

Das zweite Versailles. Berlin, 1924. Deutschnationale Schriftenvertriebsstelle.

Rouland F.

La Houille. Paris, 1918. Gautier Villars.

De Rousiers P.

Les grandes industries modernes. Paris, 1924-1926. Colin. 4 vol.

Schulze F.

Deutschland Weltmachtsstellung. Wirtschaftliche Kampf auf d. Weltmarkt als Kriegsursache. Berlin, 1915. Puttkammer u. Mühlbrecht.

Schulze R.

Friede u. die wirtschaftliche Zukunft. Dresden, 1917. Lehmann.

Schulze Gaevernitz.

Der Frieden u. d. Zukunft der Welwirtschaft. Zurich, 1919. Füssli.

Scott J.-B.

Official Statementents of wor aims peace proposals. Déc. 1916 to nov. 1918. Washington, 1921. Carnegie Endowment.

See H.

Les origines du capitalisme moderne. Paris, 1926. Colin.

Seligmann E.

Interprétation économique de l'histoire. Paris, 1911. Rivière.

Sering M.

Das Friedensdiktat von Versailles und Deutschlands wirtschaftliche Lage. Berlin, 1920. Mittler.

Slanar H.

Die politische u. wirtschaftlichen Veränderungen auf der Erde infolge d. Weltkrieges. Wien, 1923. Hölder, Pichler, Tempsky.

Stillich O.

Der Friedensvertrag von Versailles im Spiegel deutscher Kriegsziele. Berlin, 1922. Wahsen.

Tardieu A.

La Paix. Paris, 1921. Payot.

De Tarlé A.

Préparation de la lutte économique par l'Allemagne. Paris, 1922.
Chapelet.

Temperley H. W. V.

A History of the peace conference of Paris. London, 1921-1924.
6 vol. Frowde, Hodder and Stoughton.

Théry E.

Les conséquences économiques de la guerre pour la France.
Paris, 1922. Belin.

Toynbee J.-A.

The world after the peace conference. Oxford University Press.

Viallate A.

Impérialisme économique. Paris, 1923. Colin.

Viallate-Caudel.

La vie politique dans les deux mondes. La grande guerre. IX,
Paris, 1922. Alcan.

Vidal de la Blache-Gallois.

Le bassin de la Sarre. Paris, 1923. Colin.

Würfel G.

Die Bedeutung d. Kohle für d. Kriegswirtschaft u. für d. Wirtschafts-
schaftliche u. politische Leben d. Kulturvölker. Dresden-
Leipzig, 1919. Globus.

Zach L.

Die Friedensbedingungen u. ihre wirtschaftlichen Folgen für
Deutschland. Berlin, 1919. Germania.

Zolla, Flandin, de Rousiers, Chailley, Pinot, Liesse.

La guerre et la vie économique. Paris, 1916. Alcan.

PERIODIQUES ET JOURNAUX

Ajam M.

La concurrence économique entre les nations. « Revue économique internationale ». Septembre 1920.

Ancel J.

France et Allemagne. Le commerce du fer et du charbon. « Revue économique française ». Mai-août 1920.

Bourgarel G.

Le bassin de Briey. « Economiste européen ». 22 décembre 1916.

Caudel M.

Le rôle du facteur économique dans la politique contemporaine. « Revue économique internationale ». Mai 1926.

Chailley J.

L'industrie française, les matières premières et les colonies. « Revue économique internationale ». Janvier 1921.

Coucke J.

Le problème des matières premières. « Revue économique internationale ». Juillet 1922.

Herriot E.

Les trésors du sous-sol français. « Marche de France ». Octobre 1919. Janvier 1920.

Les houillères françaises. « Le Temps », supplément économique du 2 novembre 1926.

Houllerrigue L.

Le fer en Lorraine. « Revue de Paris ». 1^{er} août 1915.

Lanino P.

La sidérurgie d'après guerre. « Revue économique internationale ». Juillet 1920.

Lapradelle (G. de).

Les conséquences économiques de la Paix de Versailles. « Revue politique et parlementaire ». 1920.

De Launay L.

La bataille pour les matières premières. « Revue des deux mondes ». 1^{er} avril 1926.

De Launay L.

Le problème franco-allemand du fer. « Revue des deux mondes ». 15 juillet 1916.

Lavergne B.

La Haute-Silésie et le principe des nationalités. « Revue politique et parlementaire ». Septembre 1921.

Lebon A.

La Paix économique de 1919. « Revue économique internationale ». Mai 1920.

Maass W.

Das Ostfranzösische Grenzland und seine industrielle Bedeutung. « Weltwirtschaftliche Archiv. Avril 1917.

Maurette F.

La France premier producteur du fer de l'Europe. « Revue de l'Alliance française ». 15 avril 1920.

Morris H.

Les conséquences économiques de la guerre. « Revue économique internationale ». Juin 1920.

Nordmann Ch.

Les métaux de guerre. « Revue des deux mondes ». 1^{er} novembre 1915.

Notz W.

The world's coal situation during the war. « The Journal of Political Economy ». 6 juin 1918.

Perreau-Pradier.

Richesses détruites pendant la guerre. Coût de la guerre. Rapport présenté à la Chambre des députés. « Le Temps ». 7 mars 1924.

De Peyrinhoff H.

Le Problème houiller. « Revue de Paris ». 1^{er} novembre 1925.

Poincaré R.

Pourquoi l'Allemagne doit payer. La démonstration de la Ruhr. « Le Temps ». 25 juillet 1924.

Seidel H.

Die Erzlager von Longwy und Briey müssen wieder deutsch werden. « Deutsche Volkswart ». Juillet-août 1918.

Termier P.

Le sous-sol de la France. « Revue hebdomadaire », 23 juin 1917.

Sarraut A.

Un regard sur le monde. « Conferencia », 15 décembre 1924.

Sauvaire-Jourdan F.

Les clauses économiques du Traité de Paix. « Revue d'économie politique », Novembre-décembre 1919.

Sloutzky N.

La course aux matières premières. « Revue économique internationale », Février 1924.

Wollbehr E.

Lothringer Stahlindustrie. « Velhagen und Klasing's Monatshefte », Mai 1919.

Wutschke J.

Das französische Industriegebiet besonders die Becken Briey-Longwy. « Geographischer Anzeiger », 1916.

XXX.

Le rôle des facteurs économiques dans la guerre franco-allemande. « Revue d'économie politique », Septembre, octobre 1914.

TABLE DES MATIERES

Avant-propos	5
Chapitre premier. — <i>Le problème des matières premières.</i>	
<i>Comment se posait-il avant la guerre ?</i>	
§ 1. — La potasse	7
§ 2. — Le charbon	13
§ 3. — Le fer	27
§ 4. — Le problème métallurgique franco-allemand.	44
Chapitre II. — <i>Les différentes solutions proposées avant le Traité.</i>	
§ 1. — Avant la Conférence de la Paix.....	48
a) Le point de vue allemand.....	48
b) Le point de vue français.....	53
§ 2. — La Conférence de la Paix.....	67
Chapitre III. — <i>Les dispositions du Traité de Paix de Versailles.</i>	
§ 1. — Les dispositions territoriales	84
§ 2. — Les dispositions économiques.....	89
Chapitre IV. — <i>Les conséquences du Traité.</i>	
§ 1 — La potasse	97
§ 2. — Le charbon	104
§ 3. — Le fer	128
Conclusion	145
Appendice I	151
Appendice II	153
Bibliographie	155
Table des matières	175

